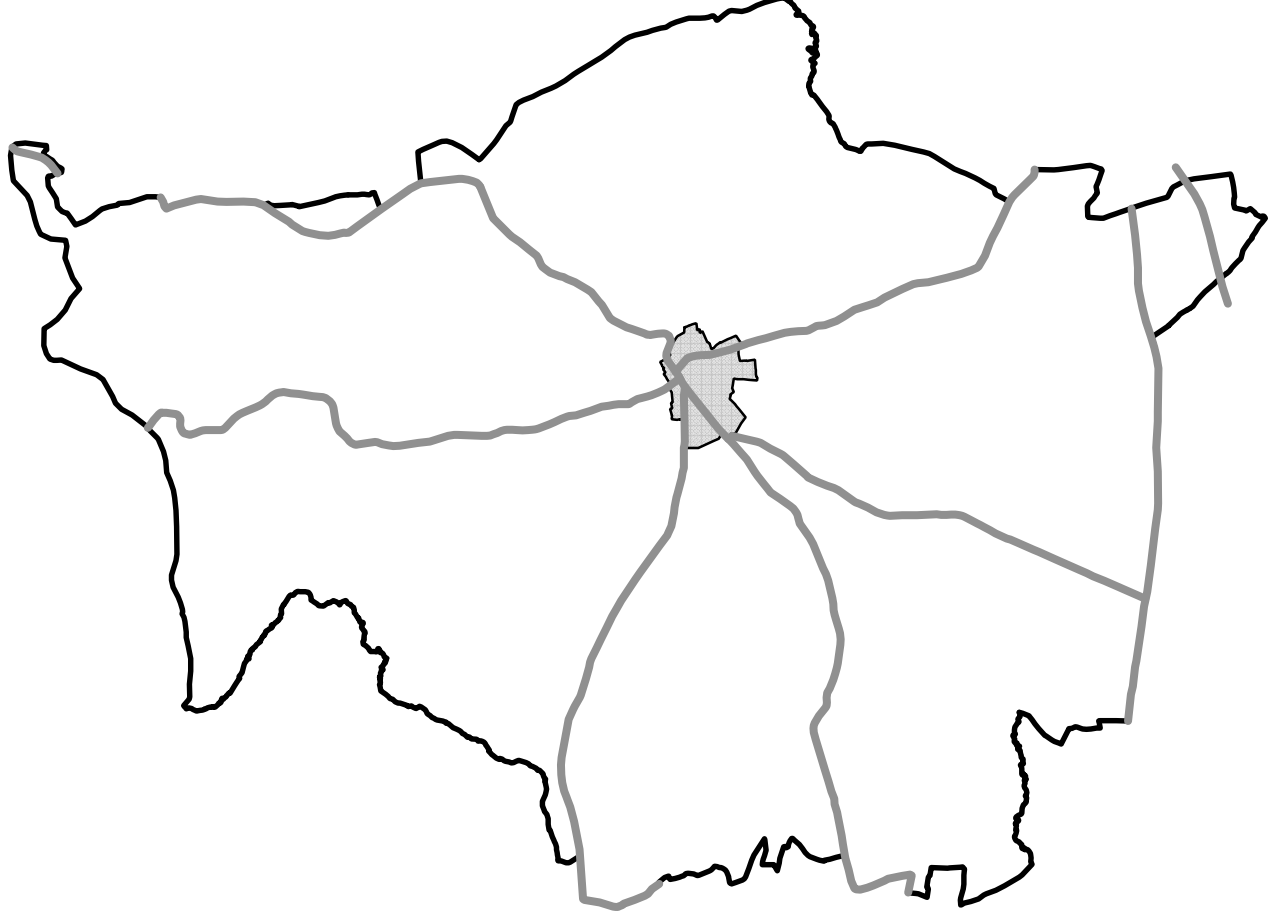


P.L.U
PLAN LOCAL D'URBANISME
Commune de Pluzunet



5.1- Servitudes d'utilité publique

Elaboration prescrite par délibération du CM le : 27 juin 2008
Débat préalable organisé au sein du CM le 20 décembre 2011
PLU arrêté par délibération du CM le : 09 juillet 2013
PLU approuvé par délibération du CM le 24 octobre 2014
PLU rendu exécutoire le :

échelle : 1/7500e

Plan cadastral établi en 2014 (Géobrasage)
Document non contractuel

Bernard LEOPOLD Architecte D.P.L.G. et U. de M. (Montreuil) - Urbaniste
15, place des cages 93600 Montreuil - tél : 02 98 63 55 57 - fax : 02 98 89 79 93
leopold.archi@wanadoo.fr

LEGENDE

AC1 **Servitude de protection des monuments historiques**

- Périmètre de protection de 500 m autour de l'église Saint-Pierre (16°s)
- Inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 20/01/1926

I4 **Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques**

Ouvrages du Réseau Transport d'Electricité (RTE) :

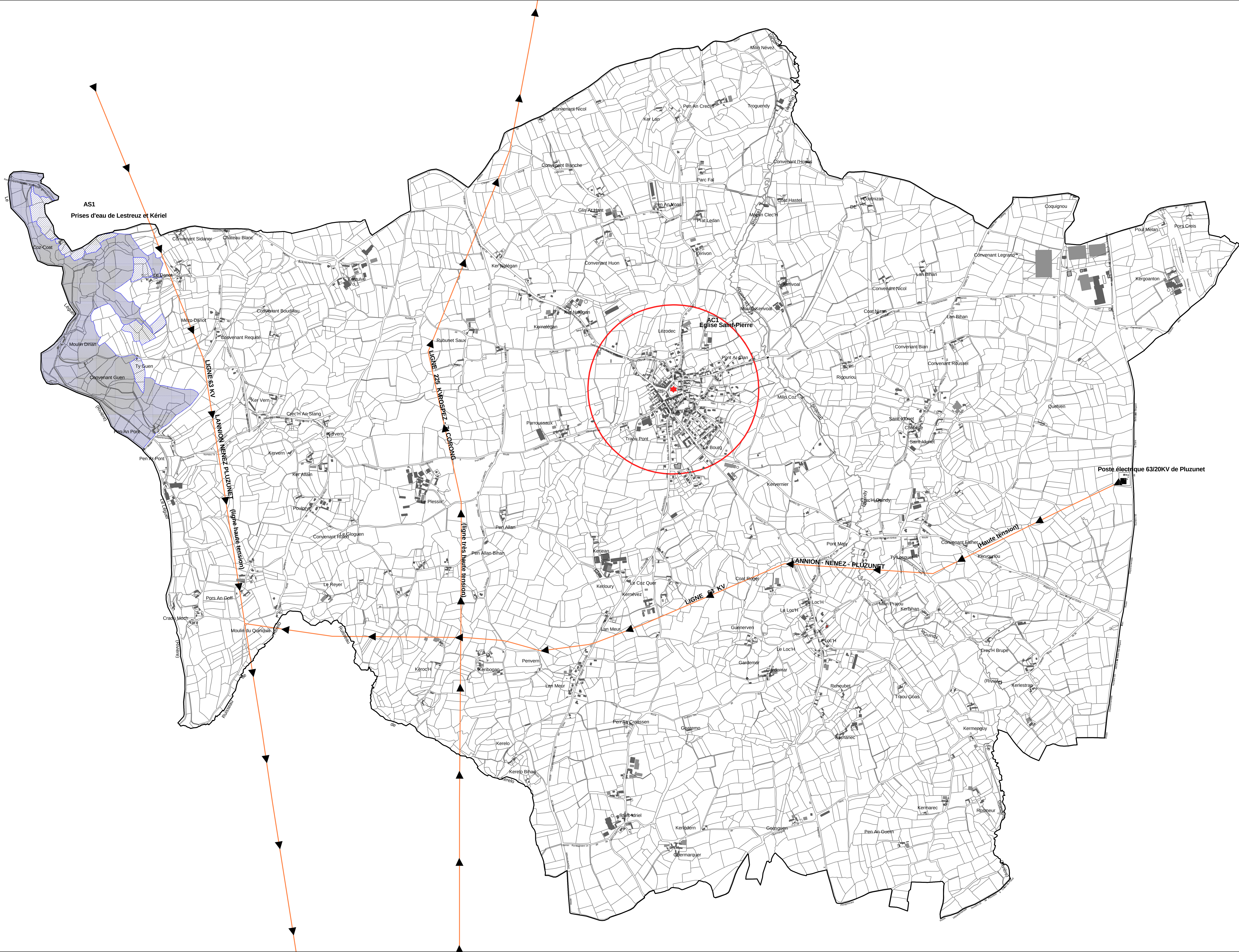
- Ligne 63 KV Lannion - Névez - Pluzunet z Pluzunet (Haute Tension)
- Ligne 225 KV Rospez - Z Corong (Très Haute Tension)
- Poste 63/20 KV de Pluzunet

PT3 **Servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques**

RG 2241 - non cartographiée

AS1 **Périmètre de protection de captage des prises d'eau de Lestrez et Kériel**

- Zone sensible du périmètre de protection des captages d'eau potable de Lestrez et Kériel
- Zone complémentaire du périmètre de protection des captages d'eau potable de Lestrez et Kériel



MONUMENTS HISTORIQUES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article 11 de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) Classement (Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913) ;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1^{er} du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

c) Abords des monuments classés ou inscrits

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

B. – INDEMNISATION

a) Classement

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 : JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1^{er}, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1^{er} à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

c) Abords des monuments classés ou inscrits

Aucune indemnisation n'est prévue.

(1) L'expression «périmètre de 500 mètres» employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.I. « La Charnille de Monsoult » : rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques » : DA 1982 n° 112).

C. - PUBLICITÉ

a) Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

b) Abords des monuments classés ou inscrits

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) Classement

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guêtre Jean : rec., p. 100).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Classement (Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 *b* du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'instruction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 *b* du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212).

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

***b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques
(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)***

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1°] du code de l'urbanisme).

c) Abords des monuments classés ou inscrits (Art. 1^{er}, 13 et 13bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3° de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; Une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

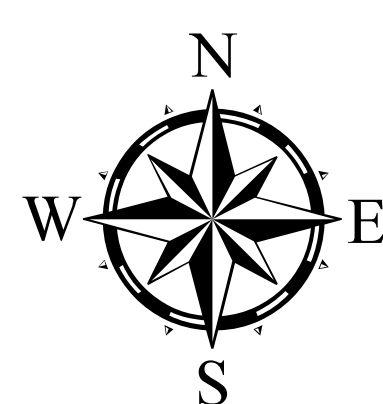
La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

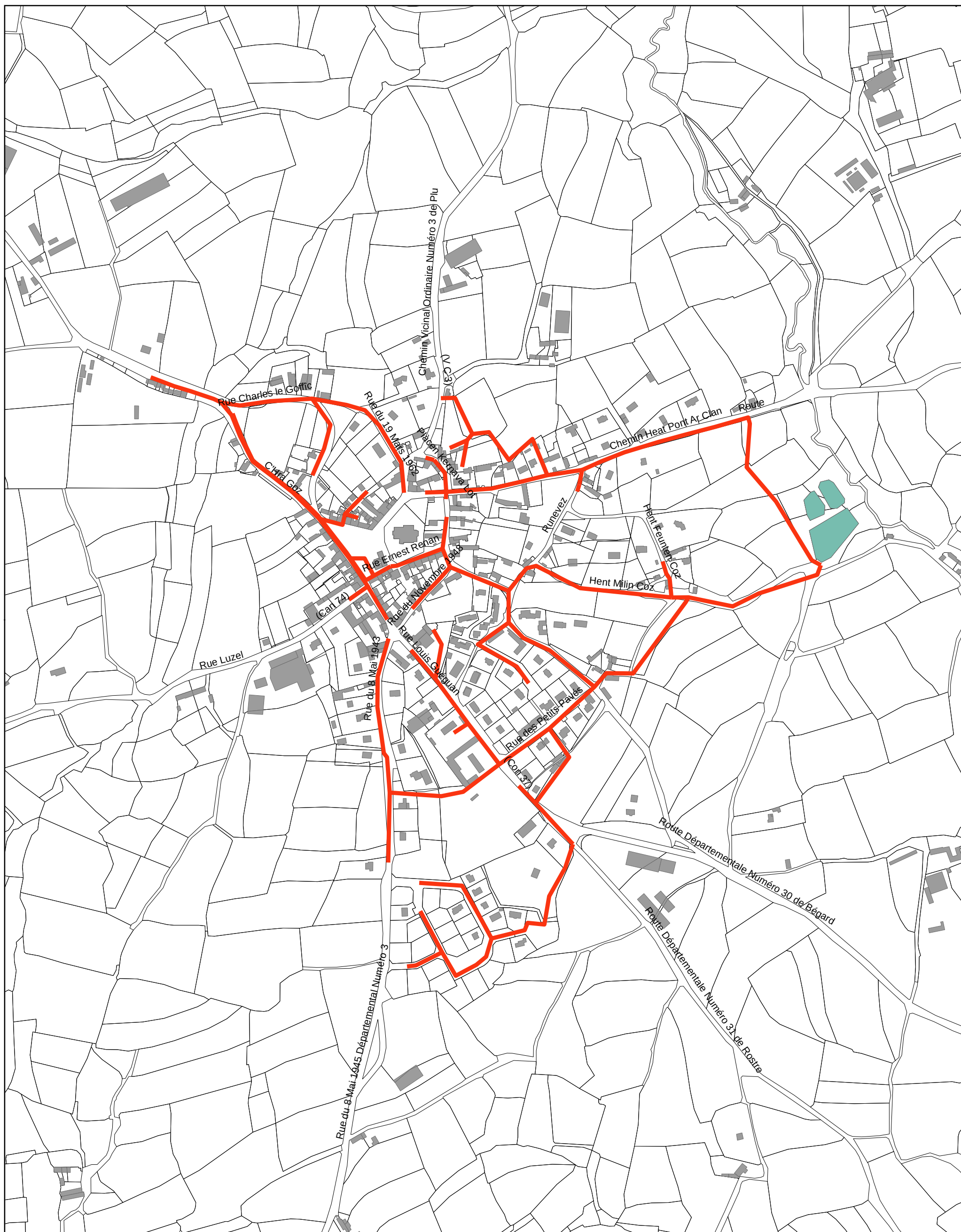
c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.



- RESEAU EAUX USEES BATI
- Station d'épuration PARCELLE

1:1 500

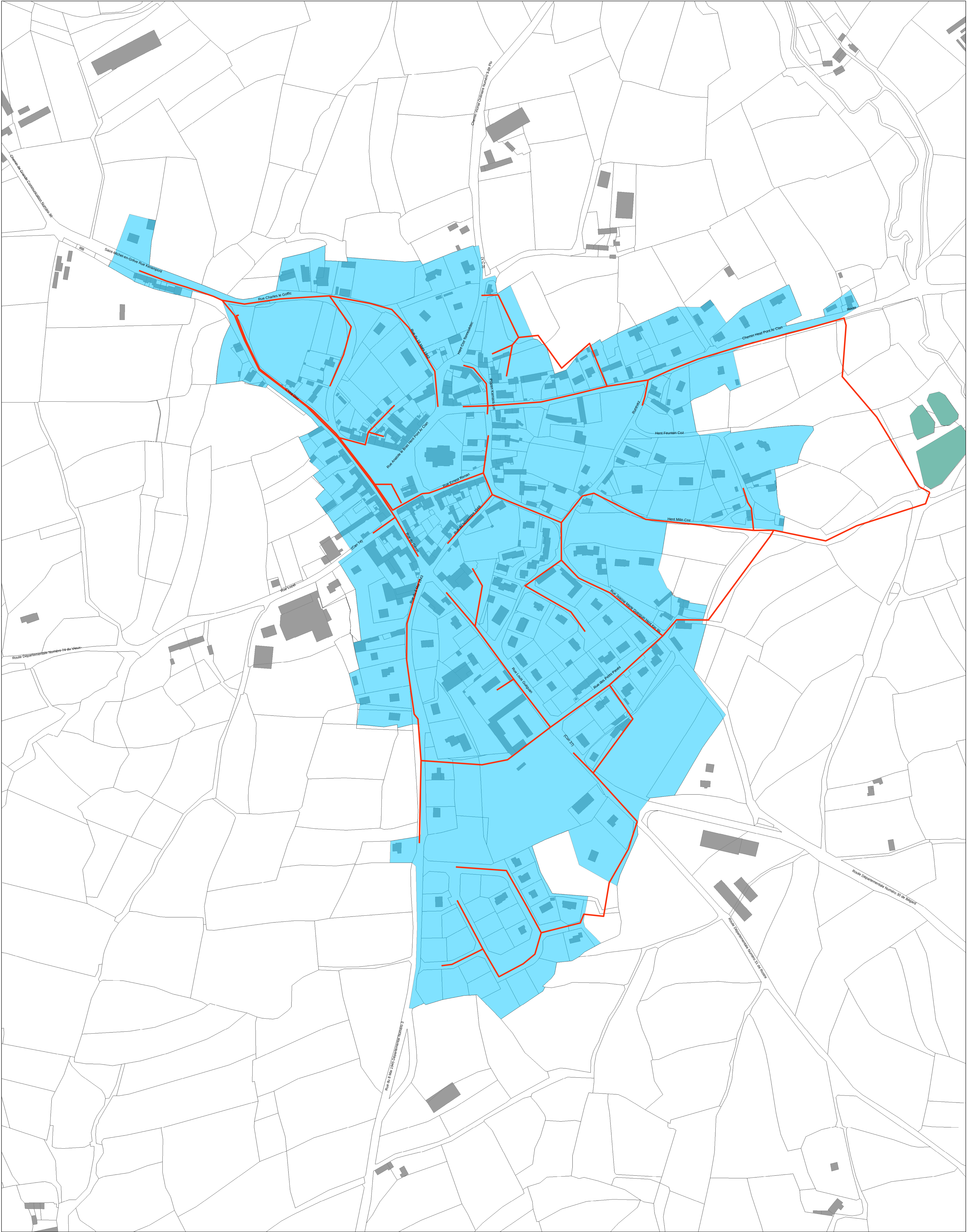


Légende



- RESEAU EAUX USEES
  BATI
-  Station d'épuration
  PARCELLE

1:5 000



Légende

- RESEAU EAUX USEES
- BATI
- Station d'épuration
- PARCELLE
- Assainissement collectif

1:1 500



Arrêté de classement des infrastructures de transports terrestres de la commune de PLUZUNET

SPPC/EPT/2002-230

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles : R 111-4, R111-4-1, R 111-23-1 et R 111-23-2 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles : R 111-3-1, R 111-5, R 111-6, R 123-19, R 123-24, R 311-10, R 311-10-2 et R 410-13 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 12 à 14 ;

VU le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

VU l'arrêté interministériel du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures de transports terrestres ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté interministériel du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires ;

VU le décret en date du 8 novembre 2001 nommant Madame Haye-Guillaud Préfet des Côtes-d'Armor ;

VU l'absence de délibération du conseil municipal de la commune de **PLUZUNET** dans le délai de 3 mois après sa consultation par le Préfet;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor

ARRETE :

ARTICLE 1 – Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département des Côtes d'Armor aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur la carte jointe en annexe.

ARTICLE 2 – Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Commune de **PLUZUNET**

A – Infrastructures empruntant le territoire communal

Nom de l'infrastructure	Type de l'infrastructure	Délimitation du tronçon		Type de tissu (en « U » ou en tissu ouvert)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur du secteur affecté par le bruit (1)
		débutant	finissant			
RD767	Route Départementale	Limite communale BEGARD	Limite communale PRAT	Tissu ouvert	3	100 mètres

(1) La largeur du secteur affecté par le bruit correspond à la distance mentionnée à l'article 1, comptée de part et d'autre de l'infrastructure définie comme suit :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche,
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord extérieur le plus proche.

B – Infrastructures n'empruntant pas le territoire communal mais dont les secteurs affectés par le bruit concernent la commune

Sans objet

ARTICLE 3 – Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs, conformément aux dispositions du Code de la construction et de l'habitation et des articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

ARTICLE 4 - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois minimum à la mairie concernée. Il sera tenu à la disposition du public en mairie, à la Direction Départementale de l'Equipement et à la Préfecture des Côtes d'Armor.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté et les périmètres des secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 seront annexés au Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou à la carte communale, si la commune en est dotée.

ARTICLE 6 – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet de Lannion
- Monsieur le Maire de Pluzunet
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale

Ils sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

SAINT-BRIEUC, le
13 Mars 2003

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé: Denis DOBO- SCHOENENBERG

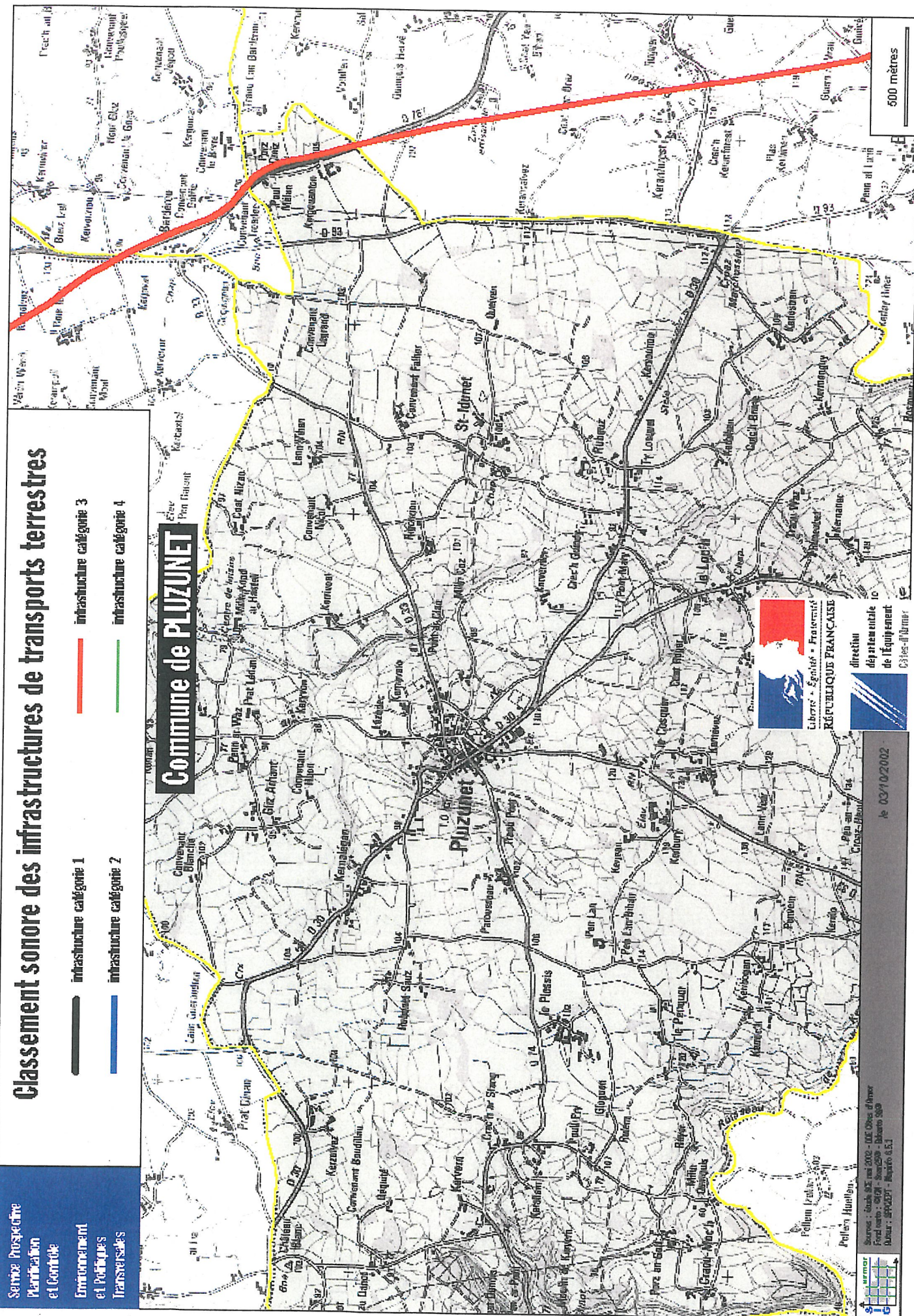
Annexe :

- Une carte représentant les infrastructures classées

infrastructure catégorique d

Infrastructure catégorie 2

Commune de PLUZUNET





PREFET DES COTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Secrétariat général
Pôle risques et sécurité,
Unité risques et nuisances

A R R E T E

d'approbation des cartes de bruit
des réseaux départementaux et communaux
dans les Côtes-d'Armor

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU la directive 2002/49/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement,

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre VII, chapitre II, ses articles L et R 572-1 à 572-11, transposant cette directive, et chapitre I, ses articles R 571-32 à 571-43, concernant le classement des infrastructures de transports terrestres,

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement,

VU les arrêtés préfectoraux relatifs au classement des voies bruyantes dont la liste figure à l'annexe 1,

VU l'arrêté préfectoral d'approbation des cartes de bruit dans les Côtes-d'Armor du 13 février 2009 concernant des sections des routes nationales, des routes départementales et des voies communales situées sur le territoire de la ville de Saint-Brieuc dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les cartes de bruit stratégiques des sections des routes départementales des Côtes-d'Armor et des voies communales situées sur le territoire de la ville de Saint-Brieuc dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules sont arrêtées selon les modalités ci-après.

ARTICLE 2 : Les cartes de bruit comportent :

- des documents graphiques au 1/25 000ème listés ci-après :

- une représentation graphique des zones exposées au bruit à l'aide de courbes isophones par pas de 5 dB(A), à partir de 55 dB(A) jusqu'à supérieur à 75 dB(A), pour l'indicateur Lden – cartes d'exposition sonore de « type a »,
- une représentation graphique des zones exposées au bruit à l'aide de courbes isophones par pas de 5 dB(A), à partir de 50 dB(A) jusqu'à supérieur à 70 dB(A), pour l'indicateur Ln – cartes d'exposition sonore de « type a »,
- une représentation graphique des zones où l'indicateur Lden dépasse 68 dB(A) – cartes de dépassement de la valeur limite de « type b »,
- une représentation graphique des zones où l'indicateur Lden dépasse 62 dB(A) – cartes de dépassement de la valeur limite de « type b »,

- un rapport de synthèse comprenant :

- des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des établissements de santé et des surfaces exposées au bruit dans ces zones,
- un résumé non technique présentant l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour l'élaboration des cartes et les principaux résultats issus des documents graphiques.

ARTICLE 3 : Ces cartes seront mises à la disposition du public à la préfecture des Côtes-d'Armor et accessibles sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor (www.cotes-darmor.pref.gouv.fr).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le président du conseil général des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Brieuc, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Brieuc, le 25 SEP. 2012



Pierre SOUBELET

Annexe 1

Liste des communes ayant fait l'objet d'un arrêté de classement des voies bruyantes et concernée par le présent arrêté relatif aux cartes de bruit stratégiques dans le département des Côtes-d'Armor

Communes	N° d'arrêté	Date arrêté préfectoral
Allineuc	2002-196	03/03/2003
Bégard	2002-58	13/03/2003
Binic	2002-49	13/03/2003
Caouënnec-Lanvézéac	2002-53	13/03/2003
Cavan	2002-221	13/03/2003
Dinan	2003-69	17/11/2003
Erquy	2002-62	13/03/2003
Étables-sur-Mer	2002-65	13/03/2003
Grâce-Uzel	2002-69	13/03/2003
Guingamp	2002-200	30/01/2003
L'Hermitage-Lorge	2002-97	03/03/2003
Hillion	2002-73	30/01/2003
Kerfot	2002-75	30/01/2003
Langueux	2002-201	13/03/2003
Lannebert	2002-223	30/01/2003
Lannion	2002-202	13/03/2003
Lanvollon	2002-89	13/03/2003
Louannec	2002-203	30/01/2003
Loudéac	2002-224	27/06/2003
Morieux	2002-104	13/03/2003
La Motte	2002-78	30/01/2003
Paimpol	2002-106	12/06/2003
Péder nec	2002-108	30/01/2003
Perros-Guirec	2002-126	30/01/2003
Plaintel	2002-109	17/06/2003
Planguenoual	2002-127	30/01/2003
Plédran	2002-112	13/03/2003
Plélo	2002-128	29/04/2003
Plérin	2002-207	03/03/2003
Pleumeur-Bodou	2002-209	13/03/2003
Ploubalay	2002-132	13/03/2003
Ploufragan	2002-228	17/06/2003 et 31/08/2004
Plouisy	2002-136	13/03/2003

Communes	N° d'arrêté	Date arrêté préfectoral
Ploulec'h	2002-137	13/03/2003
Ploumagoar	2002-212	13/03/2003
Ploumilliau	2002-138	13/03/2003
Plurien	2002-144	30/01/2003
Pluzunet	2002-230	13/03/2003
Pordic	2002-149	03/03/2003
Prat	2002-231	13/03/2003
Saint-Agathon	2002-155	13/03/2003
Saint-Brandan	2002-158	13/03/2003
Saint-Brieuc	2002-159	13/03/2003
Saint-Cast-le-Guildo	2002-160	13/03/2003
Saint-Hervé	2002-163	13/03/2003
Saint-Julien	2002-166	30/01/2003
Saint-Laurent	2002-167	13/03/2003
Saint-Quay-Perros	2002-216	30/01/2003
Taden	2002-172	30/01/2003
Trédarzec	2002-176	13/03/2003
Tréglamus	2002-180	13/03/2003
Trégomeur	2002-181	13/03/2003
Trégon	2002-182	13/03/2003
Trégueux	2003-02	13/03/2003
Tréguidel	2002-184	30/01/2003
Tréguier	2002-217	13/03/2003
Tréméloir	2002-234	03/03/2003
Tressignaux	2002-188	30/01/2003
Trévé	2002-189	13/03/2003
Uzel	2002-193	03/03/2003
Yffiniac	2002-219	13/03/2003

ARRETE PREFECTORAL

déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection réglementaires des prises d'eau de Lestreuz pour le compte du Syndicat des Traouïero et de Kériel pour le compte de la commune de Lannion, sur le LEGUER

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 1321-2, L 1321-3, L 1321-10, L 1324-3, et R 1321-1 à R 1321-66,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (articles R 11-4 à R 11-14 et R 11-19 à R 11-31),

Vu la partie L du code de l'environnement et notamment l'article L 215-13 relatif à la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines,

Vu la partie R du code de l'environnement et notamment les articles R 214-1 et suivants,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la loi n° 2006.1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

Vu le décret n° 62.1448 du 24 novembre 1962 modifié, relatif à l'exercice de la police des eaux,

Vu le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation, à l'action des Services de l'Etat dans les régions et dans les départements,

Vu le décret n° 2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utiliser de l'eau destinée à la consommation humaine, mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique,

Vu la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine,

Vu le règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 1996 interdisant l'application de tout produit phytosanitaire contenant du Dinoterbe en bordure des cours d'eau et plans d'eau,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 définissant les prescriptions applicables aux élevages relevant du régime déclaratif de la législation sur les installations classées (porcs, bovins, volailles),

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2007 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) et à l'entretien des parcelles mises en jachère,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2008 relatif à l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires à proximité de l'eau,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 relatif au quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu le protocole d'accord du 31 octobre 2005 entre le représentant de l'Etat, la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor, le Conseil Général et l'Agence de l'Eau relatif à la protection des points d'eau publics destinés à l'alimentation en eau potable et aux indemnisations des propriétaires et exploitants de biens agricoles,

Vu la convention d'intervention sur les ouvrages du moulin de Buhulien en date du 30 novembre 2009

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 1972 déclarant d'utilité publique le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Perros-Guirec à partir du Léguer et la création d'un périmètre de protection immédiat,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 1977 déclarant d'utilité publique le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Lannion à partir du Léguer et la création d'un périmètre de protection immédiat et rapproché,

Vu le projet établi par le Syndicat des Traouïero et la commune de Lannion en vue de la déclaration d'utilité publique pour la révision des périmètres de protection et de l'établissement des servitudes légales autour des prises d'eau de Lestreuz et Kériel sur le Léguer,

Vu les résultats de la consultation interservices,

Vu la délibération du Syndicat des Traouïero en date du 8/9/2008 approuvant le projet et sollicitant l'ouverture de l'enquête publique pour cette opération,

Vu la délibération de la commune de Lannion en date 26/05/2008, approuvant le projet et sollicitant l'ouverture de l'enquête publique pour cette opération,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 prescrivant l'ouverture de l'enquête sur l'utilité publique de l'institution des périmètres de protection avec établissement des servitudes légales autour des prises d'eau de Lestreuz et Kériel sur le Léguer,

Vu l'avis favorable émis par le commissaire - enquêteur le 2 avril 2009,

Vu les rapports de l'hydrogéologue agréé en date du 4 avril 2008,

Vu l'avis favorable de M. le Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture, statuant sur les résultats des enquêtes,

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 18 décembre 2009,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1 - ABROGATIONS

Les arrêtés du 27 juin 1972 et du 2 septembre 1977 portant respectivement déclaration d'utilité publique les travaux projetés par la ville de Perros-Guirec et de Lannion en vue de leur alimentation en eau potable à partir du Léguer sont abrogés.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Les prélèvements et les périmètres de protection définis ci-après des prises d'eau de Lestreuz pour le compte du Syndicat des Traouïero et de Kériel pour le compte de la commune de Lannion sur le Léguer, et l'établissement des servitudes légales sont déclarés d'utilité publique.

ARTICLE 3 - PRELEVEMENTS D'EAU

- Le Syndicat des Traouïero est autorisé à prélever de l'eau à la prise d'eau de Lestreuz (n° BSS 02032X0045) à un débit qui ne pourra excéder 12 700 m³/j ni 147 l/s.
- La commune de Lannion est autorisée à prélever de l'eau à la prise d'eau de Kériel (n° BSS 02033X0036) à un débit qui ne pourra excéder 12 000 m³/j ni 167 l/s.

Il devra être transmis, en tout temps, à l'aval de la prise d'eau de Lestreuz, un débit minimum de 500 l/s de juillet à novembre inclus et de 1000 l/s de décembre à juin inclus.

Un dispositif de mesure et de contrôle du débit réservé sera mis en place au niveau du seuil de Lestreuz. En cas de risque de non-respect de ces débits réservés, des mesures de réduction des prélèvements seront prises conjointement par les deux collectivités.

Toute dérogation devra faire l'objet d'un accord préalable de l'Administration.

L'accès et les moyens de contrôle devront permettre, en tout temps, l'exercice de la police de l'eau.

ARTICLE 4 - INDEMNISATION

Conformément aux engagements pris par le Syndicat des Traouïero (délibération du 8/09/2008) et la commune de Lannion (délibération du 26/05/2008), ils devront indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la mise en place des périmètres de protection.

ARTICLE 5 - EAU DISTRIBUEE ET TRAITEMENT

En application du Code de la Santé Publique, les eaux devront répondre aux normes des eaux destinées à la consommation humaine. Toute réalisation ou modification de la chaîne de traitement devra être autorisée par le Préfet après avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques, au vu d'un dossier présenté par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Son fonctionnement ainsi que la qualité des eaux traitées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 6 - PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour de chacune des deux prises d'eau, un périmètre immédiat et un périmètre de protection rapproché. Le périmètre de protection rapproché de la prise d'eau de Kériel est commun à celui de Lestreuz. Pour cette partie commune, les deux collectivités bénéficiaires assument conjointement les obligations et responsabilités en résultant, le syndicat des Traouïero assumant pour sa part en totalité les obligations et responsabilités résultant de la partie située en aval de la prise d'eau de Kériel jusqu'à la prise de Lestreuz.

Ces périmètres sont délimités sur les plans annexés au présent arrêté. Les parcelles situées à l'intérieur des périmètres, sont énumérées dans l'état parcellaire.

La réglementation concernant les activités interdites ou réglementées dans les périmètres de protection fait l'objet des articles 7, 8 et 9.

ARTICLE 7 - PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIAT

- Prise d'eau de Lestreuz (Syndicat des Traouïero) : Un périmètre immédiat est établi autour de la prise d'eau. Ce périmètre doit être la propriété du Syndicat des Traouïero. Il comprend uniquement la parcelle O511 sur la commune de Lannion. Ce terrain devra être clôturé avec portail fermant à clé. Un barrage flottant ou une cloison siphonée destiné à retenir les hydrocarbures sera mis en place pour protéger la prise d'eau. Les activités à l'intérieur de ce périmètre immédiat ne doivent pas provoquer de pollution de la prise d'eau. En particulier, l'utilisation de tout produit phytosanitaire est interdite, l'entretien ne devant être effectué que par des moyens mécaniques.
- Prise d'eau de Kériel (Commune de Lannion) : Un périmètre immédiat est établi autour de la prise d'eau. Ce périmètre doit être la propriété de la commune de Lannion. Il comprend les parcelles 1304, 1306, 1308, 1310 et 1320. Le propriétaire du moulin de Buhulien conservera les vannes et leur usage, et ne devra en aucun cas abaisser le niveau d'eau en dessous de la cote (6.84 NGF). Pour ce faire une échelle limnimétrique sera mise en place à proximité des vannes.

La convention d'intervention du 30 novembre 2009 sur les ouvrages du moulin permettra à la Ville de Lannion de se substituer au propriétaire, quel qu'il soit, en cas de défaillance et d'urgence.

Afin de conserver la libre circulation piétonnière en bordure du cours d'eau, deux clôtures distinctes seront mises en place : une pour le dégrilleur et une pour la prise d'eau et ses abords. L'accès à la berge aux véhicules motorisés sera empêché au moyen d'un obstacle amovible.

Les activités à l'intérieur de ce périmètre immédiat ne doivent pas provoquer de pollution de la prise d'eau. En particulier, l'utilisation de tout produit phytosanitaire est interdite, l'entretien ne devant être effectué que par des moyens mécaniques.

ARTICLE 8 - PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Conformément au Protocole d'Accord d'octobre 2005 relatif à la Protection des Points d'Eau Publics destinés à l'Alimentation en Eau Potable dans les Côtes d'Armor, la zone sensible est classée en catégorie RS et la zone complémentaire en catégorie RC.

Activités	Zone sensible (catégorie RS)	Zone complémentaire (catégorie RC)
Création de carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines, ouverture et remblaiement sans précaution d'excavations, de zones humides et de puits existants.	Interdite Les excavations et remblaiements susceptibles de contribuer à l'amélioration de la protection de la ressource demeurent possibles.	
Création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle et quel qu'en soit l'usage (ex. : irrigation).	Soumise à l'autorisation préfectorale après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, y compris pour la collectivité, à l'exception des pompes à museau qui sont autorisées.	
Création de plans d'eau, mares ou étangs.	Interdite Les points d'eau superficielle ou souterraine insalubres ou présentant des risques de pollution seront supprimés dans les 12 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral.	
Création de réseaux de drainage.	Interdite	
Création de dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritiques, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement.	Interdite. L'ancienne décharge de Bois Thomas fera l'objet d'un suivi qualitatif régulier et les anciennes décharges de Kériel et des Sept Îles seront réhabilitées.	
Affouragement des animaux en libre service dans des silos non aménagés (silos taupinières pour herbe et maïs).	Interdit	

Activités	Zone sensible (catégorie RS)	Zone complémentaire (catégorie RC)
Stockage au champ des matières fermentescibles (ensilage, déchets végétaux...) et produits fertilisants (fumier, compost...).	Interdit	Autorisé
Affouragement des animaux en libre service dans des silos non aménagés (silos taupinières pour herbe et maïs).	Interdit	
Stockages en dehors des sièges d'exploitation et non aménagés de produits phytosanitaires.	Interdits	
Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.	Interdite, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui doivent être réalisés conformément à la réglementation en vigueur	
Création de campings	Interdite, mais dérogation possible pour les campings à la ferme	
Création d'élevages de type plein air.	Interdite	
Création de cimetières.	Interdite	
Création de bâtiments.	Interdite, en dehors des cas suivants et à condition qu'ils ne soient pas source de pollution des eaux souterraines et superficielles : - extension ou rénovation de bâtiments ou de sièges d'exploitation existants. - bâtiments concernant des services publics liés à la protection de l'eau ou à la mise en valeur des milieux aquatiques. - dans les zones urbanisables, prévues dans le document d'urbanisme en vigueur (POS, carte communale, PLU...) à la signature du présent arrêté (y compris les zones en assainissement non collectif). Pour les activités industrielles et commerciales, tout dossier d'incidence sera également à transmettre pour avis au titulaire de la DUP.	
Bâtiments et habitations existants.	Seront mis en conformité avec la réglementation générale de la façon suivante : a) les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, devront faire l'objet d'un assainissement individuel conforme à la réglementation et ceci dans les 36 mois suivant la signature du présent arrêté. Les puisards existants seront impérativement supprimés. b) pour les habitations raccordables à un réseau collectif, le branchement devra être obligatoire et immédiat. c) les habitations situées entre Buhulien et Was Clos seront raccordées au réseau d'assainissement collectif. d) pour les bâtiments et installations utilisés pour les activités agricoles ou autres (artisanales, industrielles, loisirs...), ils ne doivent induire ni rejets, ni infiltration d'eaux souillées. Les aménagements nécessaires pour suivre cette prescription seront réalisés. Les bâtiments agricoles seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur dans un délai de 36 mois.	
Suppression de l'état boisé.	Interdite, sauf dans le cas d'une réhabilitation d'une zone humide ou de la mise en œuvre des actions prévues dans le document d'objectifs du site Natura 2000 de la Vallée du Léguer. L'exploitation du bois dans des conditions non polluantes reste possible (usage des produits phytosanitaires interdit ...).	
Suppression des talus et des haies.	Interdite L'exploitation périodique du bois reste possible.	

Activités	Zone sensible (catégorie RS)	Zone complémentaire (catégorie RC)
Utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des bois, des talus, des fossés, des cours d'eau, des plans d'eau et de leurs berges, des chaussées, des voies ferrées et de leurs bas côtés.	Interdite	
Utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces publics	<i>Interdite</i>	
Utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces privés (jardins et abords de maisons)	<i>Interdite</i>	
Utilisation des produits phytosanitaires par voie aéroportée.	Interdite	
Utilisation de produits phytosanitaires pour les parcelles agricoles.	Réglémentée de la façon suivante : - interdite dans tous les cas à moins de 10 m des cours d'eau et des fossés les alimentant. - possible en traitement curatif et localisé pour la destruction des chardons et rumex avec déclaration préalable au titulaire de la déclaration d'utilité publique. - possible de façon exceptionnelle en traitement en plein sous réserve de l'autorisation préalable de l'administration (DDEA ou DDASS). En toute situation, l'utilisation de techniques mécaniques comme le fauchage régulier est préconisée.	Interdite sur les cultures en plein champ en présence de bâche plastique. Réglémentée de la façon suivante : -L'usage de produits phytosanitaires pour la destruction des plantes avant l'implantation d'une nouvelle culture est interdit, l'utilisation de moyens mécaniques est obligatoire. -Les parcelles font de préférence l'objet d'un classement selon la méthode agréée par la CORPEP. L'exploitant communiquera le classement des parcelles concernées au titulaire de la D.U.P. A défaut de classement selon cette méthode, les parcelles sont considérées comme présentant un risque fort. Pour les cultures autres que les prairies et les cultures légumières, l'utilisation des seules molécules du groupe 1 pour les parcelles à risque fort et des molécules du groupe 1 et 2 pour les parcelles à risque moyen ou faible est autorisé.
Fertilisation et produits phytosanitaires	Obligation de tenir un cahier de fertilisation et un cahier des produits phytosanitaires utilisés (nature des produits et quantités), y compris pour les collectivités.	

Activités	Zone sensible (catégorie RS)	Zone complémentaire (catégorie RC)
Usage des parcelles agricoles	Les parcelles seront boisées ou mises et maintenues en prairies permanentes fauchées ou pâturées sans destruction du couvert végétal.	Les cultures annuelles seront autorisées. Les sols ne doivent pas être laissés nus durant la période de fort lessivage (novembre à janvier). Les parcelles doivent être couvertes par une culture d'hiver, par une prairie, par une culture dérobée ou par une culture intermédiaire piège à nitrates (CIPAN). Après un maïs grain ou certaines cultures légumières, la couverture des sols est admise par les résidus de culture en place dès lors que la récolte est intervenue après le 31 octobre. Pour les cultures pérennes, en particulier pour les vergers, une couverture intercalaire est à prévoir. La CIPAN sera établie selon les modalités suivantes : -le couvert végétal se compose des plantes autorisées en annexe 14 du 4^{ème} programme d'action en date du 29 juillet 2009, exception faite des légumineuses. -le couvert sera semé avant le 10 septembre après céréales et autres cultures d'été et avant le 1^{er} novembre après maïs. Il sera maintenu au moins jusqu'au 1^{er} février, -le travail du sol sera réalisé de façon superficielle au minimum, -l'implantation d'un couvert sous maïs se fera au stade 7-8 feuilles, Toute fertilisation, à l'exception des apports par les animaux eux-mêmes lors du pâturage, et tout traitement phytosanitaire, sont interdits sur les couverts végétaux hivernaux. La destruction du couvert végétal devra être mécanique par travail du sol.
Abreuvement des animaux au cours d'eau.	Interdit	
Travail du sol	Interdit. L'entretien et la régénération de la prairie seront faits par des techniques mécaniques de surface comme le sur-semis.	Autorisé dans des conditions non polluantes.

Activités	Zone sensible (catégorie RS)	Zone complémentaire (catégorie RC)
Fertilisation azotée (minérale et organique)	La fertilisation azotée est limitée aux besoins des cultures et reste inférieure à : -120 kg/ha/an pour les parcelles non pâturées. -100 kg/ha/an pour les parcelles pâturées. La fertilisation azotée sur légumineuse est interdite. Les types de fertilisants azotés autorisés et les dates d'épandage sont : - le compost de fumier de bovin toute l'année. - l'azote minéral de mi-février à juin inclus. Tout autre fertilisant azoté est interdit (lisier, déjections avicoles...)	La fertilisation azotée (minérale et organique) est limitée aux besoins des cultures, fractionnée et dans tous les cas inférieure au total à 210 kg/ha/an à la parcelle.
Epandage des déchets et produits à base de déchets d'origine non agricole (boues de station d'épuration ou de traitement de l'eau, compost d'ordures ménagères ou de boues de station...).	Interdit	Interdit Autorisé uniquement s'ils bénéficient d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou s'ils sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.
Création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes ou visant à réduire des risques.	Interdite - à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes ou visant à réduire des risques. - à l'exception de la rocade de Lannion. - à l'exception de la déviation de Ploubezre	

En bordure de cours d'eau, d'autres réglementations relatives aux bandes enherbées (programme d'action directive nitrates ; règles PAC) s'imposent par ailleurs. Dans ce cas, la règle la plus contraignante s'applique.

- après diagnostic précis, les stockages de produits phytosanitaires et d'hydrocarbures des exploitations agricoles situées aux lieux-dits Goaz ar Bleiz et Douar Nevez seront si nécessaire sécurisés (bac de rétention d'hydrocarbures, sécurisation des aires de remplissage, talutage en bas de la fosse...) dans un délai de 36 mois.

- une glissière de sécurité sera mise en place le long de la RD31b (entre Tonquédec et Ploubezre) au droit du franchissement du Léguer.

- un réseau d'alerte sera mis en place entre Lannion, le Syndicat des Traouïero et le Syndicat de Traou Long pour la gestion des pollutions sur le Léguer.

Une signalétique appropriée devra être mise en place.

ARTICLE 9 - PROGRAMME D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

Un programme d'aménagement de l'espace (carte annexée au présent arrêté) est établi pour limiter les risques de pollutions directes mais également pour matérialiser les périmètres de protection (talus, haies, bandes enherbées, aménagements hydrauliques). Ce programme sera mis en place dans un délai de 4 ans à compter de la signature du présent arrêté préfectoral.

Les bandes enherbées d'une largeur variable, le long des cours d'eau, imposées dans ce programme d'aménagement de l'espace, seront soumises à la même réglementation que celle de la zone sensible.

ARTICLE 10 -

Le Syndicat des Traouïero et la commune de Lannion sont autorisés à acquérir, soit à l'amiable, soit par la voie d'expropriation en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique susvisée, les terrains nécessaires à la constitution du périmètre immédiat.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans, à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 11 - CONSEIL AGRICOLE

Le Syndicat des Traouïero et la commune de Lannion, conformément au protocole d'accord d'octobre 2005, pourront engager ponctuellement après la notification du présent arrêté, une action de conseil agricole en zone sensible auprès des exploitants agricoles pour l'implantation, l'entretien et la gestion des prairies.

ARTICLE 12 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 7, 8 et 9 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 2007-397 du 22 mars 2007 et par l'article L 1324-3 (4°) du Code de la Santé publique fixant les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions des actes portant Déclaration d'Utilité Publique mentionnés à l'article L 1321-2 de ce même code.

ARTICLE 13 -

Les propriétaires des terrains concernés par les périmètres de protection ont l'obligation de notifier aux locataires et exploitants de ceux-ci les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 14 -

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune de Lannion et du Syndicat des Traouïero :

- d'une part, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des servitudes dans les périmètres de protection et figurant à l'état parcellaire annexé.
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques de Lannion.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois.

ARTICLE 15 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
M. le Sous-Préfet de Lannion,
MM. les Maires de Lannion, Ploubezre, Tonquédec, Pluzunet, Le Vieux Marché,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- dont il sera fait mention au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Côtes d'Armor,
- qui sera affiché en mairies de Lannion, Ploubezre, Tonquédec, Pluzunet, Le Vieux Marché, pendant une durée minimale de deux mois,

et dont copie sera adressée à :

- la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture,
- la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- la Direction Départementale des Services Vétérinaires,
- la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- la Direction Régionale de l'Environnement,
- la Direction de l'Agence Régionale de l'Office National des Forêts,
- la Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor (M. le Président)

P. Saint-Pierre, le 24 DEC. 2009
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet
Le Secrétaire Général
par intérim

Philippe BEUZELIN

B. – INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou par les tribunaux judiciaires comme en matière d'expropriation (art. L. 20-1 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou par les tribunaux en cas de contestation. Cette indemnité ne peut excéder le montant des pertes matérielles éprouvées et le prix des travaux devenus inutiles, augmentée de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif (art. L. 744 du code de la santé publique). Dépôt par le propriétaire de la source d'un cautionnement dont le montant est fixé par le tribunal et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité (art. L. 745 du code de la santé publique).

C. - PUBLICITÉ

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en Conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 20 du code de la santé publique) (1), et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains ou de sondage entrepris hors du périmètre, qui, s'avérant nuisibles à la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L. 740 du code de la santé publique).

(1) Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L. 51-1 du code du domaine public de l'Etat).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au tribunal administratif (art. L. 738 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et des cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. 741 du code de la santé publique, modifié par les articles 3 et 4 du décret n° 84-896 du 3 octobre 1984).

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 743 du code de la santé publique).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L. 20 du code de la santé publique).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

a) Eaux souterraines

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de toutes activités autres que celles explicitement prévues par l'acte déclaratif d'utilité publique (notamment entretien du captage).

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des activités, installations, dépôts et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, activités, installations et dépôts mentionnés ci-dessus.

b) Eaux de surface (cours d'eau, lacs, étangs, barrages-réservoirs et retenues)

Interdictions et réglementations identiques à celles rappelées en a), en ce qui concerne les seuls périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Dans le cas de barrages-retenues créés pour l'alimentation en eau, des suggestions peuvent être proposées par le Conseil supérieur d'hygiène, quant aux mesures sanitaires à imposer en l'espèce (circulaire du 10 décembre 1968).

Acquisition en pleine propriété des terrains riverains de la retenue, sur une largeur d'au moins 5 mètres, par la collectivité assurant l'exploitation du barrage.

Protection des eaux minérales

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L. 737 du code de la santé publique).

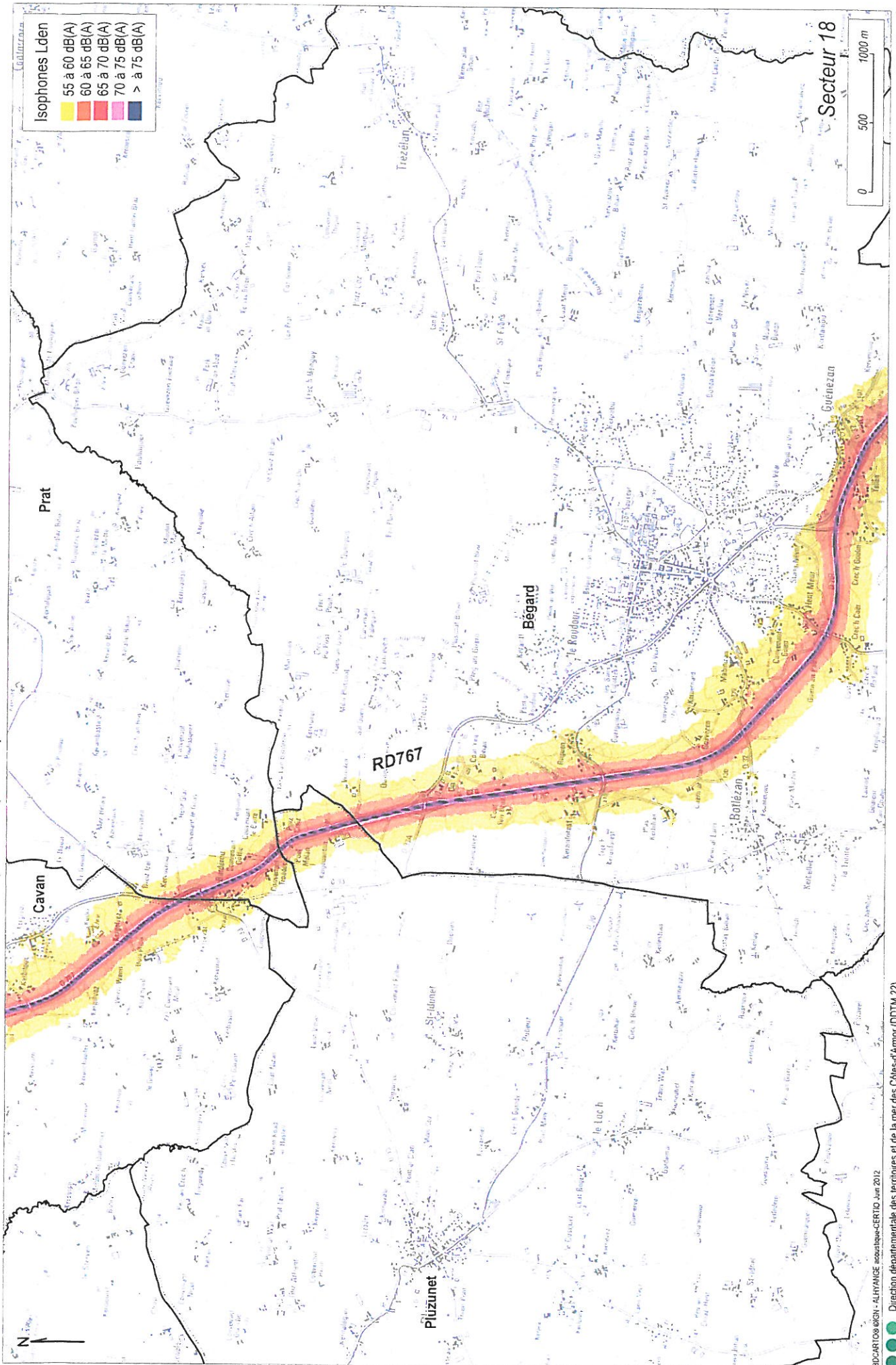
2° Droits résiduels du propriétaire

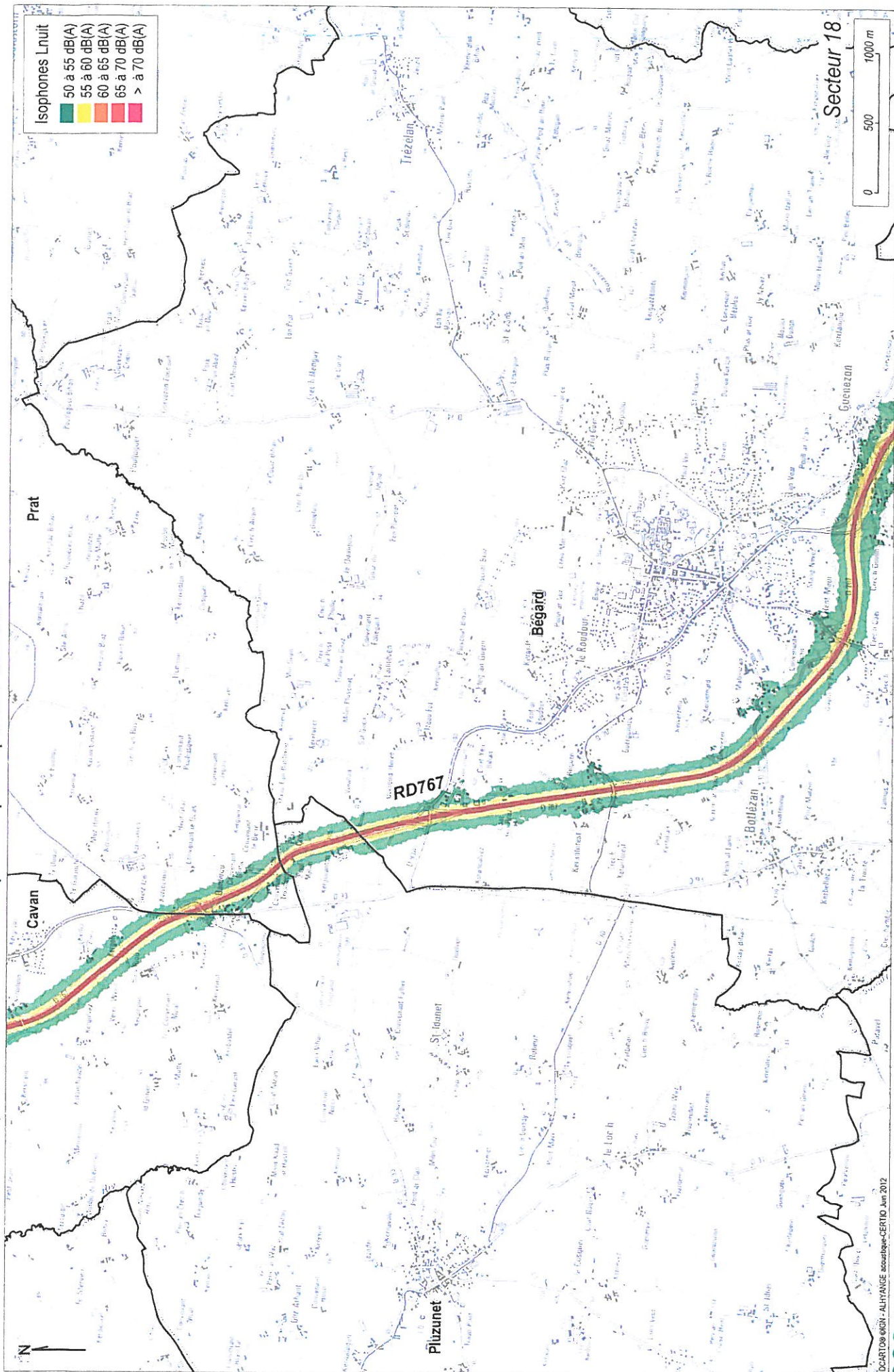
Protection des eaux minérales

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L. 737 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L. 738 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 739 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire d'un terrain situé dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 743 du code de la santé publique).





ÉLECTRICITÉ

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques. Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz-Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I^{er} et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1^{er} février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes, le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées < ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

B. - INDEMNISATION

Les indemnisations dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et le surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2° Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de PLUZUNET

Liste des lotissements ayant moins de 10 ans ayant conservé leur règlement

lotissements ayant moins de 10 ans	Nombre de lots
lotissement Jehan BERESAY	6
lotissement BSB Hlm	10
Le lotissement Anjéla DUVAL	15
lotissement BSB Hlm	5

Liste des lotissements ayant plus de 10 ans dont les règles d'urbanisme ont été maintenues en application du 2^{ème} alinéa de l'article L.442-9 du Code de l'Urbanisme

Néant

Périmètres de protection de captage
des prises d'eau de
Lestreiz - SYNDICAT DES
TRAQUIERO
Kériel - VILLE DE LANNION

Limites et aménagements bocagers

LEGENDE DE LA CARTE

PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT

BANDE ENFERMÉE

ZONE COMPLÉMENTAIRE

ZONE SENSIBLE

LIMITE DE SECTION

LIMITE DE COMMUNE

PRINCIPAUX COURS D'EAU

PRISE D'EAU

AMÉNAGEMENTS BOCAGERS

BOCAGE À AMÉLIORER

BOCAGE À RESTAURER

BOCAGE À CONTRÔLER

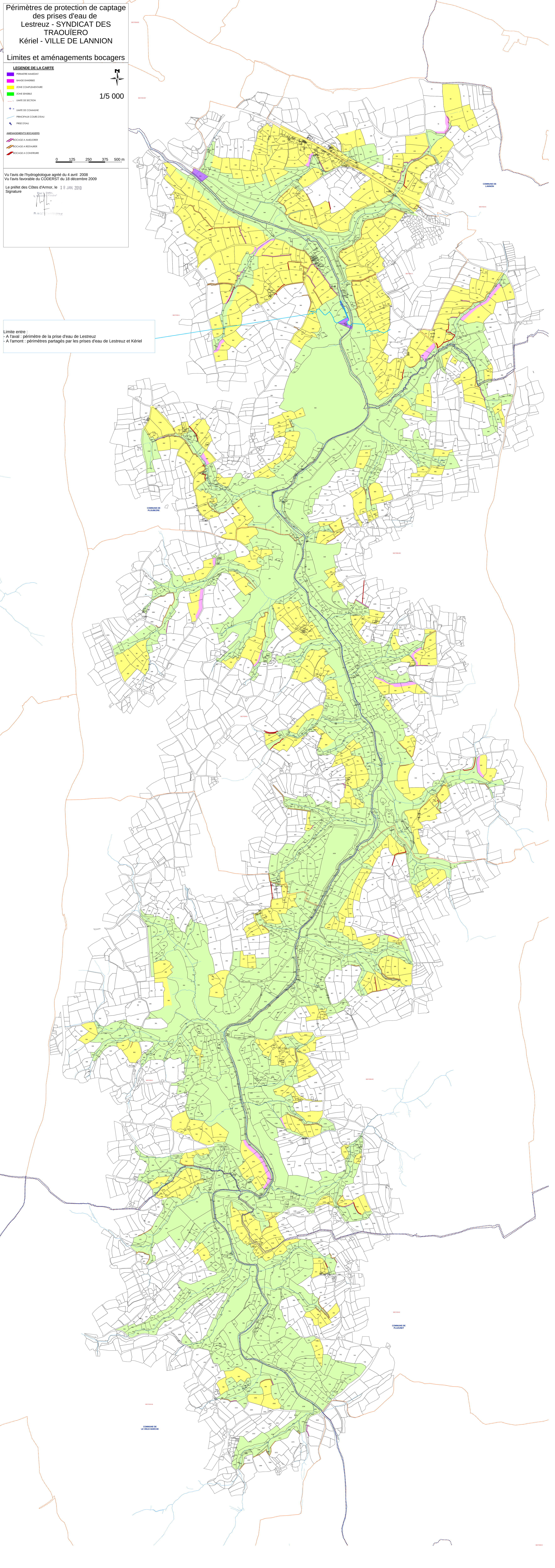
1/5 000

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé du 4 avril 2008.
Vu l'avis favorable du CODERST du 18 décembre 2009

Le préfet des Côtes d'Armor, le 1 8 JAN. 2010

Signature

Limite entre :
- A l'aval : périmètre de la prise d'eau de Lestreiz
- A l'amont : périmètres partagés par les prises d'eau de Lestreiz et Kériel



TÉLÉCOMMUNICATIONS

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).

Code des postes et télécommunications, articles L. 46 à L. 53 et D. 408 à D. 411.

Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Décision préfectorale, arrêtant le tracé de la ligne autorisant toutes les opérations que comportent l'établissement, l'entretien et la surveillance de la ligne, intervenant en cas d'échec des négociations en vue de l'établissement de conventions amiables.

Arrêté, intervenant après dépôt en mairie pendant trois jours, du tracé de la ligne projetée et indication des propriétés privées où doivent être placés les supports et conduits et transmission à la préfecture du registre des réclamations et observations ouvert par le maire (art. D. 408 à D. 410 du code des postes et des télécommunications).

Arrêté périmé de plein droit dans les six mois de sa date ou les trois mois de sa notification, s'il n'est pas suivi dans ces délais d'un commencement d'exécution (art. L. 53 dudit code).

B. - INDEMNISATION

Le fait de l'appui ne donne droit à aucune indemnité dès lors que la propriété privée est frappée d'une servitude (art. L. 51 du code des postes et des télécommunications).

Les dégâts en résultant donnent droit à la réparation du dommage direct, matériel et actuel. En cas de désaccord, recours au tribunal administratif (art. L. 51 du code des postes et des télécommunications), prescription des actions en demande d'indemnité dans les deux ans de la fin des travaux (art. L. 52 dudit code).

C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie et insertion dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement de l'avertissement donné aux intéressés d'avoir à consulter le tracé de la ligne projetée déposé en mairie (art. D. 408 du code des postes et des télécommunications).

Notification individuelle de l'arrêté préfectoral établissant le tracé définitif de la ligne (art. D. 410 du code des postes et des télécommunications). Les travaux peuvent commencer trois jours après cette notification. En cas d'urgence, le préfet peut prévoir l'exécution immédiate des travaux (art. D. 410 susmentionné).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments si l'on peut y accéder de l'extérieur, dans les parties communes des propriétés bâties à usage collectif (art. L. 48, alinéa 1, du code des postes et des télécommunications).

Droit pour l'Etat d'établir des conduits et supports sur le sol et le sous-sol des propriétés non bâties et non fermées de murs ou de clôtures (art. L. 48, alinéa 2).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de ménager le libre passage aux agents de l'administration (art. L. 50 du code des postes et des télécommunications).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture sous condition d'en prévenir le directeur départemental des postes, télégraphes et téléphones un mois avant le début des travaux (art. L. 49 du code des postes et des télécommunications).

Droit pour le propriétaire, à défaut d'accord amiable avec l'administration, de demander le recours à l'expropriation, si l'exécution des travaux entraîne une dépossession définitive.

Servitudes d'utilité publique – Commune de PLUZUNET

Code SUP	Service compétent	Intitulé	Date servitude
<u>AC1</u> : Protection des monuments historiques	STAP	Eglise Saint-Pierre , Monument Historique Inscrit	20/01/1926
<u>I4</u> : Protection des lignes électriques	Réseau Transport d'Electricité	- ligne 63KV Lannion-Nénez-Pluzunet z Pluzunet (Haute Tension) - ligne 225 KV Rospez – Z. Corong (ligne Très Haute Tension) - Poste 63/20 KV de Pluzunet	
<u>PT3</u> : Protection des câbles de télécommunications	France TELECOM	RG 2241	
<u>AS1</u> : Périmètre de protection de captage des prises d'eau	- Lestreiz : syndicat des Traouïero - Kériel : ville de Lannion	Périmètre de protection de captage des prises d'eau de Lestreiz et Kériel	24/12/2009



MAITRE D'OUVRAGE : COMMUNE DE PLUZUNET

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Avril 2013

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
PHASE 1 : ETAT DES LIEUX	4
1 PRESENTATION DE L'AIRE D'ETUDE	4
1.1 CONTEXTE CLIMATIQUE	4
1.2 MILIEU NATUREL ET ZONES SENSIBLES	7
1.2.1 Milieux naturels protégés	7
1.2.2 Patrimoine communal	7
1.2.3 Zones humides recensées	7
1.3 RESEAU HYDROGRAPHIQUE	10
1.3.1 Description du réseau hydrographique	10
1.3.2 Les débits des ruisseaux	10
1.3.3 Zones inondables - vulnérabilité des sites	13
1.3.4 Qualité des cours d'eaux de la zone étudiée	13
2 TOPOGRAPHIE, GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE	13
2.1 TOPOGRAPHIE	13
2.2 LA GEOLOGIE	13
2.3 HYDROGEOLOGIE	14
3 POPULATION COMMUNALE ET URBANISME	14
3.1 POPULATION COMMUNALE	14
3.2 LES LOGEMENTS	14
3.3 L'URBANISME	15
3.4 LES ACTIVITES ECONOMIQUES	15
3.5 ALIMENTATION EN EAU POTABLE	15
4 ANALYSE DE LA CONFIGURATION DE L'HABITAT ET DES CONTRAINTES VIS-A-VIS DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	16
4.1 LES CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE	16
4.2 ANALYSE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT EXISTANT	16
4.2.1 Le système d'assainissement collectif	16
4.2.2 Analyse du réseau d'eaux pluviales existant	17
4.2.3 Les systèmes d'assainissement non collectif	17
5 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	20
5.1 PRINCIPES ET METHODES	20
5.2 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LA ZONE D'ETUDE	21
6 SYNTHESE DE LA PHASE 1	22
6.1 ANALYSE DES PARCELLES URBANISABLES EN ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL	22
6.2 L'HABITAT EXISTANT	22
7 CONCLUSION DE LA PHASE 1	22
PHASE 2 : PROPOSITION DE SCENARIO	23
1 COUTS UNITAIRES DES TRAVAUX RETENUS	23
2 DESCRIPTION DES SOLUTIONS ENVISAGEABLES	24
2.1 PREAMBULE	24
2.2 SECTEUR DE SAINT-IDUNET	25
2.3 SECTEUR DU LOC'H	26
2.4 SECTEUR DU BOURG	27

PARTIE 3 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES RETENU.....	29
1 CHOIX DE LA COMMUNE DE PLUZUNET.....	29
2 SYNTHÈSE DU PROGRAMME D'ACTIONS	29
3 AVERTISSEMENT : DROITS ET OBLIGATIONS DE CHACUN	31
3.1 LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	31
3.1.1 Le particulier résidant actuellement dans une propriété bâtie.....	31
3.1.2 Le futur constructeur	32
3.2 LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	32
 ANNEXES	 34
ANNEXE N°1 : QUALITE DES EAUX DU LEGUER	35
ANNEXE N°2 : QUALITE DES EAUX DU GUINDY.....	36
ANNEXE N°3 : LOCALISATION DES SONDAGES ET APTITUDE DU SOL – SPANC SYNDICAT DES EAUX DU JAUDY	37
ANNEXE N°4 : RESEAU D'EAUX USEES	38
ANNEXE N°5 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU	39

CARTES

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude	5
Carte 2 : Sites naturels protégés	8
Carte 3 : Localisation des zones humides	9
Carte 4 : Bassins versants et réseau hydrographique	12

GLOSSAIRE

DBO₅ : Demande Biochimique en Oxygène à 5 jours

Consommation d'oxygène en 5 jours, à 20°C, résultant de la métabolisation de la pollution biodégradable par des microorganismes de contamination banale des eaux.

DCO : Demande Chimique en Oxygène

Consommation d'oxygène dans les conditions d'une réaction d'oxydation, en milieu sulfurique, à chaud et en présence de catalyseur.

MES : Matières en suspension

Poids, volume et nature minérale ou organique des particules véhiculées par les eaux usées.

NTK : Azote Kjeldhal

Quantité d'azote exprimée en N correspondant à l'azote organique et à l'azote ammoniacal.

Pt : Phosphore total

Somme du phosphore contenu dans les orthophosphates, les polyphosphates et le phosphate organique.

PREAMBULE

Selon la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes sont tenues de définir sur leur territoire les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif.

L'objectif de cette étude sera de proposer, en fonction des remarques et besoins formulés par la collectivité et les particuliers, différentes variantes d'aménagement d'assainissement sur le territoire de l'ensemble de la commune de Pluzunet.

Cette étude de zonage d'assainissement fournira, à terme, au Maître d'ouvrage la liste des travaux hiérarchisés, à entreprendre, pour permettre la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées en vue de supprimer les risques de pollution directe du milieu naturel environnant.

La première partie consacrée à l'analyse de l'état initial consiste en l'établissement d'une photographie actualisée de l'aire d'étude tant du point de vue physique (topographique, géologique, pédologique, hydrologique) que socio-économique.

PHASE 1 : ETAT DES LIEUX

1 PRESENTATION DE L'AIRE D'ETUDE

La Commune de Pluzunet se situe au nord-ouest du département des Côtes d'Armor, au sud de Lannion. Elle est limitrophe avec les communes de Cavan, Tonquédec, Le Vieux-Marché, Trégrom, Louargat, Bégard et Prat. Elle fait partie de la Communauté de Communes du Centre Trégor. Le territoire communal couvre près de 22,9 km². Le zonage d'assainissement porte sur la totalité du territoire communal. Cependant, les zones urbanisables et urbanisées sont prioritairement étudiées.

1.1 CONTEXTE CLIMATIQUE

La commune de Pluzunet est soumise aux influences du climat océanique. Les données suivantes proviennent de la station Météo France de Lannion Lannaero (2000-2009).

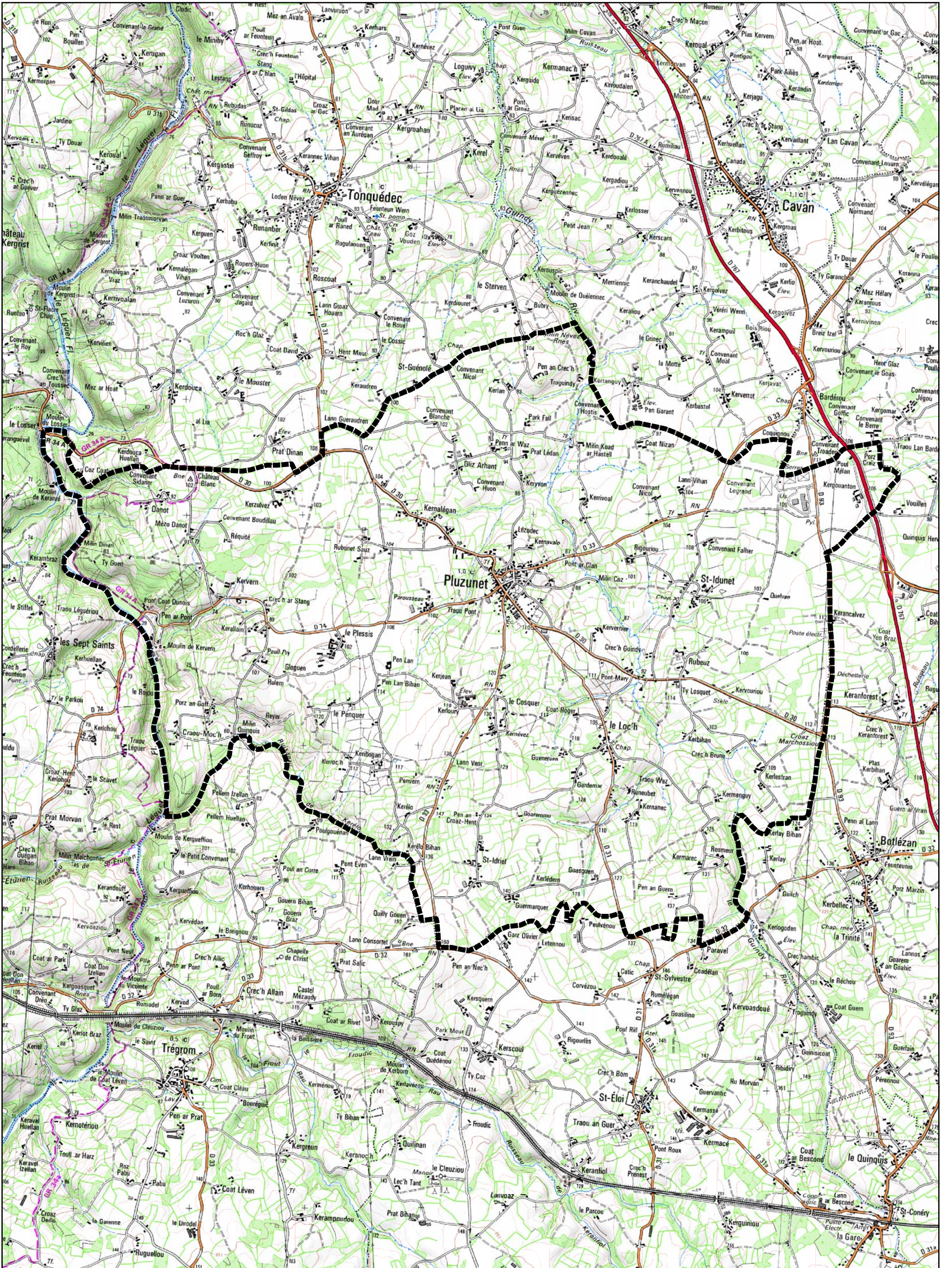
Le climat est de type océanique tempéré avec des hivers doux. Les pluies sont réparties sur l'année, rarement violentes, mais plus importantes en automne et en hiver. Il n'y a pas de sécheresse estivale ($P > 2T$). Les précipitations annuelles sont de 929,5 millimètres en moyenne. Les taux de précipitations les plus élevés ont lieu aux mois de novembre et décembre, les mois les plus secs étant juin, août et septembre. La température moyenne annuelle est de 11.6°C environ.

Les mois les plus froids sont décembre, janvier et février (T moyenne < 7°C). Juillet et Août sont les mois les plus chauds (T moyenne $\approx$ 17°C). On compte une quinzaine de jours de gel potentiel (température minimale quotidienne < 0°C).

Les vents dominants sont des vents océaniques, de direction sud-ouest, mais également nord-ouest. Les vents océaniques peuvent être violents (> 8m/s soit 29km/h) et soufflés en rafales. La vitesse moyenne du vent sur l'année est de 4,4 m/s soit 15,8 km/h.

LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE

DCI
ENVIRONNEMENT
Ingénierie conseil



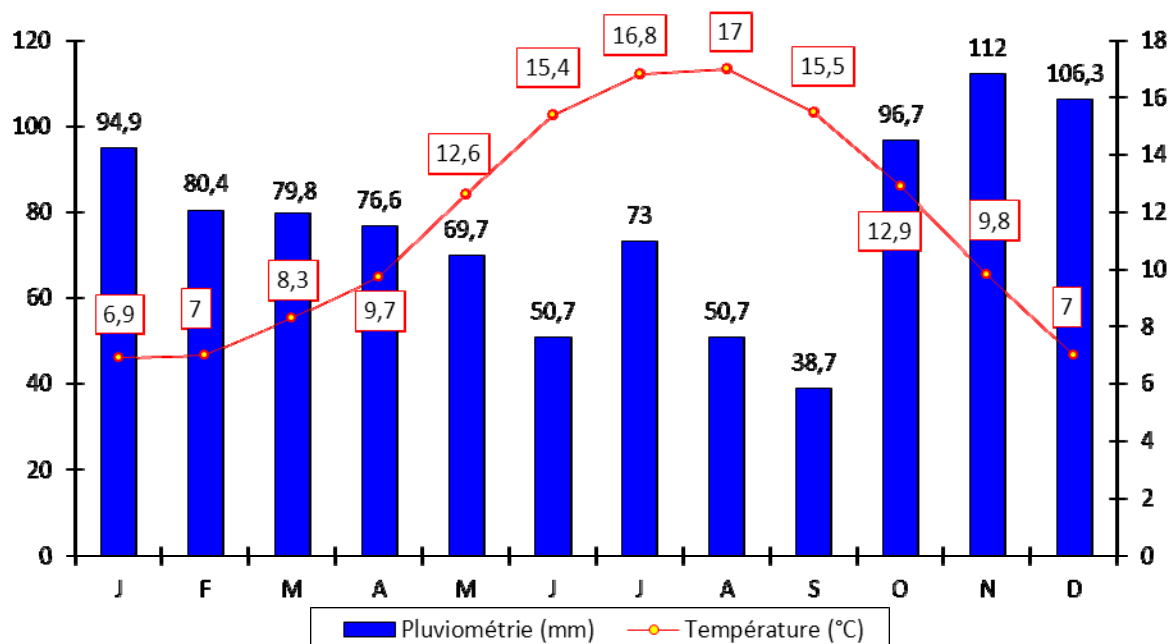
Légende



Limite communale

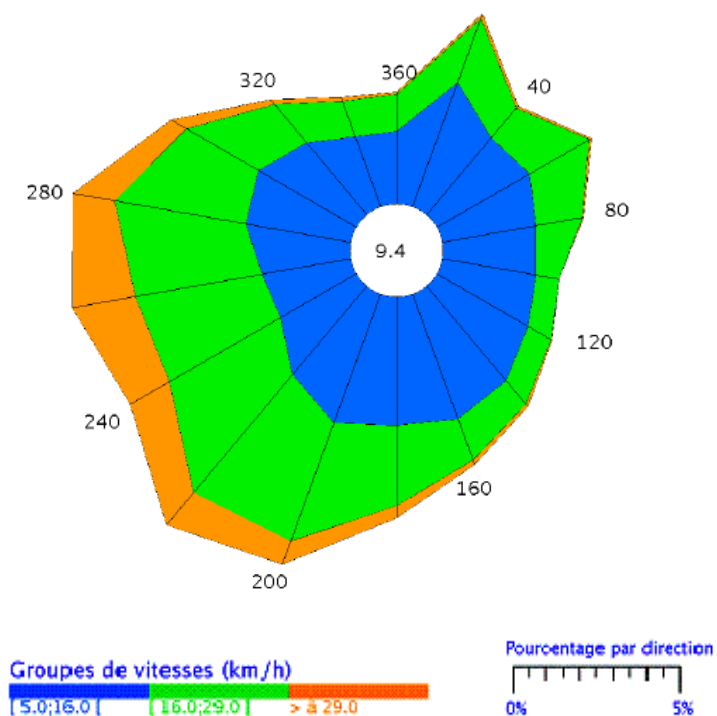
1:30 000

Données climatiques mensuelles interannuelles
(Source Météo France - station Lannion Lannaero- 2000/2009)



Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC



Dir.	[1.5;4.5]	[4.5;8.0]	> 8.0 m/s	Total
20	3.4	1.8	0.1	5.3
40	2.6	1.0	+	3.7
60	2.8	1.8	+	4.6
80	2.5	1.2	+	3.7
100	2.5	0.6	+	3.1
120	2.7	0.7	+	3.4
140	3.2	0.8	+	4.1
160	3.4	1.1	0.1	4.7
180	3.3	2.1	0.3	5.7
200	3.5	3.3	0.6	7.4
220	3.0	4.0	1.1	8.1
240	2.3	3.3	1.2	6.8
260	2.3	3.3	1.7	7.3
280	2.8	3.5	1.1	7.3
300	2.9	2.2	0.4	5.5
320	2.4	1.3	0.2	3.9
340	1.9	1.0	0.1	3.0
360	1.9	0.9	+	2.9
Total	49.5	33.8	7.3	90.6
[0;1.5]				9.4

Tableau de répartition

Nombre de cas étudiés : 32096 - Manquants : 48

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° :

90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord

le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

1.2 MILIEU NATUREL ET ZONES SENSIBLES

1.2.1 MILIEUX NATURELS PROTEGES

La commune de Pluzunet est concernée par des sites naturels protégés (source DREAL Bretagne). Il s'agit de la vallée du Léguer, concernée par un périmètre Natura 2000 et une ZNIEFF de type 2.

1.2.2 PATRIMOINE COMMUNAL

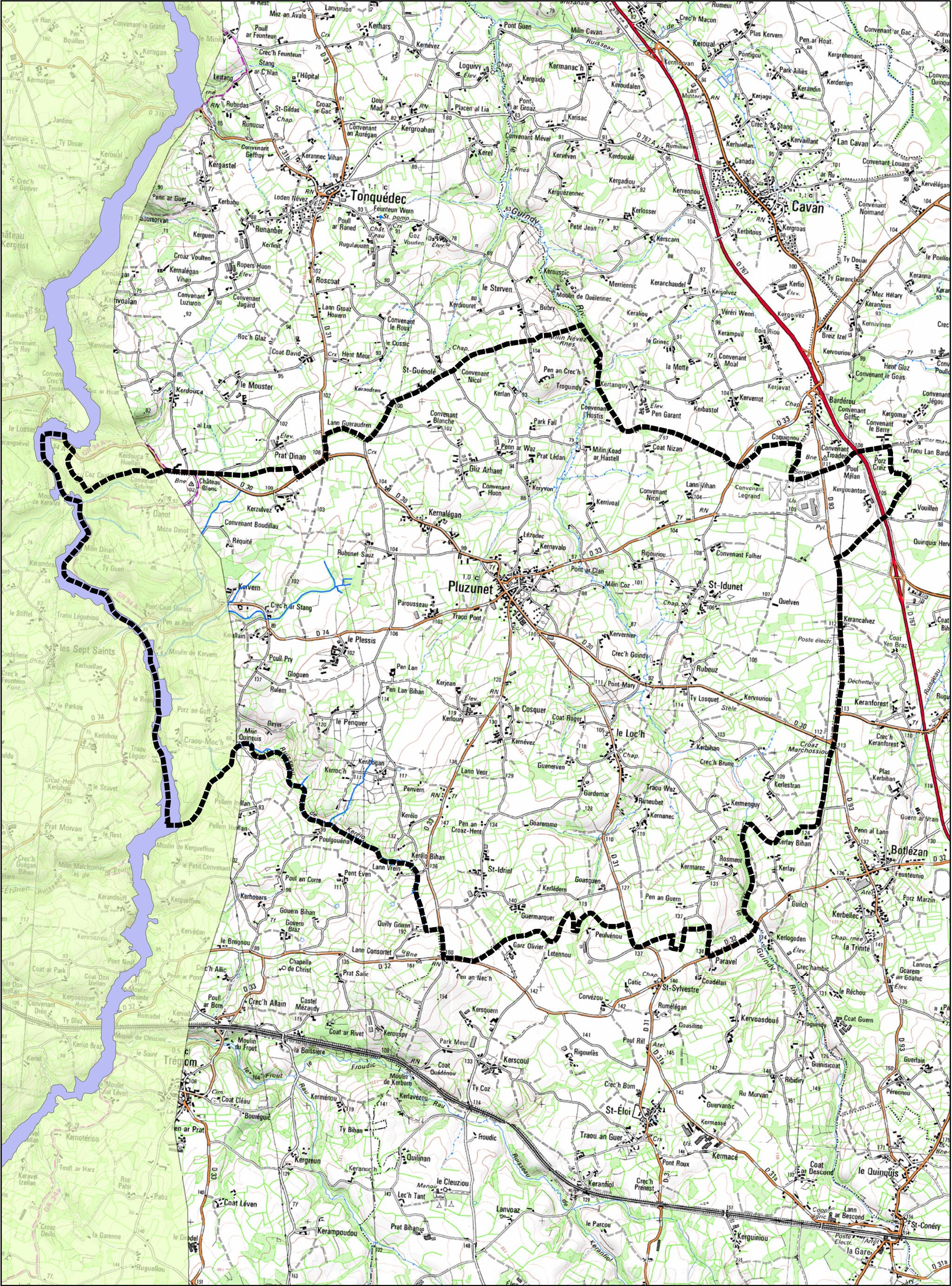
La commune de Pluzunet est concernée au titre des monuments historiques par l'église du XVI^{ème} siècle, inscrite aux monuments historiques depuis le 20 janvier 1926, située au bourg de Pluzunet.

1.2.3 ZONES HUMIDES RECENSEES

Un inventaire des zones humides a été réalisé en 2011, dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme.

Plusieurs zones humides sont répertoriées sur le territoire communal, situées à la périphérie du bourg de Pluzunet et le long des différents cours d'eau (cf. ci-après). La surface de zones humides identifiées est de 316,7 ha, soit 13,8 % du territoire communal.

SITES NATURELS PROTEGES



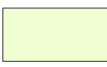
Légende



Limite communale



Natura 2000 - Vallée du Léguer

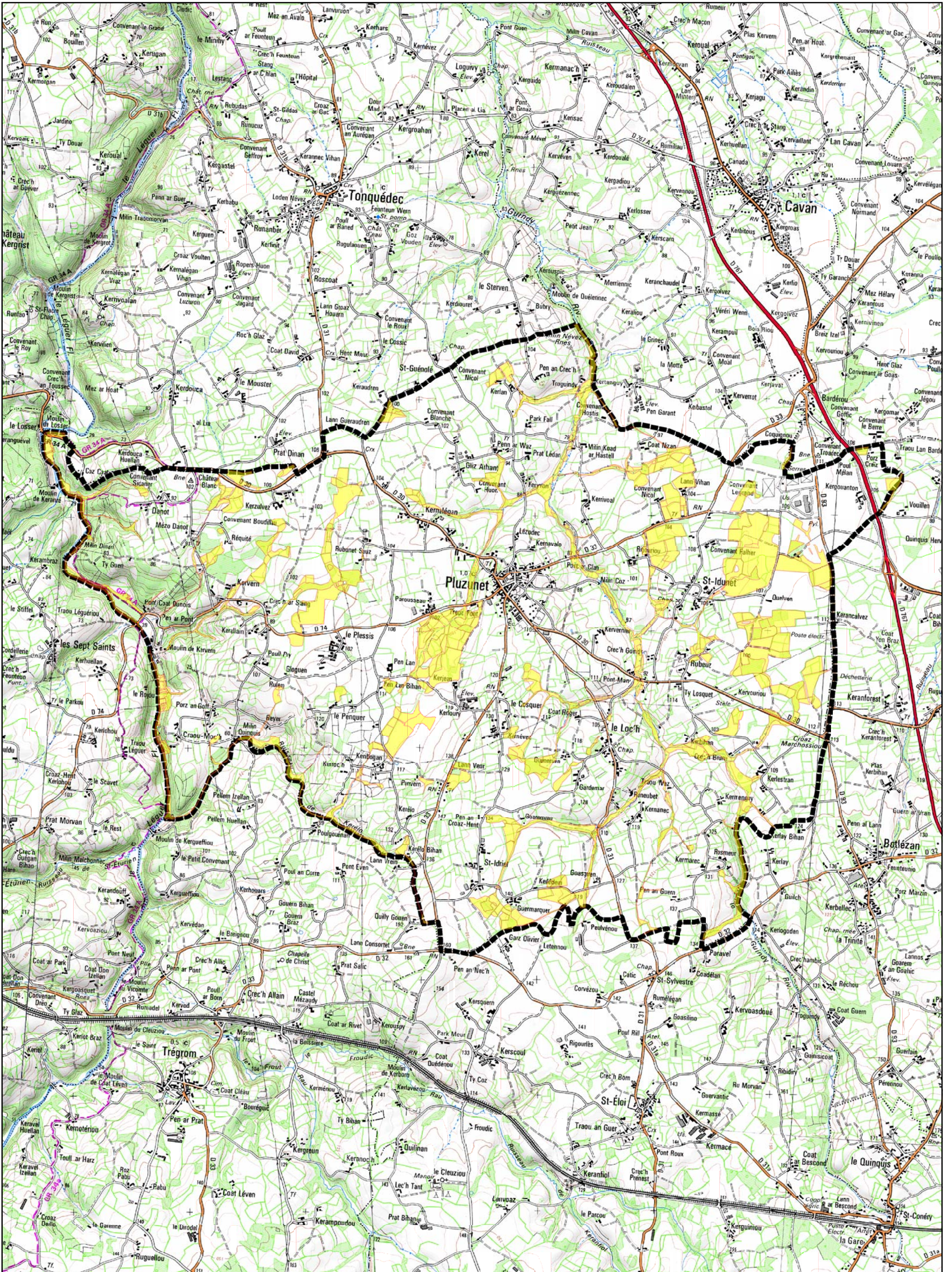


ZNIEFF 2 - Vallée du Léguer

1:30 000

LOCALISATION DES ZONES HUMIDES

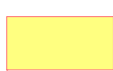
DCI
ENVIRONNEMENT
Région Bretagne



Légende



Limite communale



Zones humides

1:30 000

1.3 RESEAU HYDROGRAPHIQUE

1.3.1 DESCRIPTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La commune de Pluzunet est bordée à l'ouest par le Léguer. Cette rivière marque d'ailleurs la limite ouest du territoire communal. La commune est traversée du sud au nord par le Guindy. Le territoire communal est la source de plusieurs ruisseaux, affluents du Léguer et du Guindy.

1.3.2 LES DEBITS DES RUISSEAUX

1.3.2.1 LES BASSINS VERSANTS

Les caractéristiques du bassin versant des affluents du Léguer sur la commune de Pluzunet sont les suivantes :

⇒ Surface	: 8,4 km ²
⇒ Longueur	: 8 015 ml
⇒ Pente Moyenne	: 0,016 m/m
⇒ Coefficient de ruissellement	: 0,09

Ce bassin versant est peu urbanisé. Il se compose essentiellement de vastes surfaces cultivées ou en prairies sur la majeure partie du bassin versant. Les zones boisées se regroupent le long des ruisseaux. L'urbanisation se présente dans ce secteur sous la forme de hameaux.

Les caractéristiques du bassin versant des affluents du Guindy sur la commune de Pluzunet sont les suivantes :

⇒ Surface	: 17,6 km ²
⇒ Longueur	: 6 050 ml
⇒ Pente Moyenne	: 0,006 m/m
⇒ Coefficient de ruissellement	: 0,10

Ce bassin versant est peu urbanisé. Il se compose essentiellement de vastes surfaces cultivées ou en prairies sur la majeure partie du bassin versant. Les zones boisées se regroupent le long des ruisseaux. L'urbanisation se concentre au niveau du bourg de Pluzunet. Dans les autres secteurs de ce bassin versant, l'urbanisation se présente sous la forme de hameaux.

1.3.2.2 HYDROLOGIE ET DEBITS CARACTERISTIQUES

Les débits du Léguer font l'objet d'un suivi à partir d'une station de jaugeage présente sur la commune de Pluzunet, au lieu-dit Pont Coat Dunois (pont RD74). Les débits de Guindy font l'objet d'un suivi à partir d'une station de jaugeage présente sur la commune de Plouguiel. Ceux-ci peuvent être appréhendés par calcul à partir de données issues de cours d'eaux de bassins versants de taille sensiblement équivalente, proches géographiquement et hydrologiquement. Les calculs sont réalisés à partir des données issues des stations de jaugeage suivantes :

⇒ Cours d'eau	:	Rivière du Léguer
⇒ Localisation station	:	Pluzunet
⇒ Bassin versant jaugé	:	353 km ²
⇒ Code hydrologique de la zone hydrographique	:	J 2233020
⇒ Période de mesures	:	1993-2013

↳ Cours d'eau	:	Rivière du Guindy
↳ Localisation station	:	Plouguiel
↳ Bassin versant jaugé	:	125 km ²
↳ Code hydrologique de la zone hydrographique	:	J 2034010
↳ Période de mesures	:	1984-2013

Les débits moyens mensuels du Léguer à Pluzunet et du Guindy à Plouguiel sont donc les suivants (source : banque Hydro) :

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	ANNEE
Débit moyen mensuel du Léguer (m ³ /s)	13,30	12,30	9,470	7,350	5,190	2,970	1,960	1,300	1,310	2,610	5,080	10,20	6,060
Débit spécifique du Léguer (l/s/km ²)	37,8	34,7	26,8	20,8	14,7	8,4	5,6	3,7	3,7	7,4	14,4	28,9	17,2
Débit moyen mensuel du Guindy (m ³ /s)	2,410	2,390	1,930	1,620	1,130	0,741	0,544	0,366	0,356	0,521	0,972	1,820	1,230
Débit spécifique du Guindy (l/s/km ²)	19,3	19,1	15,5	13,0	9,0	5,9	4,4	2,9	2,8	4,2	7,8	14,6	9,8

- **Débits d'étiage**

Les débits d'étiage (QMNA₅) sont estimés à :

↳ QMNA ₅ du Léguer à Pluzunet	:	710 l/s
↳ QMNA ₅ spécifique du Léguer à Pluzunet	:	2,0 l/s/km ²
↳ QMNA ₅ du Guindy à Plouguiel	:	200 l/s
↳ QMNA ₅ spécifique du Guindy à Plouguiel	:	1,6 l/s/km ²

- **Débits de crue décennale**

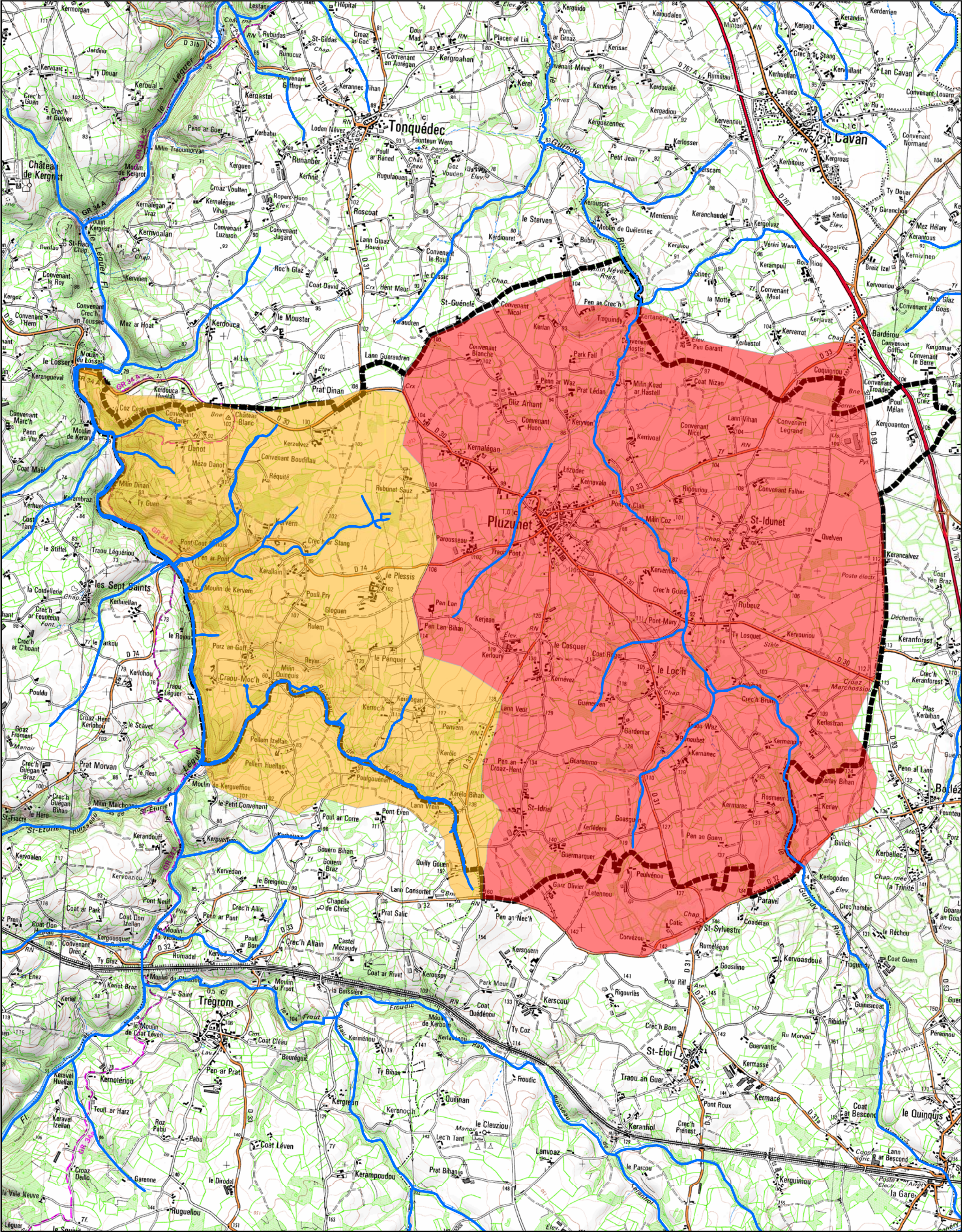
Les débits de crue de fréquence décennale de ces rivières sont (source : banque Hydro) :

- Léguer à Pluzunet : **82,0 m³/s** ;
- Guindy à Plouguiel : **16,0 m³/s**.

- **Débits de crue centennale**

Les débits de crue de fréquence centennale de ces rivières sont (source : banque Hydro) :

- Léguer à Pluzunet : **non calculé** (données insuffisantes) ;
- Guindy à Plouguiel : **non calculé** (données insuffisantes).



Légende

Limite communale

Cours d'eau

Bassins versants

affluents du Guindy

affluents du Léguer

1:30 000

1.3.3 ZONES INONDABLES - VULNERABILITE DES SITES

La commune n'est pas concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Naturels (source : www.cotes-darmor.gouv.fr).

1.3.4 QUALITE DES COURS D'EAUX DE LA ZONE ETUDIEE

La qualité du Léguer fait l'objet d'un suivi sur les paramètres nitrates, pesticides et matières organiques au niveau de la station de mesure de Keriell – Pradic Glaz – Moulin de Buhulien sur la commune de Lannion, à 8 km en aval de la limite communale de Pluzunet (*source : ARS 22 et bassin versant du Léguer – Annexe 1*). En 2011, les résultats sont satisfaisants sur le paramètre nitrates (concentration moyenne annuelle 23 mg/L). Concernant le paramètre pesticides, la station de mesure est sujette à des dépassement en teneur totale en pesticides (1 dépassement en 2011). Cependant, les pics de glyphosate et d'AMPA cumulés sont fréquents en 2011 et sont observés dans 85% des analyses sur Pradic Glas. Les teneurs en Matières Organiques (MO) ont tendance à diminuer ces dernières années et la baisse est encore confirmée en 2011, où la moyenne annuelle est repassée en dessous de la norme eau potable (10 mg/l).

La qualité du Guindy fait l'objet d'un suivi sur les paramètres nitrates et pesticides au niveau de la station de mesure sur la commune de Plouguviel (*source : Syndicat Mixte des bassins versants du Jaudy-Guindy-Bizien– Annexe 2*). En 2010, les résultats sont mauvais sur le paramètre nitrates (concentration moyenne annuelle 44 mg/L sur 70 prélèvements). 37 % des mesures dépassent le seuil de 50 mg/L. Concernant le paramètre pesticides et en raison de la grande diversité de substances quantifiées, ainsi que des dépassements de seuils fréquents, la contamination du bassin versant du Guindy par les pesticides apparaît comme étant importante.

2 TOPOGRAPHIE, GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

2.1 TOPOGRAPHIE

Le territoire de la commune est peu vallonné. Le centre de la commune constitue un plateau qui s'incline vers les cours d'eaux principaux, Le Guindy et Le Léguer. Le point culminant de la commune se situe au sud à 160 m, en limite communale avec les communes de Trégrom et Saint-Eloi.

2.2 LA GEOLOGIE

La nature du sous-sol sur le territoire communal est marquée par la présence d'un socle granitique.

Le réseau hydrographique relativement peu développé, avec quelques ruisseaux parcourant le territoire de la commune et rejoignant les cours d'eau principaux de la commune : le Guindy et le Léguer, formant la limite Ouest de la commune.

Ainsi, la nature argileuse et tourbeuse des sols en fond de vallon favorise la présence de milieux humides sur l'ensemble des zones dépressionnaires du territoire communal.

2.3 HYDROGEOLOGIE

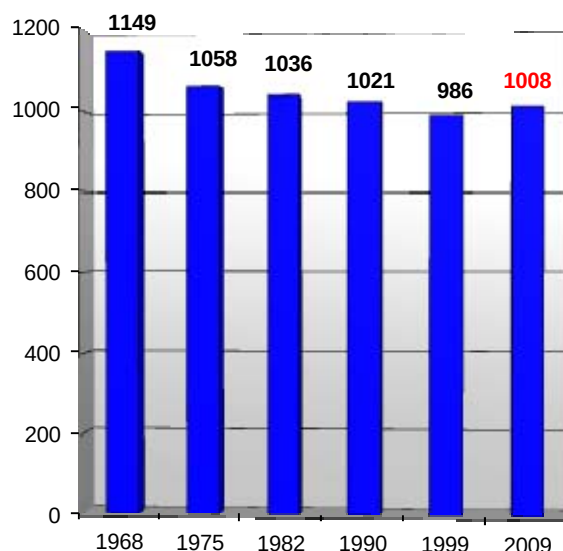
Les caractéristiques géologiques évoquées rendent les ressources en eau souterraine difficilement exploitables. Il n'existe pas de prélèvement d'eau souterrain pour l'alimentation en eau potable sur la commune.

3 POPULATION COMMUNALE ET URBANISME

3.1 POPULATION COMMUNALE

La population légale au 1^{er} janvier 2013 est de 1 057 habitants. Cette population connaît une baisse continue entre 1968 et 1999. Depuis 1999, la population connaît une hausse de 2%. Avec une superficie de 22,9 km², la densité moyenne en 2009 était de 44 habitants/km². L'évolution de la population durant les derniers recensements a été la suivante :

Evolution démographique commune de Pluzunet 1968 - 2009
(Source : INSEE R.G.P de 2009)



3.2 LES LOGEMENTS

L'évolution du parc de logements sur la commune depuis 1968 est la suivante :

Années	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Parc de résidences principales	343	352	362	381	395	430
Parc de logement total	423	443	471	471	503	553
%	81	79	77	81	79	78

Le parc de résidences secondaires est resté globalement constant. Dans le même temps, le nombre de logements vacants a connu une progression en dent de scie, pour diminuer entre les deux derniers recensements. Les résidences principales sont restées globalement stables, les variations s'expliquent par les variations du nombre de logements vacants sur cette même période.

Le nombre moyen d'habitants par résidence principale a chuté, passant de 3,3 au recensement général de la population de 1968 à 2,3 en 2009.

3.3 L'URBANISME

La commune de Pluzunet ne dispose d'aucun document d'urbanisme. C'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique. La commune de Pluzunet est en phase d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Selon l'avancement actuel, le projet de PLU pourrait être arrêté en juin 2013, pour une approbation fin 2013, après consultation et avis des services de l'Etat et enquête publique.

Le nombre de permis déposés par an est variable, mais reste très faible. En moyenne, 3 permis de construire par an sont attribués.

3.4 LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Hormis l'agriculture, les principales activités économiques recensées sur le territoire communal sont de type tertiaire et de services :

- Une boulangerie-épicerie,
- Un bar,
- Deux salons de coiffure,
- Un cabinet d'infirmiers,
- De l'artisanat dispersé.

Le site de traitement des déchets Valorys est situé en limite Est de la commune.

3.5 ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau du Jaudy regroupe quatorze communes situées dans le pays de Bégard : Bégard, Berhet, Bréliby, Cavan, Coatacorn, Kermoroc'h, Landébaëron, Mantallot, Péder nec, Pluzunet, Prat, Saint-Laurent, Squiffiec et Trégonneau. Il alimente en eau potable plus de 6 400 abonnés (environ 12 000 habitants).

Le Syndicat d'eau du Jaudy produit de l'eau potable à partir de la ressource superficielle du Jaudy prélevée et traitée à l'usine de Pont-Morvan en Coatacorn.

L'approvisionnement du Syndicat d'eau du Jaudy est également sécurisé, en cas de besoin, par l'apport d'eau traitée provenant du Syndicat mixte de Kerjaulez, auquel il adhère.

La consommation totale sur la commune de Pluzunet en 2011 s'élève à 82 332 m³. Le site de Valorys consomme à lui seul plus de 41 000 m³. Dans la tranche de consommation 200 à 6000 m³/an, 25 branchements (commune, agriculteurs, serres) consomment 12 473 m³. Dans la tranche de consommation <200 m³/an, 489 branchements consomment 28 563 m³. Cette dernière tranche correspond aux branchements des particuliers. La consommation annuelle moyenne des particuliers s'élève à environ 58 m³/an.

4 ANALYSE DE LA CONFIGURATION DE L'HABITAT ET DES CONTRAINTES VIS-A-VIS DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 LES CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE

Les critères servant à la définition des contraintes parcellaires sont les suivants :

- ↳ La taille de la parcelle, qui doit avoir un minimum de 200 m² utilisables sans arbres ou revêtements goudronnés ou pavés.
Il demeure toutefois possible de réaliser un assainissement non collectif par la réalisation d'installations spécifiques et plus compactes (filtre à sable, diminution de la longueur mais accroissement du nombre de drains, filières compactes ...).
- ↳ L'accessibilité de la parcelle. Cette dernière doit être accessible pour la réalisation de l'équipement et pour permettre la vidange de la fosse toutes eaux.
- ↳ La position géographique de l'habitation. En effet, l'habitation ne doit pas être en contrebas de la parcelle afin de permettre l'écoulement gravitaire de la fosse toutes eaux au système de traitement. Le cas échéant, une pompe devra être mise en place.

Il est fortement conseillé de ne pas installer à plus de 10 mètres de l'habitation la fosse toutes eaux, ceci pour ne pas provoquer le dépôt des graisses dans la canalisation d'amenée. Dans l'hypothèse où l'installation de la fosse toutes eaux à moins de 10 mètres de la construction ne serait pas possible, il deviendra alors nécessaire d'installer un bac dégraisseur en amont de la fosse pour éliminer ces problèmes.

Le diagnostic des installations d'assainissement autonome de la commune sera réalisé entre mai et septembre 2013 par le SPANC du syndicat des eaux du Jaudy. Les chapitres suivants se basent sur les données disponibles à ce jour et transmis par le SPANC.

4.2 ANALYSE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT EXISTANT

4.2.1 LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.2.1.1 LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES

Le réseau d'assainissement collectif de la commune de Pluzunet est de type séparatif (annexe 4). Il dessert le bourg. Ce réseau ne couvre qu'une partie de la zone urbanisée. Les eaux usées sont collectées gravitairement, et en partie au point bas de la zone urbanisée à l'ouest du bourg pour être ensuite amenées vers la station d'épuration de Pluzunet, située à Milin Coz.

Le réseau a fait l'objet de raccordements successifs. Il mesure actuellement 5 200 mètres linéaires.

4.2.1.2 LA STATION D'EPURATION

La station d'épuration de la commune de Pluzunet se situe au lieu-dit Milin Coz et est de type lagunage. Son point de rejet se situe dans le Guindy. Cette station d'épuration a été mise en service en 2001. Elle présente les capacités nominales suivantes :

- 330 EH de capacité nominale de traitement,
- 19,8 kg de DBO₅/j en charge organique nominale (60 g/j/EH),
- 45 m³/j de charge hydraulique nominale (135 l/j par équivalent habitant),
- Le nombre d'équivalents habitants actuellement traité par la station est d'environ 360.

Un bilan de fonctionnement est réalisé tous les deux ans par le SATESE. Selon le bilan de fonctionnement 2009 de la station d'épuration (source : SATESE 22), la station a reçu 68% de sa capacité organique nominale et une charge hydraulique moyenne d'environ 60% de sa capacité.

Le nombre de branchements raccordés à la station d'épuration est de 196 à fin 2012 (source : mairie de Pluzunet).

4.2.2 ANALYSE DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES EXISTANT

Les exutoires naturels des réseaux et fossés de collecte des eaux pluviales sont les différents cours d'eau de la commune.

4.2.3 LES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.3.1 REGLEMENTATION

Selon l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009, les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant d'assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol et la protection des nappes d'eau souterraines. Un assainissement individuel aux normes se compose :

D'un prétraitement	:	fosse toutes eaux,
D'un traitement	:	épandage souterrain, filtre à sable drainé ou non, terre d'infiltration, filière compacte
D'une évacuation	:	le sol.

Le système de traitement ne doit pas être réalisé à moins de 3 m de tout arbre ou arbuste afin d'éviter que les racines ne viennent boucher les drains de l'installation et à moins de 3 m des limites de propriété. De plus, une distance de 35 mètres doit être respectée vis à vis de tout puits ou captage d'eau potable.

La commune, dans le cadre de l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 03 Janvier 1992, doit prendre obligatoirement en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif avant le 31 Décembre 2005.

Si la nature du sol n'est pas compatible avec l'infiltration des eaux traitées, le rejet au réseau hydraulique superficiel des eaux traitées est possible, après accord du propriétaire du lieu du rejet (cours d'eau, fossé) et s'il n'y a aucun enjeu pour la santé humaine (captage d'eau potable, ...).

4.2.3.2 SYNTHÈSE DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS PAR LE SPANC

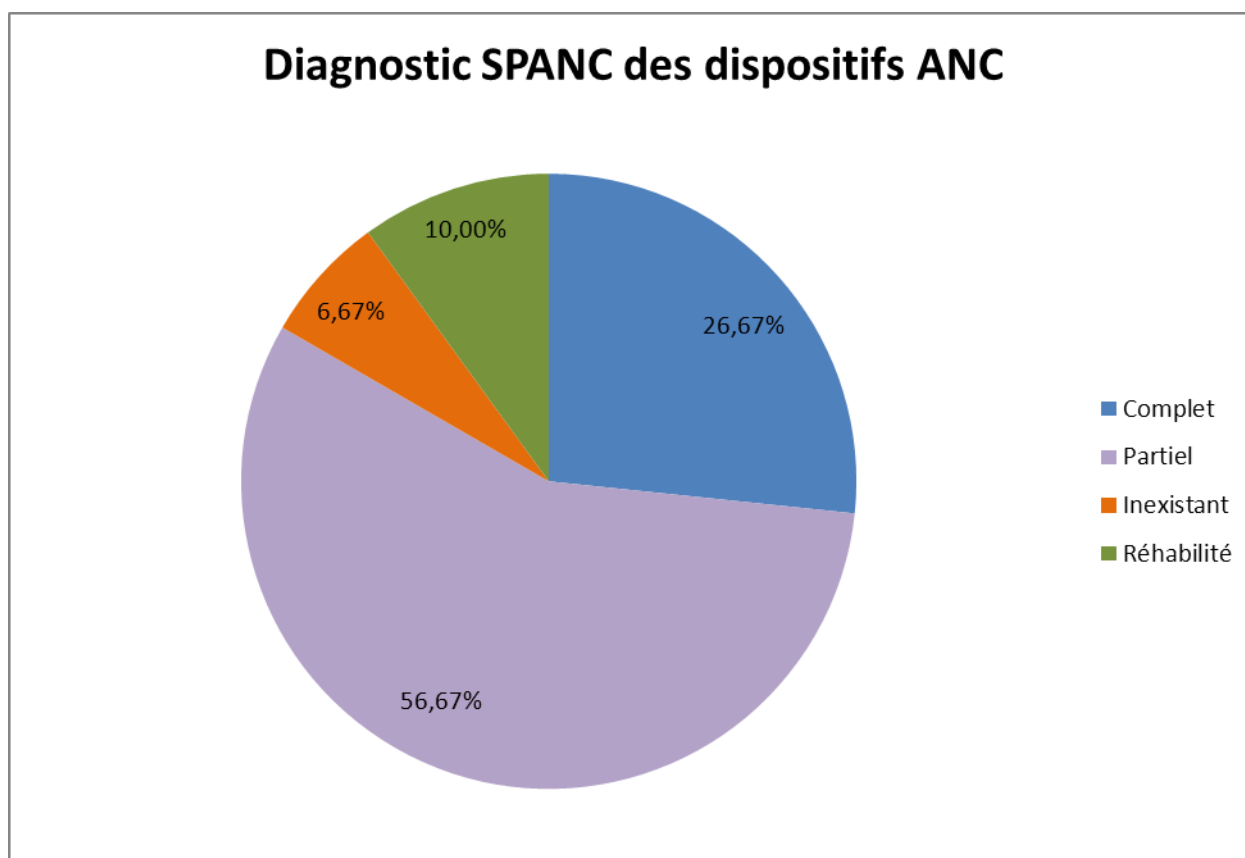
Afin de contrôler la conformité des installations d'assainissement autonome présentes sur la commune, des enquêtes seront réalisées par le SPANC entre mai et septembre 2013. À ce jour, seuls les résultats des diagnostics effectués par le SPANC dans le cadre des ventes sont disponibles.

Le SPANC a réalisé 30 contrôles sur des installations existantes dans le cadre de ventes. Ces contrôles ont été réalisés entre septembre 2009 et janvier 2013.

Trois contrôles concernaient des installations, dont la date de réhabilitation est comprise entre 2004 et 2012, soit des installations aux normes actuelles. Huit installations sont complètes, c'est-à-dire que la filière est composée d'un prétraitement (fosse toutes eaux) et d'un traitement (tranchées d'épandage, filtre à sable, ...). Les filières complètes représentent donc 37 % environ des dispositifs diagnostiqués.

Dix-sept installations sont partielles, correspondant aux filières incomplètes, majoritairement composées uniquement d'un prétraitement suivi d'un puits d'infiltration sans traitement, soit moins de 57 % des installations diagnostiquées.

Enfin, deux habitations ne présentent aucun système d'assainissement autonome, soit 7 % des installations diagnostiquées.



4.2.3.3 ENTRETIEN DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Selon l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009, l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif doit être réalisé régulièrement :

- La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.
- Tous les 6 mois pour les bacs dégraisseurs.

4.2.3.4 SYNTHESE SUR LES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT EXISTANTS

Le tableau suivant présente le taux de conformité des installations d'assainissement autonome selon le classement Agence de l'Eau (source SAPNC).

Conformité	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Nombre	8	11	11
(%)	26,67 %	36,67 %	36,67 %

Les installations classées en priorité 1 correspondent aux installations inexistantes ou partielles. Les installations en priorité 2 correspondent aux installations partielles. Enfin, les installations en priorité 3 correspondent aux installations complètes ou réhabilitées. Les installations en priorité 1 nécessitent une réhabilitation du fait des risques sanitaires et environnementaux.

5 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1 PRINCIPES ET METHODES

Un assainissement individuel se compose d'une fosse toutes eaux, suivie d'un traitement qui peut être réalisé de manière différente selon la nature des sols. Ce système de traitement s'effectue dans le terrain naturel ou sur un sol reconstitué en fonction des contraintes suivantes :

- La perméabilité naturelle du terrain,
- La présence d'eau souterraine à faible profondeur,
- La présence d'un substratum rocheux à faible profondeur,
- La valeur de la pente de la parcelle.

L'objectif de l'étude de sol est donc de mettre en évidence ces 4 contraintes afin d'orienter le choix de la filière de traitement la mieux adaptée en fonction des terrains rencontrés. La nature des sols est déterminée à partir de sondages à la tarière à main et de tests d'infiltration (selon la méthode Porchet à niveau constant). Pour élaborer la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, les informations sont classées selon les quatre critères de la méthode S.E.R.P. :

S.E.R.P. = S - SOL (texture, structure, perméabilité),
 E - EAU (nappe, hydromorphie, inondation),
 R - ROCHE (profondeur de la roche),
 P - PENTE (pente du terrain).

L'interprétation des sondages s'effectue à l'aide du tableau ci-dessous qui exprime l'aptitude d'un sol à épurer. Ils sont ensuite classés selon un code de couleur : vert, orange, rouge indiquant la filière la mieux adaptée.

APTITUDE D'UN SOL A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

Caractéristiques	Favorable	Moyennement favorable	Défavorable
Pente du terrain en %	<2	2 à 10	> 10
Perméabilité naturelle du sol	de 30 à 500 mm/h	15 à 30 mm/h	< 15 mm/h et > 500 mm/h
Profondeur du substratum imperméable	>2 m	1 à 2 m	<1 m
Profondeur d'hydromorphie Niveau de la nappe	>2 m	1 à 2 m	<1 m

La description des différents terrains sur la commune permet de déterminer les classes de sol et de définir si le sol est favorable ou non à l'assainissement non collectif. Pour chacun de ces critères, il est défini une classification conforme au nouveau D.T.U. (Document Technique Unifié) sur l'assainissement non collectif. En fonction de chacun de ces critères (pondéré en fonction de son importance), les sols seront classés en trois classes.

5.2 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LA ZONE D'ETUDE

Les sondages et les cartes d'aptitude des sols ont été réalisés par le SPANC – Syndicat des Eaux du Jaudy. Ces sondages ont été réalisés sur les secteurs de Saint-Idunet et du Loc'h, correspondants aux secteurs urbanisables en dehors du bourg de Pluzunet.

Légende des cartes fournies par le SPANC :

- *Point de mesure* : Repère numéroté pour situer sur la carte le lieu de mesure,
- *Substratum rocheux* : Permet d'indiquer la présence ou non de la roche dure et sa profondeur,
- *Arrivées d'eau / trace d'hydromorphie* : Indique la présence ou non de trace d'eau dans le sol et sa profondeur,
- *Nature du sol* : Nature physique du sol rencontré aux différentes profondeurs,
- *Perméabilité naturelle* : En fonction du type de sol, indique si le sol est apte à l'infiltration des eaux,
- *Aptitude des sols* : Croisement de l'ensemble des critères ci-dessus permettant de qualifier l'aptitude du sol à recevoir un dispositif d'assainissement autonome.

LEGENDE



F : Favorable à l'assainissement autonome

M F : Moyennement Favorable à l'assainissement autonome

D F : Défavorable à l'assainissement autonome

Les sols rencontrés sont favorable à moyennement favorable. La mise en place d'un assainissement non collectif est envisageable selon les conclusions du SPANC (annexe 3) : réalisation de tranchées d'épandage ou filtre à sable vertical drainé avec rejet au réseau hydraulique superficiel.

6 SYNTHÈSE DE LA PHASE 1

6.1 ANALYSE DES PARCELLES URBANISABLES EN ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

L'analyse de l'aptitude des sols vis-à-vis de l'assainissement non collectif par le biais des carottages montre que dans leur grande majorité les sols sont favorables à moyennement favorables à l'assainissement autonome. Certains terrains moyennement favorables peuvent nécessiter la mise en place d'un rejet des eaux traitées vers le réseau hydraulique superficiel (cours d'eau, fossé).

La définition de zones comme aptes à l'assainissement autonome ne déroge pas à l'obligation de réalisation d'études pédologiques à la parcelle pour toute nouvelle construction afin de dimensionner la filière d'assainissement en fonction du projet.

6.2 L'HABITAT EXISTANT

La surface des terrains est suffisante pour permettre la remise aux normes de l'assainissement autonome.

Actuellement, 196 branchements sont raccordés à la station d'épuration. De nombreuses habitations raccordées sont inhabitées ou occupées par des personnes vivant seules. Sur les habitations raccordées, le nombre d'habitant par branchement est de 1,5.

L'urbanisation se concentre principalement autour du bourg, ainsi que sur le secteur de Saint-Idunet et du Loc'h. Sur le reste du territoire, l'urbanisation est dispersée de type hameau peu dense.

7 CONCLUSION DE LA PHASE 1

Au vu des éléments précédents, le raccordement de nouvelles habitations à la station d'épuration est limité par la capacité de la station, mais envisageable.

La nature des sols permet globalement de mettre en œuvre une installation d'assainissement non collectif.

Il est donc proposé d'étudier, lors de la phase 2, le raccordement des habitations autour du bourg de Pluzunet. Le reste de la commune relèvera de l'assainissement autonome, y compris les secteurs urbanisables du Loc'h et de Saint-Idunet.

PHASE 2 : PROPOSITION DE SCENARIO

L'objectif de cette seconde phase d'étude est de proposer, à partir des résultats de la phase 1 d'analyse de l'existant, des scénarios d'aménagement pour chacune des zones d'études. Ces propositions permettent à la commune de retenir le zonage d'assainissement qu'elle souhaite adopter. Pour chacune des zones d'études et pour chaque scénario étudié, les travaux à réaliser sont chiffrés sommairement.

1 COUTS UNITAIRES DES TRAVAUX RETENUS

Les coûts moyens de réhabilitation de dispositifs d'assainissement autonomes retenus, sur la base d'une habitation de type 5 avec 3 chambres, sont les suivants :

TYPE ET FORME DE REHABILITATION	COUT ESTIMATIF
Epandage souterrain classique	4 500,00 € H.T.
Filtre à sable vertical	6 000,00 € H.T.
Tertre d'infiltration	7 500,00 € H.T.
Filière compacte	9 000,00 € H.T.
Réhabilitation avec une contrainte	Majoration du coût de 10 %
Réhabilitation avec plus d'une contrainte	Majoration du coût de 20 %
Entretien du dispositif - installation classique	75,00 € H.T. /an
Entretien du dispositif - filière compacte	300,00 € H.T. / an
Redevance ANC	15,00 € TTC / an
Etude de filière ANC	500,00 € TTC
Contrôle de conception	75,00 € TTC / dispositif autonome
Contrôle de réalisation	55,00 € TTC / dispositif autonome

Le tableau suivant indique les éléments de chiffrage des travaux d'assainissement collectif :

Nature	Unité	P.U. (€ H.T.)
INVESTISSEMENT		
Réseau gravitaire Ø 200 sous terrain agricole	ml	110,00 €
Réseau gravitaire Ø 200 sous voirie communale	ml	150,00 €
Réseau gravitaire Ø 200 sous route départementale	ml	170,00 €
Réseau gravitaire tranchées profondes	ml	200,00 €
Refoulement Ø 80 sous terrain agricole	ml	65,00 €
Refoulement Ø 80 sous voirie communale	ml	100,00 €
Plus-value faible profondeur (Tranchée comblée au béton)	ml	15,00 €
Poste de refoulement 30 EH (télésurveillance)	U	25 000,00 €
Poste de refoulement 100 EH (télésurveillance)	U	29 440,00 €
Poste de refoulement 300-500 EH (télésurveillance)	U	33 000 €
Poste de refoulement 1000 EH (télésurveillance)	U	37 100,00 €
Pompe de refoulement habitation individuelle	U	1 300,00 €
Branchement neuf domaine public (Participation à l'assainissement collectif + boîte + canalisation Ø125)	U	800,00 €
Branchement neuf domaine privé (construction neuve)	U	700,00 € HT
Branchement neuf domaine privé (habitation existante - y compris neutralisation assainissement non collectif)	U	1 000,00 € HT

FONCTIONNEMENT		
Réseau	ml	1,00 €/an
Poste de refoulement (% de l'investissement)	%	12,5 %/an

2 DESCRIPTION DES SOLUTIONS ENVISAGEABLES

2.1 PREAMBULE

La phase 1 du zonage d'assainissement communal présentant l'analyse de l'aptitude des sols vis-à-vis de l'assainissement non collectif par le biais des carottages montre que dans leur grande majorité les sols sont favorables à l'assainissement autonome. Au vu des conclusions de la phase 1, il n'apparaît pas de contraintes majeures à la mise en place de filières d'assainissement autonome.

La station d'épuration communale est de type lagunage naturel d'une capacité nominale de 330 EH. Un bilan de fonctionnement est réalisé tous les deux ans par le SATESE. Selon le bilan de fonctionnement 2011 de la station d'épuration (source : SATESE 22), la station a reçu 68% (152 branchements) de sa capacité organique nominale et une charge hydraulique moyenne d'environ 60% de sa capacité.

Le nombre de branchements raccordés à la station d'épuration est de 196 à fin 2012 (source : mairie de Pluzunet), soit environ 89 % de la charge organique.

La station d'épuration est capable de recevoir des zones urbanisables supplémentaires.

Les hypothèses de calculs retenues pour les scénarios sont les suivantes :

- Coût des réseaux dans les zones à urbaniser à la charge de l'aménageur ;
- 20 % de la surface de la zone urbanisable est consacrée à la voirie et aux espaces verts ; les voiries ont une largeur estimée à 5 m ; les linéaires de réseau sous domaine public sont ensuite calculés sur ces bases ;
- La surface moyenne de chaque lot est de 650 m² ;
- Un rejet de 60 g de DBO₅/j/habitant est pris en compte (données dimensionnement station d'épuration).

Les scénarios présentés ci-après intégreront la comparaison entre solution d'assainissement autonome et solution de raccordement au réseau collectif sur les secteurs où l'assainissement est envisageable du fait des résultats obtenus en phase 1. En effet, la mauvaise aptitude des sols (pente et apparition de la roche mère en blocs à très faible profondeur) entraînerait un déclassement des parcelles sondées vis-à-vis de l'assainissement non collectif.

Dans les cas de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, la faisabilité a été étudiée pour chaque cas en fonction de la surface disponible, avec soit la mise en place d'une filière classique (tranchées d'épandage ou filtre à sable non drainé), soit par une filière compacte.

2.2 SECTEUR DE SAINT-IDUNET

Le secteur de Saint-Idunet est actuellement en assainissement non collectif. Les sondages réalisés sur ce secteur confirment la possibilité de mettre en place une filière d'assainissement autonome (cf annexe 3).

Ce secteur est situé à environ 1,3 km du bourg de Pluzunet. Dans le cas d'un raccordement à la station d'épuration, la canalisation de transfert (sans le réseau de collecte des habitations du hameau de Saint-Idunet) mesurerait environ 1km. De plus, deux postes de refoulement, compte tenu de la topographie, seraient nécessaires sur ce réseau de transfert.

	Scénario 1 : Autonome		Scénario 2 : Collectif	
Tranchées d'épandage	5	25 650 € HT		
Filtre à sable vertical	15	99 450 € HT		
Filière compacte				
Collectif			20	293 080 € HT
Coût total de réalisation des travaux	125 100 € HT		293 080 € HT	
Coût des travaux / branchement	6 255 € HT		14 654 € HT	
Part communale	-		258 880 € HT	
Dont :				
Réseau collectif	-		200 000 € HT	
Poste de refoulement	-		58 880 € HT	
Coût / branchement	-		12 944 € HT	
Part privée	125 100 € HT		34 200 € HT	
Dont :				
Assainissement autonome	125 100 € HT		-	
Branchement public	-		16 000 € HT	
Branchement partie privée	-		18 200 € HT	
Réseau aménageurs	-		-	
Coût / branchement	6 255 € HT		1 710 € HT	

Fonctionnement part communale		
Entretien réseau		1 500 € / an
Entretien poste de refoulement		7 360 € / an
Fonctionnement part privée	1 800 € / an	-
Fonctionnement coût total	1 800 €	8 860 €

Le raccordement de ce secteur à l'assainissement collectif engendrerait un surcoût de 8 399 € HT par branchement par rapport à l'assainissement non collectif. De plus, les coûts de fonctionnement du scénario collectif sont près de cinq fois plus onéreux que le non collectif.

Le secteur de Saint-Idunet est donc proposé en zonage non collectif.

2.3 SECTEUR DU LOC'H

Le secteur du Loc'h est actuellement en assainissement non collectif. Les sondages réalisés sur ce secteur confirment la possibilité de mettre en place une filière d'assainissement autonome (cf annexe 3).

Ce secteur est situé à environ 1,5 km du bourg de Pluzunet. Dans le cas d'un raccordement à la station d'épuration, la canalisation de transfert (sans le réseau de collecte des habitations du hameau de Saint-Idunet) mesurerait environ 1km. De plus, un poste de refoulement, compte tenu de la topographie, serait nécessaire sur ce réseau de transfert.

	Scénario 1 : Autonome		Scénario 2 : Collectif	
Tranchées d'épandage	16	82 080 € HT		
Filtre à sable vertical	12	79 560 € HT		
Filière compacte				
Collectif			28	266 140 € HT
Coût total de réalisation des travaux	161 640 € HT		266 140 € HT	
Coût des travaux / branchement	5 773 € HT		9 505 € HT	
Part communale	-		216 940 € HT	
Dont :				
Réseau collectif	-		187 500 € HT	
Poste de refoulement	-		29 440 € HT	
Coût / branchement	-		7 748 € HT	
Part privée	161 640 € HT		49 200 € HT	
Dont :				
Assainissement autonome	161 640 € HT		-	
Branchement public	-		22 400 € HT	
Branchement partie privée	-		26 800 € HT	
Réseau aménageurs	-		-	
Coût / branchement	5 773 € HT		1 757 € HT	

Fonctionnement part communale		
Entretien réseau		1 500 € / an
Entretien poste de refoulement		3 680 € / an
Fonctionnement part privée	2 520 € / an	-
Fonctionnement coût total	2 520 €	5 160 €

Le raccordement de ce secteur à l'assainissement collectif engendrerait un surcoût de 3 732 € HT par branchement par rapport à l'assainissement non collectif. De plus, les coûts de fonctionnement du scénario collectif sont deux fois plus onéreux que le non collectif.

Le secteur du Loc'h est donc proposé en zonage non collectif.

2.4 SECTEUR DU BOURG

Le secteur du Bourg de Pluzunet est partiellement raccordé au réseau collectif. Les sondages réalisés sur ce secteur confirment la possibilité de mettre en place une filière d'assainissement autonome.

En 2011, la charge organique représentait 68 % de la charge nominale, soit 225 EH, pour 152 branchements, soit 1,5 habitant par branchement. A fin 2012, la mairie de Pluzunet dénombre 196 branchements. La capacité de la station est estimée à 89 % de la charge organique. Le raccordement est donc envisageable.

	Scénario 1 : Autonome		Scénario 2 : Collectif	
Tranchées d'épandage				
Filtre à sable vertical	44	291 720 € HT		
Filière compacte				
Collectif			44	66 000 € HT
Coût total de réalisation des travaux		291 720 € HT		66 000 € HT
Coût des travaux / branchement		6 630 € HT		1 500 € HT
Part communale		-		-
Dont :				
Réseau collectif		-		-
Poste de refoulement		-		-
Coût / branchement		-		-
Part privée		291 720 € HT		66 000 € HT
Dont :				
Assainissement autonome		291 720 € HT		-
Branchement public		-		35 200 € HT
Branchement partie privée		-		30 800 € HT
Réseau aménageurs		-		25 300 € HT
Coût / branchement		6 630 € HT		1 500 € HT

Fonctionnement part communale		
Entretien réseau		230 € / an
Entretien poste de refoulement		-
Fonctionnement part privée	3 960 € / an	-
Fonctionnement coût total	3 960 €	230 €

Le raccordement de ce secteur à l'assainissement collectif représente un coût quatre fois moins onéreux par rapport à l'assainissement non collectif. De plus, les coûts de fonctionnement du scénario collectif sont également moins onéreux.

Le secteur du Bourg de Pluzunet est donc proposé en zonage collectif au niveau des zones U, 1AU et 2AU du projet de PLU.

A fin 2012, le nombre de branchements était de 196, soit 89 % de la capacité nominale de la station. La charge organique est estimée à 17,6 kg DBO₅/j (sur la base de 45 g DBO₅/j par habitant – source rapport 2011 du SATESE 22).

Ce scénario entraîne le raccordement de 44 habitations sur la station d'épuration, soit 84 habitants supplémentaires. La charge organique supplémentaire s'élève à 2,97 kg DBO₅/j.

Le raccordement des zones urbanisées et urbanisables du Bourg portera à terme la charge organique à 20,6 kg DBO₅/j, soit 104 %. La capacité nominale de la station sera atteinte environ après 30 raccordements supplémentaires par rapport à l'existant, soit 226 branchements au total.

Le nombre moyen de permis de construire est de 3 par an. Toutes les zones à raccorder seront construites dans environ 14 ans.

La commune doit, pendant cette période, mener une réflexion sur une extension du système de traitement pour permettre le raccordement à terme des différents secteurs, sans dépasser la capacité nominale de la station d'épuration. Toute modification de la station d'épuration modifiera l'autorisation de rejet, nécessitant une nouvelle instruction par les services de l'Etat et de nouvelles prescriptions réglementaires.

PARTIE 3 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES RETENU

1 CHOIX DE LA COMMUNE DE PLUZUNET

La Commune de Pluzunet a retenu le scénario de zonage d'assainissement suivant les critères techniques, économiques et environnementaux :

- Du bâti existant,
- De l'aptitude des sols à l'assainissement autonome,
- De la nécessité de protéger les ressources en eau (souterraine et superficielle),
- Des contraintes financières qui découleraient de la mise en place de l'assainissement collectif,
- Des capacités d'acceptation de nouveaux raccordements par la station d'épuration dans la limite de ses capacités actuelles.

La commune a retenu le scénario collectif, prévoyant le raccordement des zones urbanisées et urbanisables du Bourg de Pluzunet. Le reste du territoire communal relèvera de l'assainissement non collectif.

Ce scénario permet le raccordement de **44** habitations au total. La cartographie du zonage d'assainissement communal retenu est fournie en annexe n°5.

2 SYNTHESE DU PROGRAMME D' ACTIONS

Le raccordement des zones U, 1AU et 2AU du projet de PLU n'entraînera pas de travaux à la charge de la commune. En effet, le réseau d'assainissement dessert déjà ces terrains. Les seuls investissements seront à la charge des aménageurs, dans le cadre de la viabilisation des terrains. Les coûts seront les suivants :

	Commune	Particuliers	Aménageurs
Investissements	-	66 000 € H.T.	25 300 € H.T.
Fonctionnement	230 € H.T. /an	-	-

Les travaux entraînent le raccordement au réseau de collecte des eaux usées de 44 nouveaux abonnés, soit environ 84 habitants supplémentaires environ.

Il n'y aura aucun impact sur le prix de l'eau, car aucun investissement supplémentaire pour la commune n'est prévu.

A fin 2012, le nombre de branchements était de 196, soit 89 % de la capacité nominale de la station. La charge organique est estimée à 17,6 kg DBO₅/j (sur la base de 45 g DBO₅/j par habitant – source rapport 2011 du SATESE 22).

Ce scénario entraîne le raccordement de 44 habitations sur la station d'épuration, soit 84 habitants supplémentaires. La charge organique supplémentaire s'élève à 2,97 kg DBO₅/j.

Le raccordement des zones urbanisées et urbanisables du Bourg portera à terme la charge organique à 20,6 kg DBO₅/j, soit 104 %. La capacité nominale de la station sera atteinte environ après 30 raccordements supplémentaires par rapport à l'existant, soit 226 branchements au total.

Le nombre moyen de permis de construire est de 3 par an. Toutes les zones à raccorder seront construites dans environ 14 ans.

La commune doit, pendant cette période, mener une réflexion sur une extension du système de traitement pour permettre le raccordement à terme des différents secteurs, sans dépasser la capacité nominale de la station d'épuration. Toute modification de la station d'épuration modifiera l'autorisation de rejet, nécessitant une nouvelle instruction par les services de l'Etat et de nouvelles prescriptions réglementaires.

3 AVERTISSEMENT : DROITS ET OBLIGATIONS DE CHACUN

Les dispositions résultant de l'application du présent plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé Publique, ni celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation. En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles,
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
 - Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation de travaux d'assainissement,
 - Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement collectif,
 - Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du Code de l'Urbanisme.

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de « l'assainissement collectif » et usagers de « l'assainissement non collectif ».

3.1 LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs. A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

3.1.1 LE PARTICULIER RESIDANT ACTUELLEMENT DANS UNE PROPRIETE BATIE

- Qui devra à l'arrivée du réseau et dans un délai de 2 ans, faire, **à ses frais**, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public, ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuisance de sa fosse devenant inutilisée. Après délibération de la ville, les **installations autonomes conformes** auront un délai de 10 ans maximum pour se raccorder au réseau collectif,
- Et qui, d'autre part, sera redevable auprès de la commune :
 - Du **coût du branchement** : montant résultant du coût réel des travaux de mise en place d'une canalisation de jonction entre son domaine et le collecteur principal d'assainissement, diminué de subventions éventuelles et majorées de 10% pour frais généraux,
 - De la **redevance assainissement** : taxe assise sur le m³ d'eau consommée et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement de l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

3.1.2 LE FUTUR CONSTRUCTEUR

Qui, outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies à l'occupant mentionnées dans le paragraphe précédent, pourra, compte tenu de l'économie réalisée sur la non-acquisition d'un dispositif d'assainissement individuel, être assujéti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amenée à réaliser en l'absence de réseau collectif.

3.2 LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la loi sur l'eau dans son article 35, paragraphe I et paragraphe II, fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non collectif. La mise en place de ce contrôle technique communal devra être assurée au plus tard le 31/12/2005. La compétence assainissement non collectif a été transférée de la commune au Syndicat du Jaudy.

Les communes prennent obligatoirement en charges les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôles des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Cette vérification se situe à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages,
- Pour les autres installations : au cours des visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux, ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges (fixée tous les 4 ans dans le cas d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux selon les dispositions de l'arrêté « prescriptions techniques » du 7 septembre 2009) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A la mise en place effective de ce contrôle, tous les huit ans, l'utilisateur d'un système non collectif sera soumis au paiement de « redevances » qui trouveront leur contrepartie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

En outre, ce contrôle, qui nécessite l'intervention d'agents du service d'assainissement sur les terrains privés, a été rendu possible par les dispositions de l'article 36-V de la loi sur l'eau relative à leur droit d'entrée dans les propriétés privées.

Néanmoins, cette intervention reste conditionnée par un avis préalable et un compte-rendu mentionnés aux articles 3 et 4 de l'arrêté « contrôle technique » du 7 septembre 2009 de façon à garantir le respect des droits et libertés des individus rappelés par le Conseil Constitutionnel dans sa décision n°90-286 du 28 décembre 1990.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : QUALITE DES EAUX DU LEGUER
--



Syndicat de Traou Long
Syndicat des Traouïéro
Ville de Lannion

BILAN DE LA QUALITÉ DE L'EAU

ANNEE 2011



Juin 2012

Table des matières

I. METHODE.....	4
I.1 Paramètres suivis.....	4
I.2 Réseaux de mesure.....	4
II. RESULTATS.....	8
II.1 Nitrates.....	8
II.2 Produits Phytosanitaires.....	14
II.2.1 Isoproturon.....	14
II.2.2 Glyphosate et AMPA.....	19
II.2.3 Autres molécules.....	23
II.2.4 Teneurs totales en pesticides.....	24
II.3 Matières Organiques.....	29
III. CONCLUSION.....	33

Table des figures, tableaux et cartes

<u>Figure 1</u> : Évolution de la concentration moyenne annuelle en nitrates aux prises d'eau depuis 1982 (données ARS 22 et 29)	page 9
<u>Figure 2</u> : Évolution des concentrations en nitrates et du percentile 90 par station (données ARS)	p 10-12
<u>Figure 3</u> : extrait commenté d'un graphe d'évolution des taux de nitrates à la prise d'eau de Traou-Long	page 13
<u>Figure 4</u> : Évolution de la pluviométrie annuelle bretonne de 2001 à 2011 (source Météo-France)	page 14
<u>Figure 5</u> : Fréquences de dépassement et de détection de l'isoproturon aux prises d'eau (analyses CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement	page 15
<u>Figure 6</u> : Fréquences de dépassement et de détection de l'isoproturon aux prises d'eau (analyses ARS), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement	page 16
<u>Figure 7</u> : teneurs en Isoproturon aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement	page 17
<u>Figure 8</u> : teneurs en Isoproturon sur les sous bassins du Guic et du Guer (données CBVL)	page 18
<u>Figure 9</u> : fréquences de dépassement et de détection du Glyphosate + AMPA aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement	page 20
<u>Figure 10</u> : fréquences de dépassement et de détection du Glyphosate + AMPA aux prises d'eau (données ARS), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement	page 21
<u>Figure 11</u> : Teneurs en Glyphosate et Ampa aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute	page 22
<u>Figure 12</u> : Teneurs en Glyphosate et Ampa sur les sous-bassins du Guic et du Guer (données CBVL)	page 23
<u>Figure 13</u> : Évolution des teneurs totales des 35 molécules de pesticides recherchées (analyses en eau brute, données CBVL)	p24-26
<u>Figure 14</u> : Évolution des teneurs totales en pesticides recherchées (analyses en eau brute (données ARS)	p27-29
<u>Figure 15</u> : Évolution des teneurs en COT aux prises d'eau de Kergomar et Keriell (données ARS 22)	page 30
<u>Figure 16</u> : Évolution des teneurs moyennes en matières organiques (oxydabilité au KMNO ₄ en milieu acide à chaud) à la prise d'eau de Kériell (Pradic-Glas) de 1979 à 2011 (données auto-contrôle)	page 31
<u>Figure 17</u> : Évolution des fréquences de dépassement en MO (oxyd KMNO ₄) de 1979 à 2011 à la prise d'eau de Keriell (données auto-contrôle)	page 32

<u>Tableau 1</u> : Stations de prélèvement ARS 22 et 29 sur le bassin versant du Léguer	page 4
<u>Tableau 2</u> : Stations de prélèvement CBVL	page 5
<u>Tableau 3</u> : Liste des 35 molécules de pesticides recherchés par le réseau de contrôle interne CBVL	page 6
<u>Tableau 4</u> : Moyenne annuelle, maximum et minimum en [NO ₃ ⁻] en mg/l (données ARS)	page 8
<u>Tableau 5</u> : Liste des molécules en dépassement au seuil des 0,1µg/l en 2011 (données CBVL)	page 23

<u>Carte 1</u> : localisation des stations de prélèvement exploitées pour le suivi de la qualité de l'eau sur le bassin versant du Léguer en 2011	page 7
---	--------

I. METHODE

La méthode de suivi de la qualité de l'eau sur le bassin versant du Léguer reste inchangée par rapport à l'année dernière.

I.1 Paramètres suivis

Le suivi de la qualité des eaux se concentre sur les paramètres, ou groupe de paramètres suivants :

- Nitrates
- Pesticides
- Matières Organiques

I.2 Réseaux de mesure

Trois réseaux de mesure sont exploités pour le suivi qualitatif des eaux de surface sur le bassin versant du Léguer:

× Réseau de contrôle sanitaire de l'eau potable 22 et 29 :

Les maître d'ouvrage sont l'ARS des Côtes d'Armor et l'ARS du Finistère.

Paramètres analysés : pesticides, micropolluants minéraux, phycotoxines, paramètres liés à la radioactivité et aux isotopes, paramètres organoleptiques, paramètres physico-chimiques, paramètres microbiologiques, micropolluants organiques (hors pesticides)

5 stations DDASS (ARS) sont recensées sur le territoire du bassin versant du Léguer (cf. carte 1).

Tableau 1 : Stations de prélèvement ARS 22 et 29 sur le bassin versant du Léguer

Code Agence	Code Usuel	Code Hydro	Nom de la station de mesure	Nom du cours d'eau	Communes
04173130	LE05051		Kergomar	MIN RAN	Lannion
04172979	LE00050		Traou Long	LÉGUER	Vieux-Marché (Le)
04173140	LE00080		Prise d'eau de Traouiéro - Lestreuz	LÉGUER	Lannion
04172125	LE00070		Keriel - Pradic Glaz - Moulin de Buhulien	LÉGUER	Lannion
04172607		J2213120	Prise d'eau retenue de Guerlesquin	GUIC	Guerlesquin

× Réseau de mesure interne du bassin versant du Léguer :

Ce réseau de mesure est axé sur le suivi des concentrations de produits phytosanitaires. Les campagnes de prélèvements sont réalisées après un épisode pluvieux supérieur à 10mm pour apprécier les possibles pics de pesticides.

Le bassin versant du Léguer a missionné le LDA 22 pour l'analyse les échantillons prélevés en interne par les opérateurs du bassin versant.

Les prélèvements sont effectués sur 5 stations en 2011 (cf. carte 1), **sept campagnes de prélèvements ont été effectuées.**

Tableau 2 : Stations de prélèvement CBVL

Code Agence	Code Usuel	Code Hydro	Nom de la station de mesure	Nom du cours d'eau	Communes
04172580	LE00020		Guer amont de Belle-Isle-en-Terre	GUER	Belle-Isle-en-Terre
04172979	LE00050		Traou Long	LÉGUER	Vieux-Marché (Le)
04173130	LE05051		Kergomar	MIN RAN	Lannion
04172890	LE01027		Aval moulin des Forges.Station	GUIC	Belle-Isle-en-Terre
04172125	LE00070		Keriel - Pradic Glaz - Moulin de Buhulien	LÉGUER	Lannion

Paramètres analysés : Pesticides ; le Glyphosate et sa molécule de dégradation l'AMPA (chromatographie) ainsi que 35 molécules de pesticide

Tableau 3 : Liste des 35 molécules de pesticides recherchés par le réseau de contrôle interne CBVL

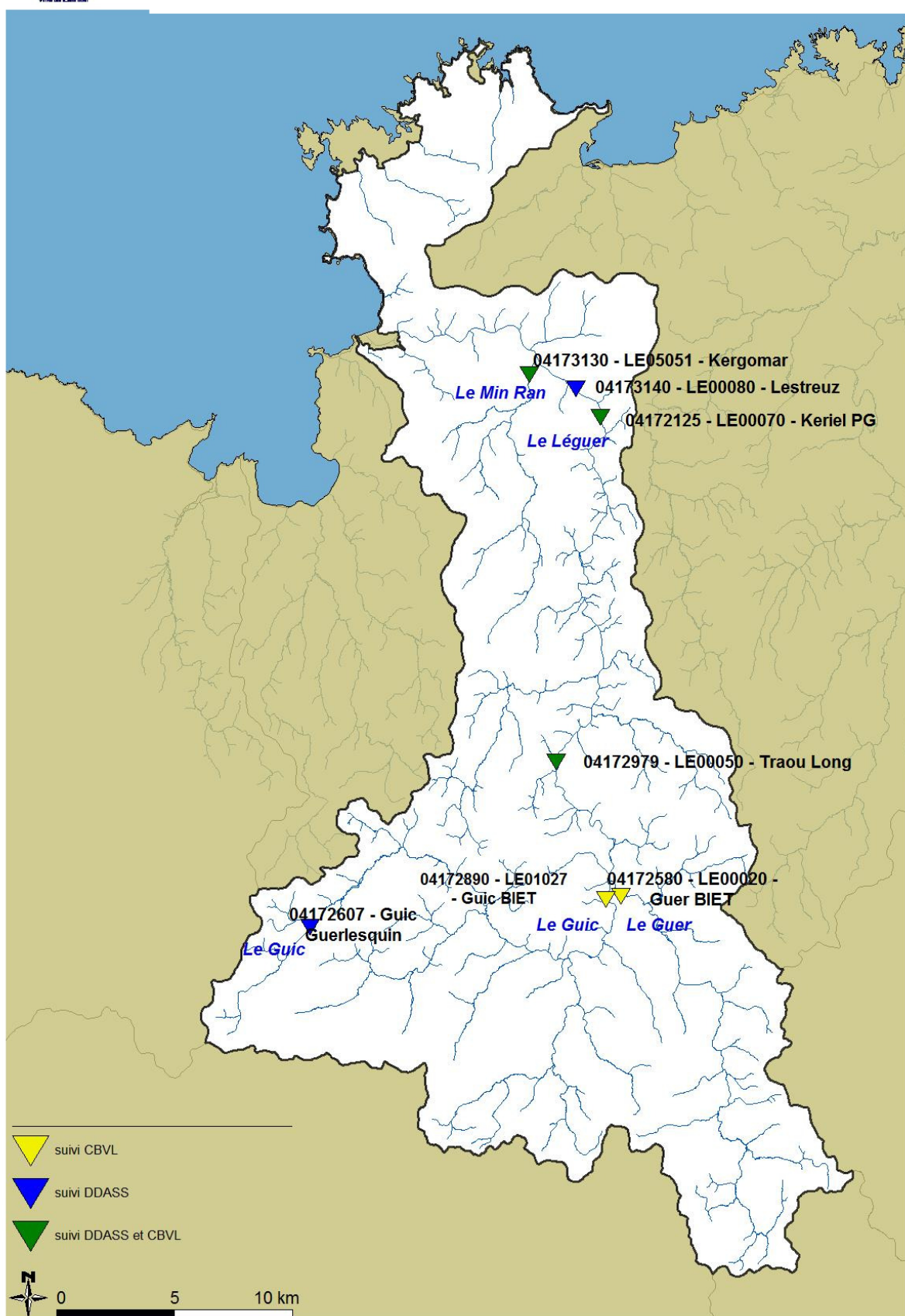
Paramètre	Mois de début de recherche	Mois de fin de recherche	Type de molécule - observations CORPEP
Diuron	mars	octobre	ZNA
Isoproturon	Novembre	Mars	Céréales
Triclopyr	mars	octobre	Généraux
Aminotriazole	mars	octobre	ZNA
Imazaméthabenz-méthyl	Novembre	Mars	Céréales
2,4-D	mars	octobre	Généraux
Diflufenicanil	Novembre	Mars	Céréales
Bentazone	Novembre	Juillet	Maïs et Céréales
Oxadiazon	mars	octobre	ZNA
2,4-MCPA	mars	octobre	Généraux
Mécoprop	Novembre	Mars	Céréales
Acétochlore	Avril	Juillet	Maïs Prélevée
Alachlore	Avril	Juillet	Maïs Prélevée
Carbofuran	avril	juin	Insecticide Maïs
Cyprodinil	Avril	Août	Fongicide
Dichlorprop	mars	octobre	Généraux
Dimethenamide	Avril	Juillet	Maïs Prélevée
Métazachlore	septembre	février	Colza
Dicamba	mars	octobre	Généraux
Epoxiconazole	Avril	Août	Fongicide
Sulcotrione	mai	juillet	Maïs Post Levée
Nicosulfuron	mai	juillet	Maïs Post Levée
Mésotrione	mai	juillet	Maïs Post Levée
Clopyralide	mars	octobre	Généraux
Pendiméthaline	Novembre	Juillet	Maïs et Céréales
Flazasulfuron	mars	octobre	Molécule utilisée très fréquemment en ZNA et sur voirie.
Dimethachlore	septembre	février	Une des trois molécules du colzor trio (molécule apparue en 2000), utilisé dans plus de 40% des traitements herbicides sur colza
Fenpropidine	Avril	Août	Fongicide
Méthabenzthiazuron	Novembre	Avril	Céréales et pois
Fluroxypyr	mars	octobre	Généraux
Carbendazime	Avril	Août	Fongicide
Chlorothanoni	Avril	Août	Fongicide
Linuron	Novembre	Avril	Céréales et pdt
Tébuconazole	Avril	Août	Fongicide
Ethofumésate			Légumes

× Auto-Contrôle du Service des Eaux de la Ville de Lannion

Le paramètre Nitrates est mesuré plusieurs fois par jour au moyen des analyseurs en continu installés aux prises d'eau de Kergomar (eau brute Min-Ran) et de Pradic Glas (eau brute Léguer). Ces données ne sont exploitées qu'à titre de comparaison, le réseau officiel qui s'impose pour le suivi étant celui de l'ARS.

Le paramètre Matières Organiques est mesuré sur l'eau brute de la station de Pradic-Glas (LE00070 ou 04172125) en employant le protocole d'oxydabilité du KMNO_4 à chaud en milieu acide.

Stations de prélèvements sur le bassin versant du Léguer Exploitées pour le bilan 2011



Carte 1 : localisation des stations de prélèvement exploitées pour le suivi de la qualité de l'eau sur le bassin versant du Léguer en 2011.

II. RESULTATS

II.1 Nitrates

* Analyse annuelle 2011

Tableau 4 : Moyenne annuelle, maximum et minimum en $[NO_3^-]$ en mg/l (données ARS).

	$[NO_3^-]$ mg/l (données ARS 22 et 29 - 2011)		
	Moyenne	Maximum	Minimum
Kergomar	32,1	39	21
Pradic Glas	23,9	29	18
Lestreuz	24	29	18
Traou Long	22,9	27	18
Guerlesquin ¹	9,75	14	5,5

La concentration maximale de 39 mg/l est mesurée sur le Min-Ran, le 25 mai. 20 analyses sur les 26 effectuées, en 2011, en ce point, révèlent une concentration supérieure à 30 mg/l.

Les moyennes annuelles pour le Léguer à Pradic-Glas, à Lestreuz, à Traou-Long et pour le Guic à Guerlesquin sont inférieures au seuil des 25mg/l.

La concentration moyenne annuelle sur la station du Guic à Guerlesquin est très en dessous des autres prises d'eau, situées plus en amont sur le bassin versant, soit 10 mg/l.

* Analyse inter-annuelle

La figure 1 illustre l'évolution des concentrations moyennes annuelles en nitrates aux prises d'eau sur le bassin versant du Léguer :

- depuis 1982 pour le Léguer à Pradic Glas, le Min-Ran à Kergomar,
- depuis 1985 pour le Léguer à Traou-Long,
- depuis 1996 pour le Léguer à Lestreuz
- depuis 2000 à Guerlesquin.

La figure 2 présente l'évolution des concentrations en nitrates mesurées par l'ARS, sur les 5 stations présentes sur le bassin versant du Léguer. Comme le recommande la DCE, l'évaluation de la qualité de l'eau pour le paramètre nitrates, le percentile 90² a été calculé pour chaque station.

¹ 2 données pour le paramètre nitrates en 2010 sur la station de Guerlesquin.

² Le percentile 90 est la valeur en dessous de laquelle 90% des valeurs mesurées sont observées. L'objectif du calcul du percentile 90 est de fournir un résultat représentatif en écartant les valeurs exceptionnelles.

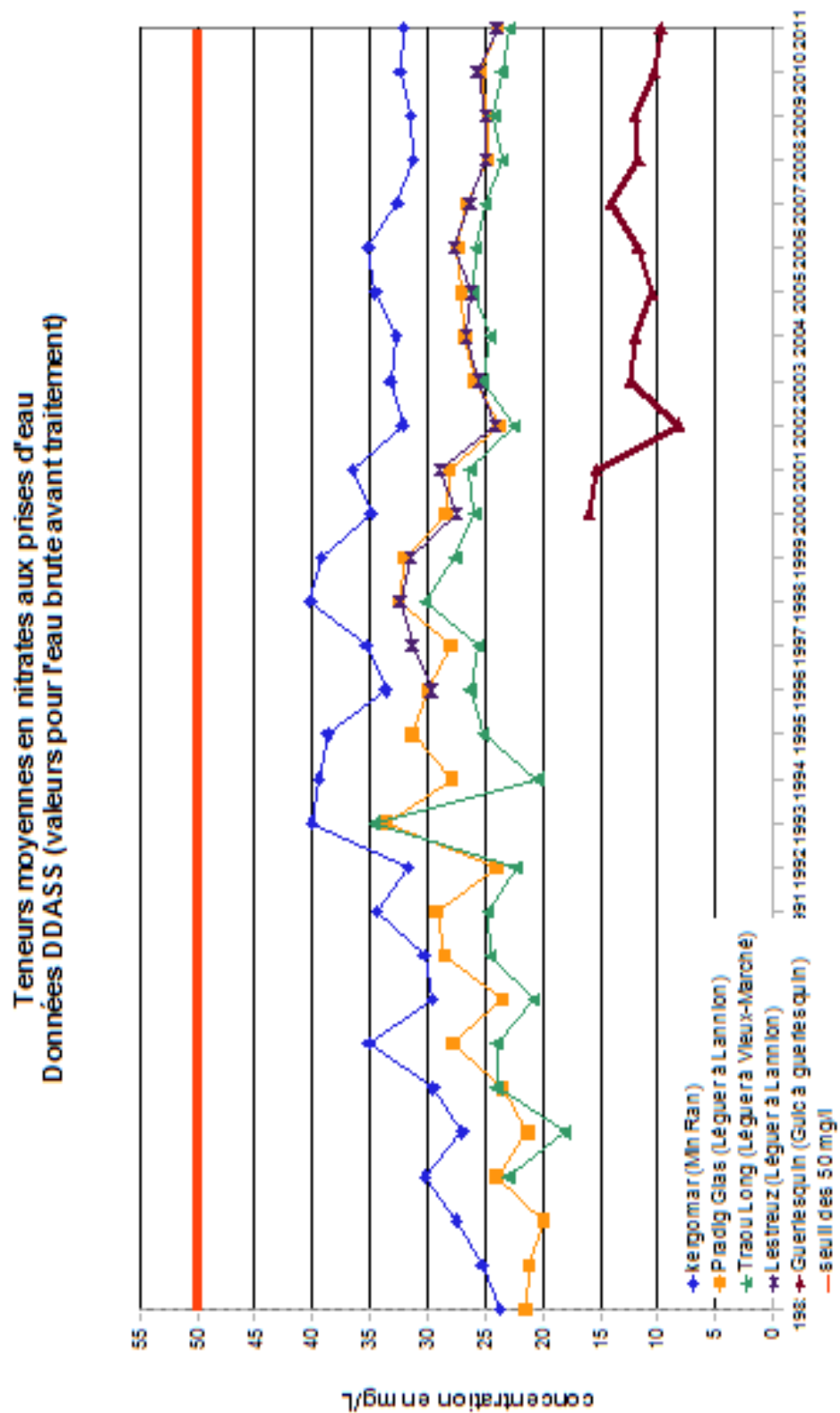
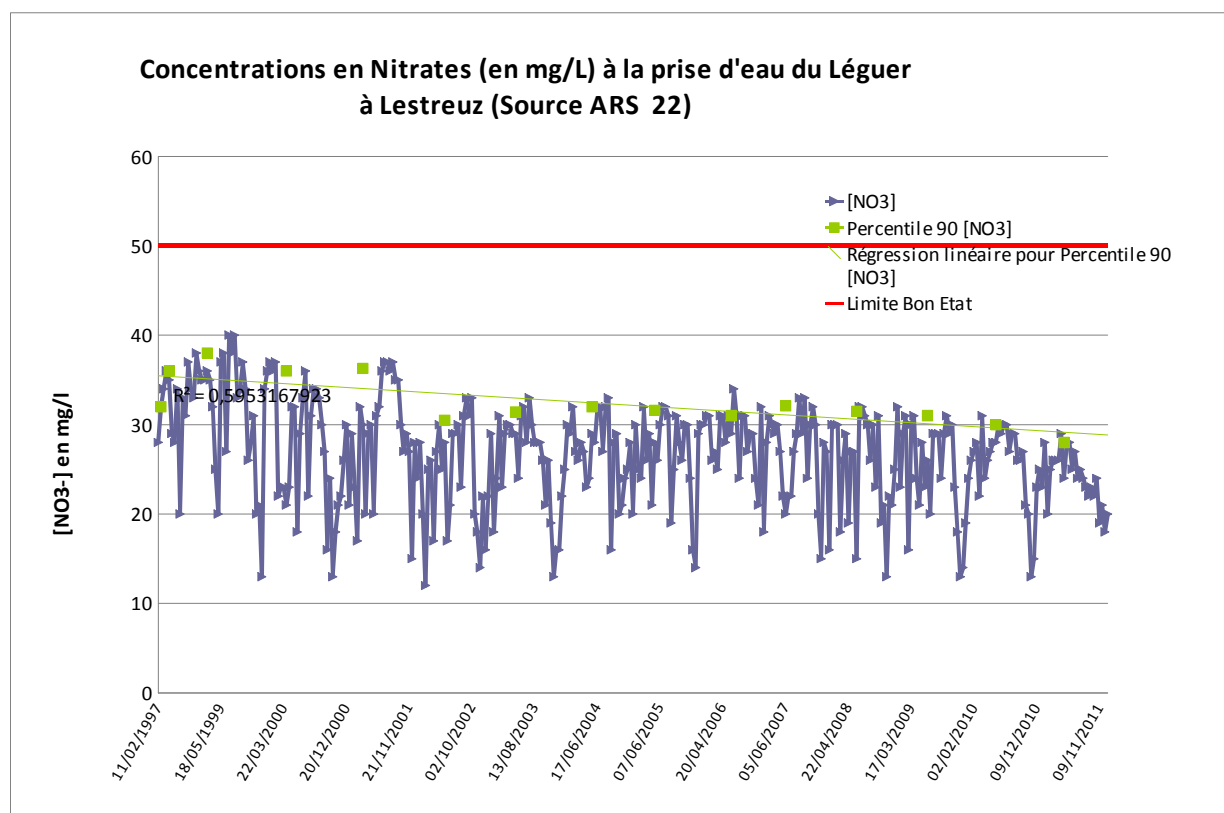
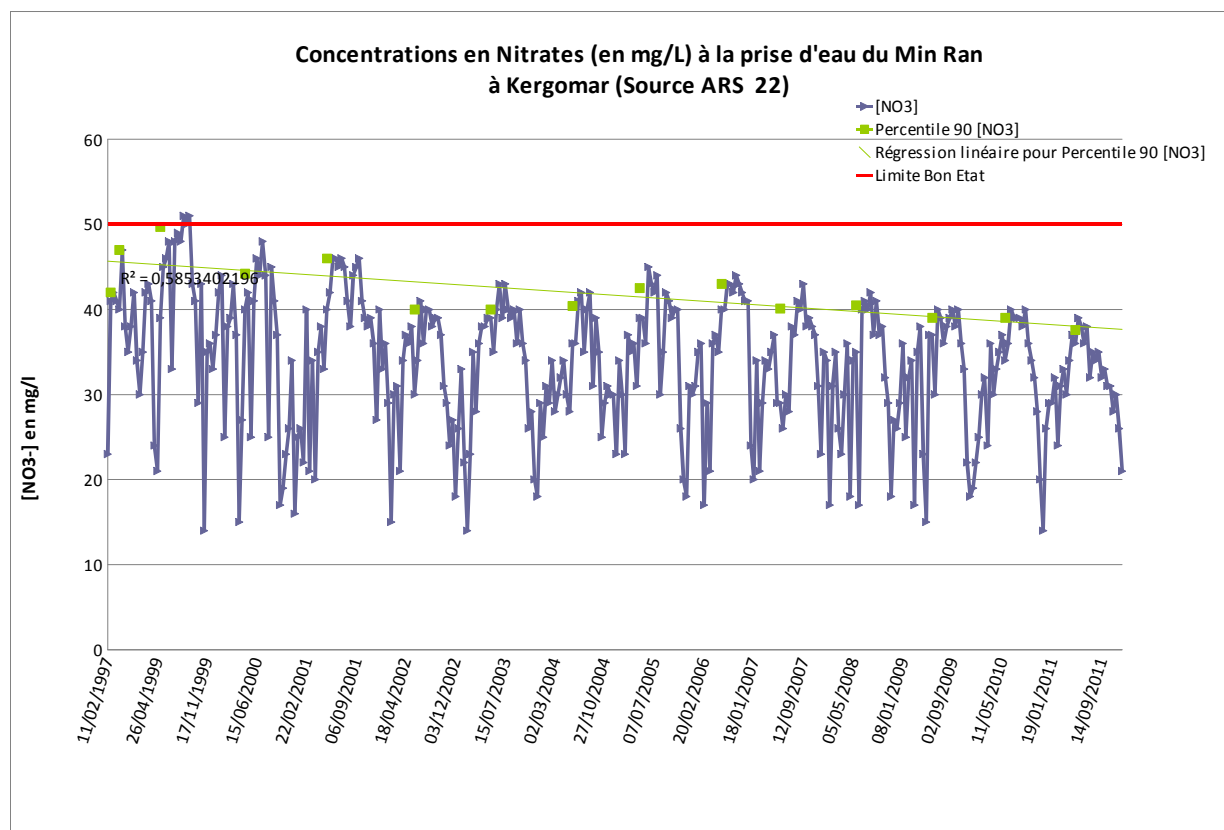
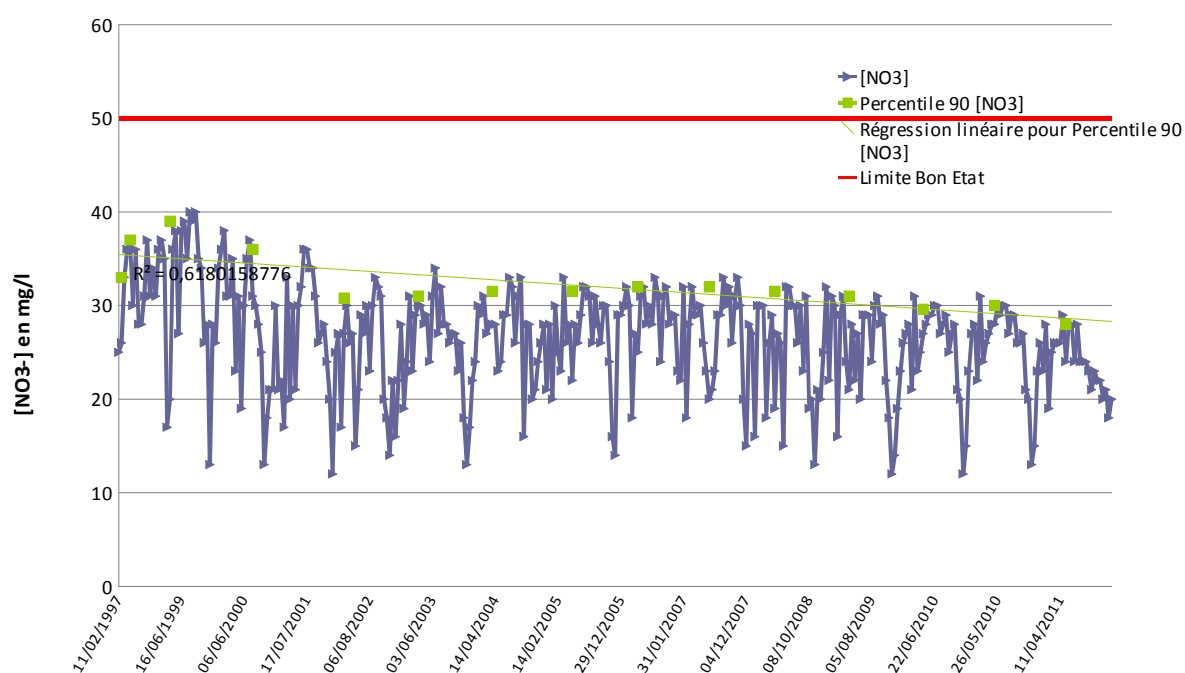


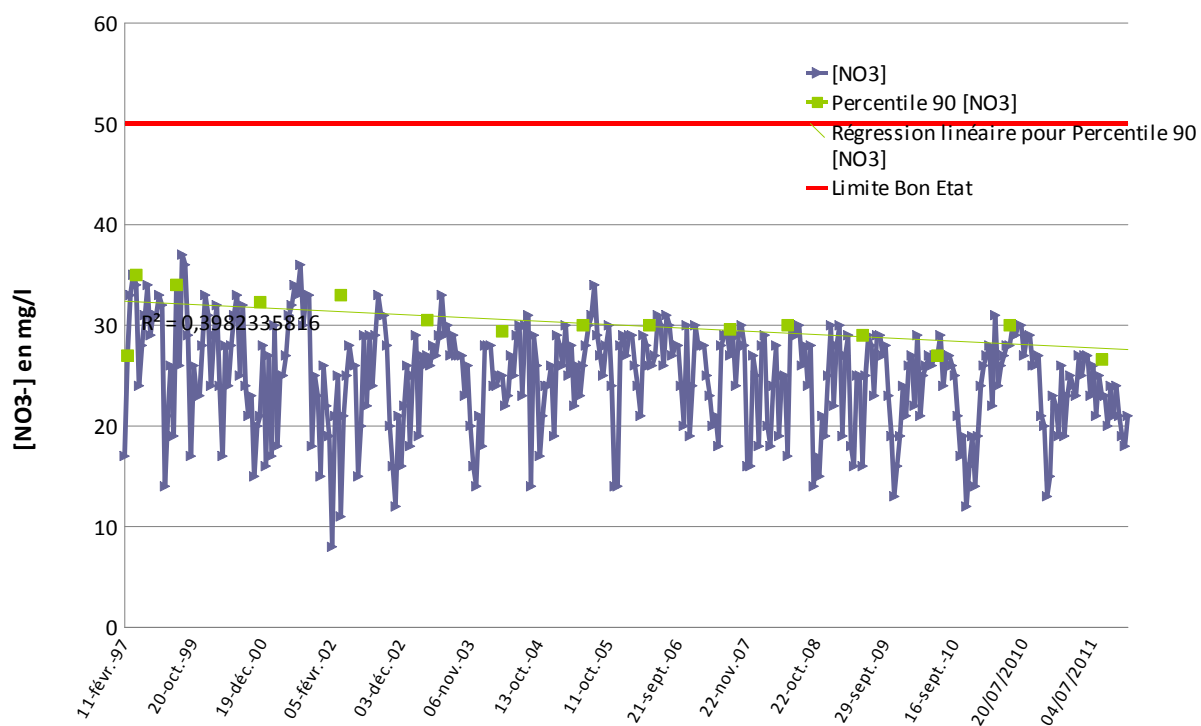
Figure 1 : Évolution de la concentration moyenne annuelle en nitrates aux prises d'eau depuis 1982 (données ARS 22 et 29)



Concentrations en Nitrates (en mg/L) à la prise d'eau du Léguer à Pradic Glas (Source ARS 22)



Concentrations en Nitrates (en mg/L) à la prise d'eau du Léguer à Traou Long (Source ARS 22)



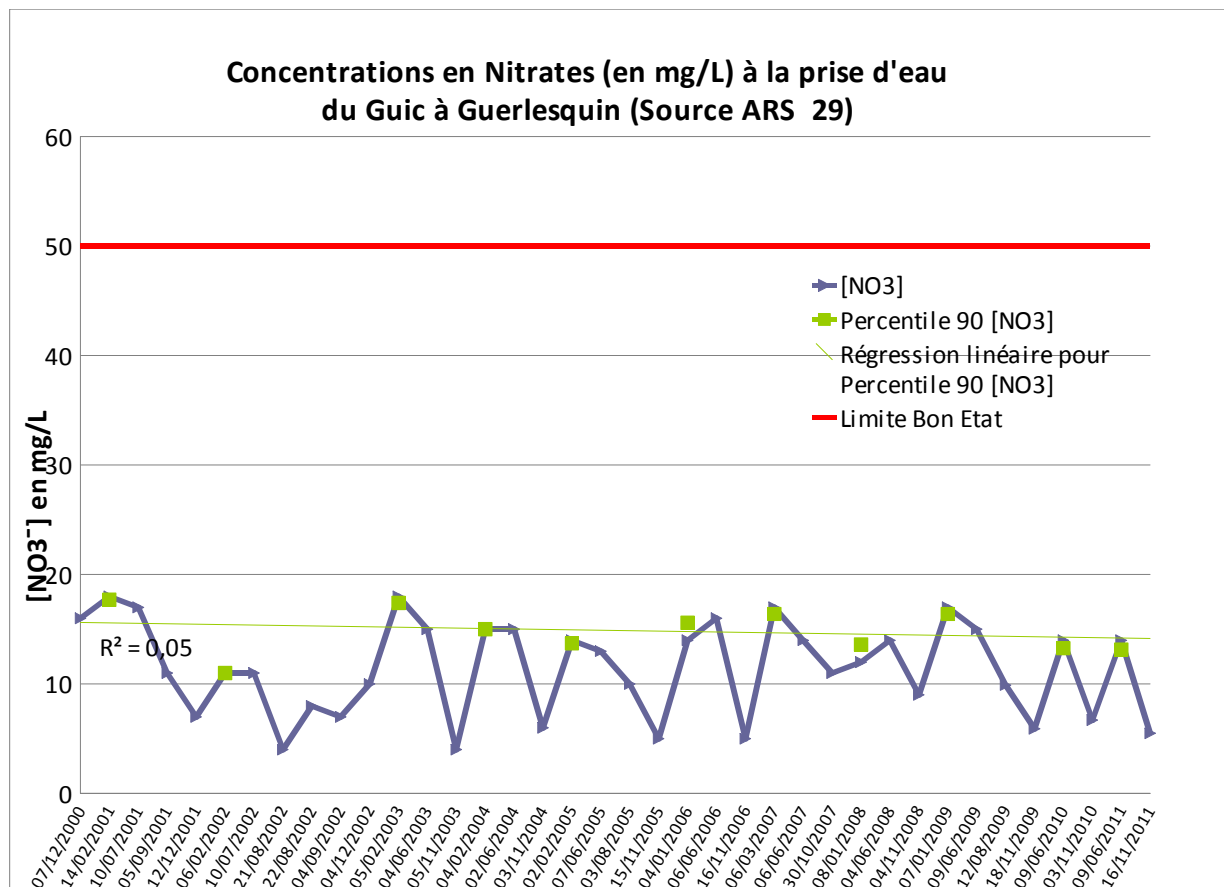


Figure 2 : Évolution des concentrations en nitrates et du percentile 90 par station d'après les données ARS.

L'année 2011 se caractérise par une baisse significative des taux de nitrates à toutes les prises d'eau.

Alors que 3 stations présentaient l'année dernière une concentration moyenne annuelle supérieures à 25 mg/l, seule une cette année est dans ce cas :

- le Min-Ran à Kergomar : 32,1 en 2011 contre 32,4 mg/l en 2010.

Pour les autres :

- le Léguer à Pradic-Glas : 23,9 en 2011 contre 25,4 mg/l en 2010.
- le Léguer à Lestreuz : 22,9 en 2011 contre 25,7 mg/l en 2010.
- le Léguer à Traou-Long : 22,9 en 2011 contre 23,6 mg/l en 2010.
- le Guic à Guerlesquin : 9,75 en 2011 contre 10,35 mg/l en 2010.

De manière générale, une forte baisse avait été remarquée en 2002, suivie d'une augmentation marquée jusqu'en 2007. 2008 et 2009 avaient amorcé une nouvelle période de diminution des nitrates dans les eaux. De 2007 à 2009, les précipitations annuelles ont été légèrement supérieures à la normale, les étés ont été particulièrement pluvieux entraînant probablement un phénomène de dilution des nitrates dans les rivières.

L'année 2011 tend à confirmer la baisse entamée depuis 2007-2008 ; Les niveaux atteints cette année sont très comparables à ceux de 2002. Les conditions pluviométriques sont cependant très différentes. En 2002, la station météo enregistrait à St Brieuc un cumul annuel de 810 mm d'eau alors qu'il y a eut seulement 448 mm en 2011. **Contrairement à 2002, les rivières en 2011 n'ont pas profité d'un phénomène de dilution.**

Une analyse plus fine de la figure 2 met en évidence que (hors Guic qui ne compte que 2 analyses en 2011) :

- les concentrations minimales sont rencontrées en hiver, comme d'habitude. Mais en 2011, elles sont plus élevées que les autres années.
- les concentrations maximales sont rencontrées en été, comme d'habitude. Mais en 2011, elles sont moins élevées que les autres années.

Considérant le fonctionnement en profil inversé du bassin versant du légier, ce phénomène pourrait s'expliquer :

- par une plus forte contribution que la normale de la nappe profonde durant l'hiver 2011, qui a été particulièrement peu pluvieux, ne bénéficiant que peu de la contribution de la nappe superficielle moins chargée.
- Par une baisse des concentrations en nitrates dans la nappe profonde (dont la contribution est dominante en été), qui restent somme toute, supérieures à celle de la nappe superficielle ; ça pourrait être le résultat des actions engagées depuis déjà plusieurs années. On peut aussi penser à l'action de la dénitrification autotrophe dans la roche, mais aucune étude menée sur le Légier permet d'affirmer cette hypothèse.

Par ailleurs, l'hypothèse d'une meilleure dénitrification hétérotrophe en zones humides semble peu probable car la saturation en eau des zones dénitrifiantes a été moins fréquente et étendue du fait de la faible pluviométrie en 2011. Cependant, la baisse des nitrates est observée dès la tête de bassin en 2011 (- 0,6 mg/l), considérant que la dénitrification hétérotrophe sur les têtes de bassin est plus importante (Harvey & Wagner, 2000 ; Harvey *et al.*, 2003), on peut tout de même imaginer que l'amélioration observée à l'aval est une conséquence des améliorations dès « la source ».

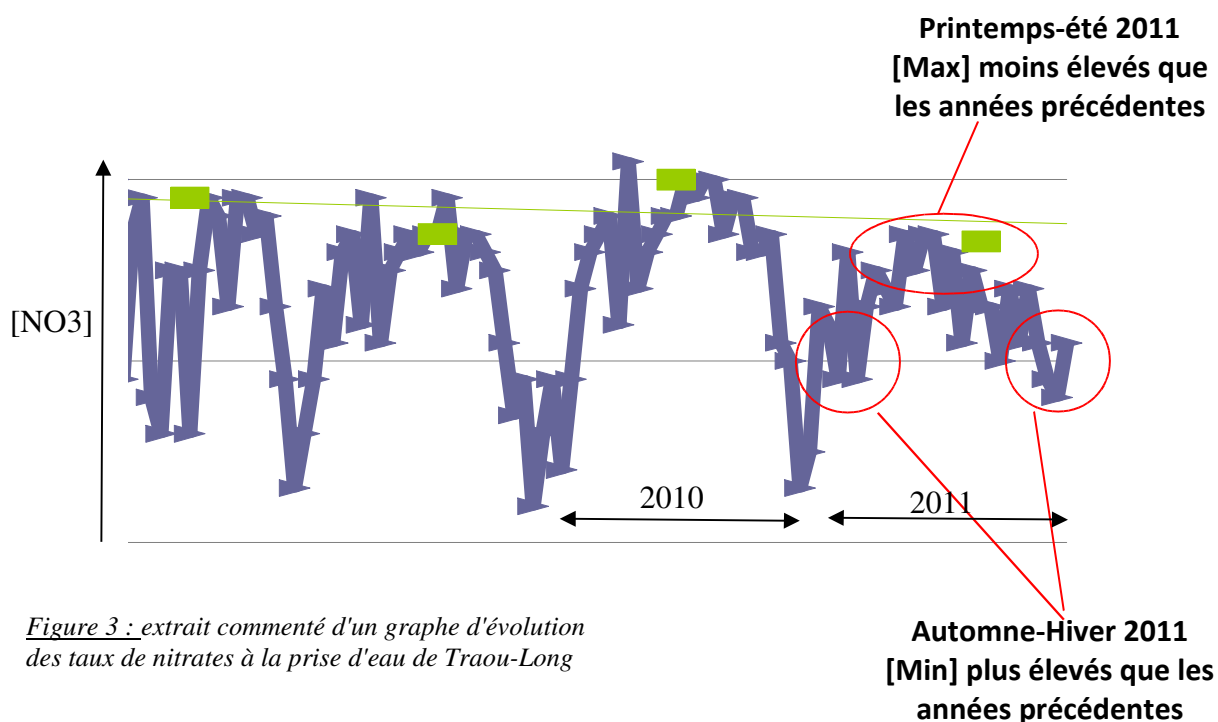


Figure 3 : extrait commenté d'un graphe d'évolution des taux de nitrates à la prise d'eau de Traou-Long

Evolution de la pluviométrie bretonne de 2002 à 2011

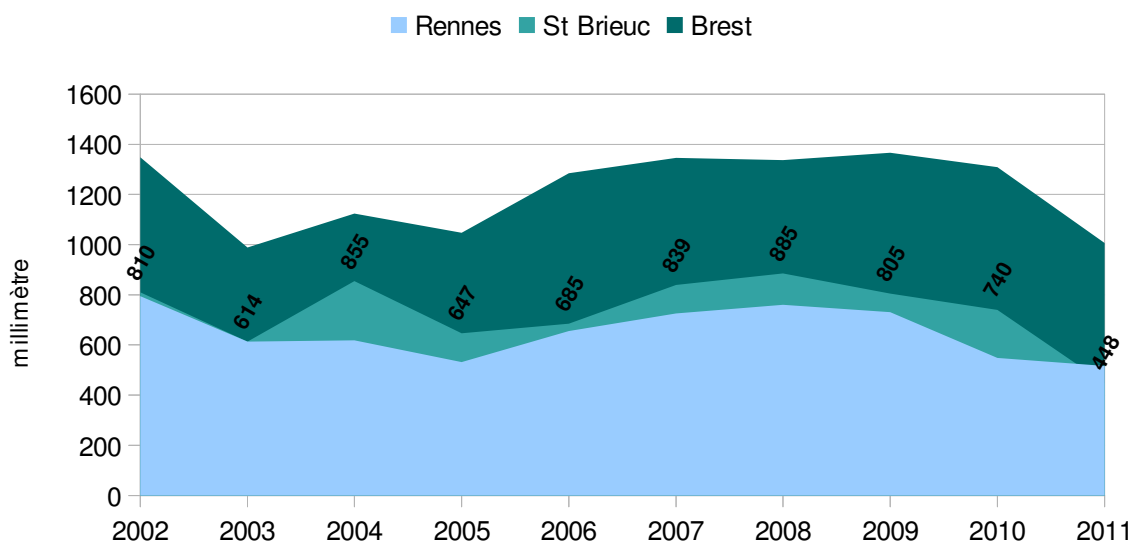


Figure 4 : Évolution de la pluviométrie annuelle bretonne de 2001 à 2011 (source Météo-France)

II.2 Produits Phytosanitaires

Le protocole de prélèvement de l'ARS n'est pas systématiquement corrélé aux forts épisodes pluvieux contrairement à la méthode régionale adoptée par le bassin versant (prélèvement après précipitations >10mm). C'est pourquoi les analyses de l'ARS révèlent en général des pics de pesticides moins fréquents et moins forts que les analyses commandées par le CBVL.

II.2.1 Isoproturon

✱ Les prises d'eau

Un dépassement est remarqué dans la base de données de l'ARS le 13 avril à Traou Long, la valeur s'élève à 0,125µg/l. Aucun autre dépassement n'est noté dans les données du CBVL (7 campagnes) ou de l'ARS (8 campagnes sur le 22) ;

✱ Les sous-bassins du Guic et du Guer

Le suivi de la molécule d'Isoproturon a été réalisé par le CBVL sur 2 sous-bassins : le Guic (04172890) et le Guer (04172580). L'année dernière, les résultats d'analyses se situaient tous en dessous du seuil de détection de 0,02µg/l. En 2011, la molécule a été détectée 2 fois sur le Guic (max= 0,03µg/l le 22/02/11) et une fois sur le Guer (0,045µg/l le 02/05/11).

Les campagnes effectuées par l'ARS, ne font état d'aucune détections sur le point de contrôle du Guic à Guerlesquin (4 campagnes).

Ces mesures tendent à confirmer l'amélioration de la ressource en eau sur ce paramètre. Sur l'ensemble des analyses ARS et CBVL (71 analyses réparties sur 6 points), 12 détections sont

dénombrées et aucun dépassement, alors que l'an dernier, il y avait moins de détections mais un dépassement très préoccupant (1,59µg/l à Kergomar).

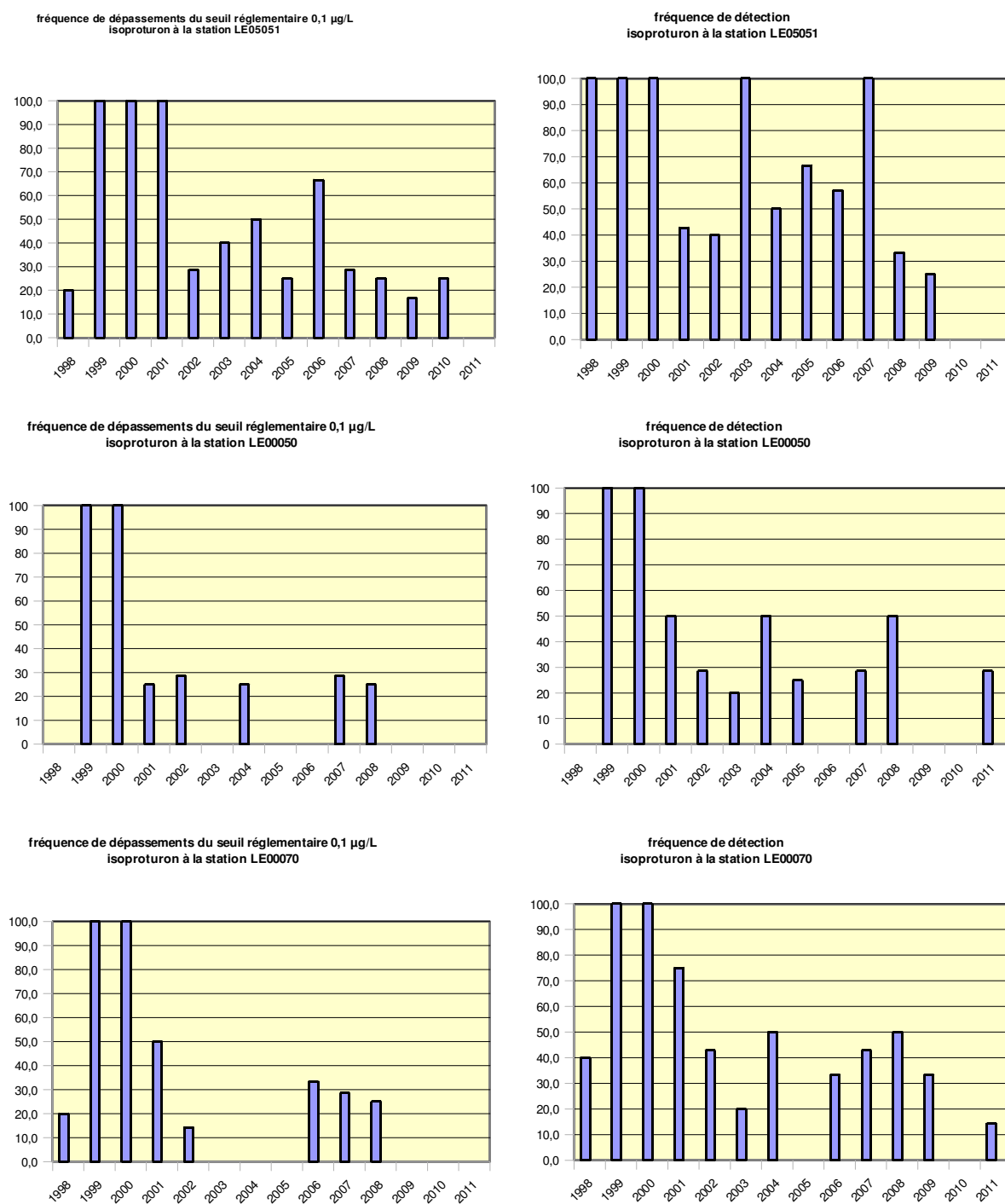


Figure 5 : Fréquences de dépassement et de détection de l'isoproturon aux prises d'eau (analyses CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement.

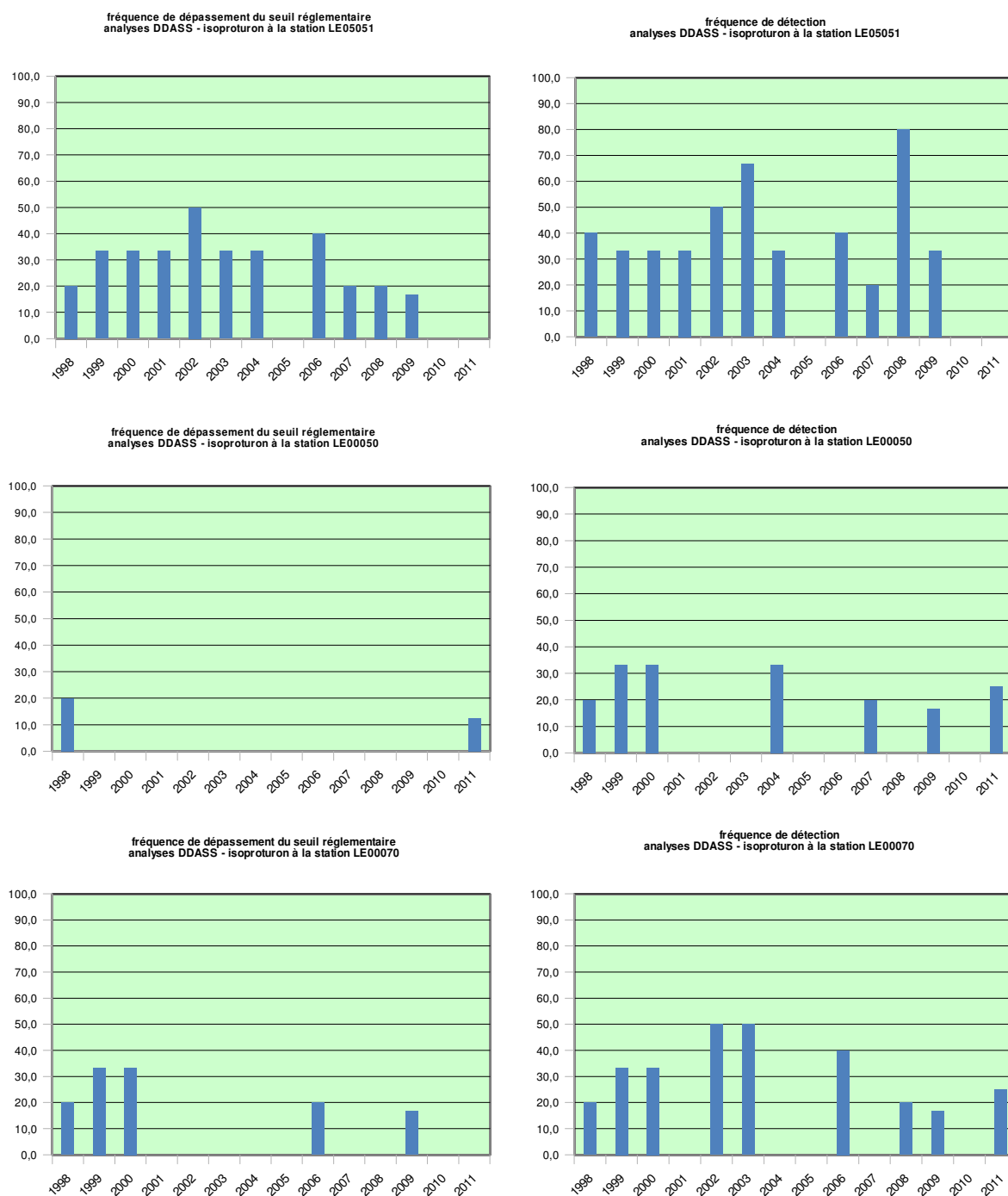


Figure 6 : Fréquences de dépassement et de détection de l'isoproturon aux prises d'eau (analyses ARS), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement.

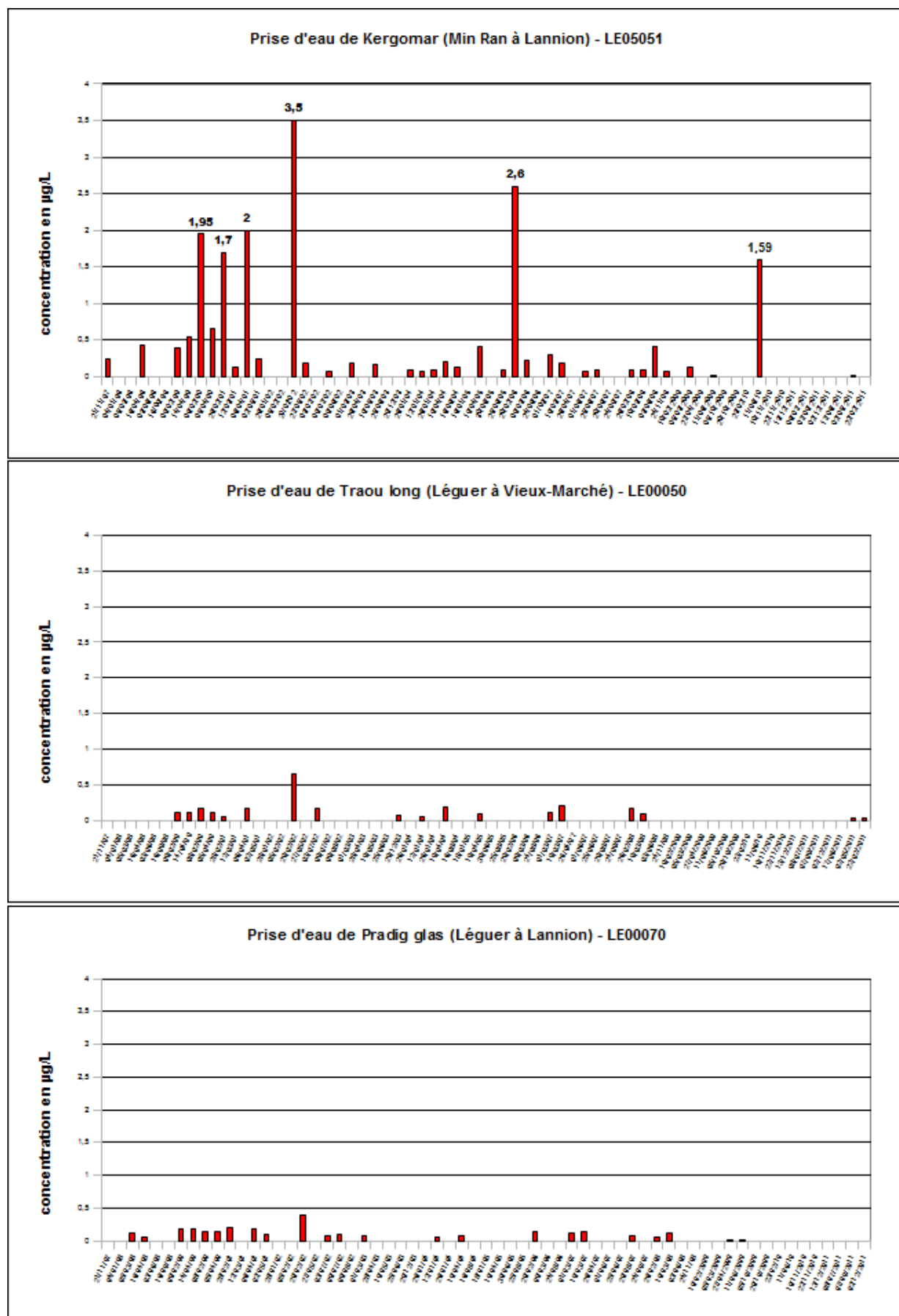


Figure 7 : teneurs en Isoprotruron aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement.

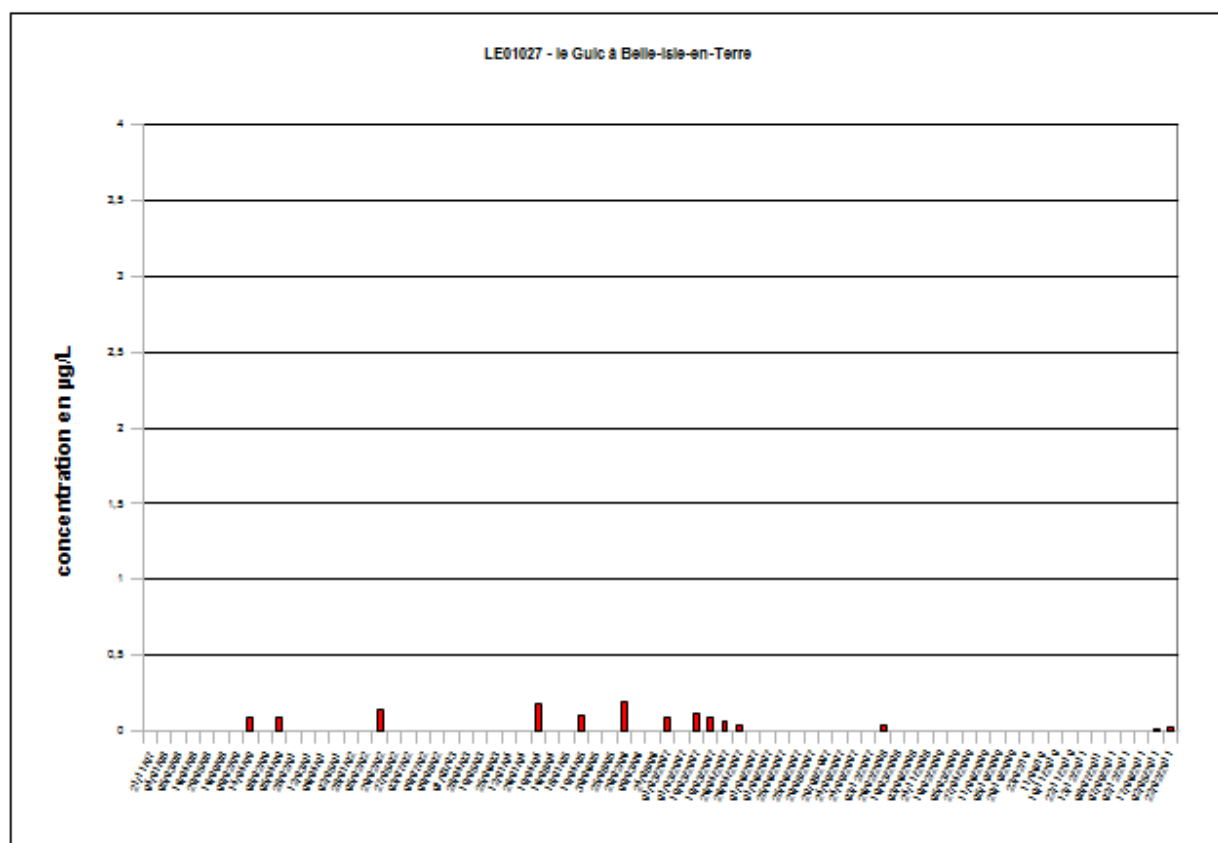
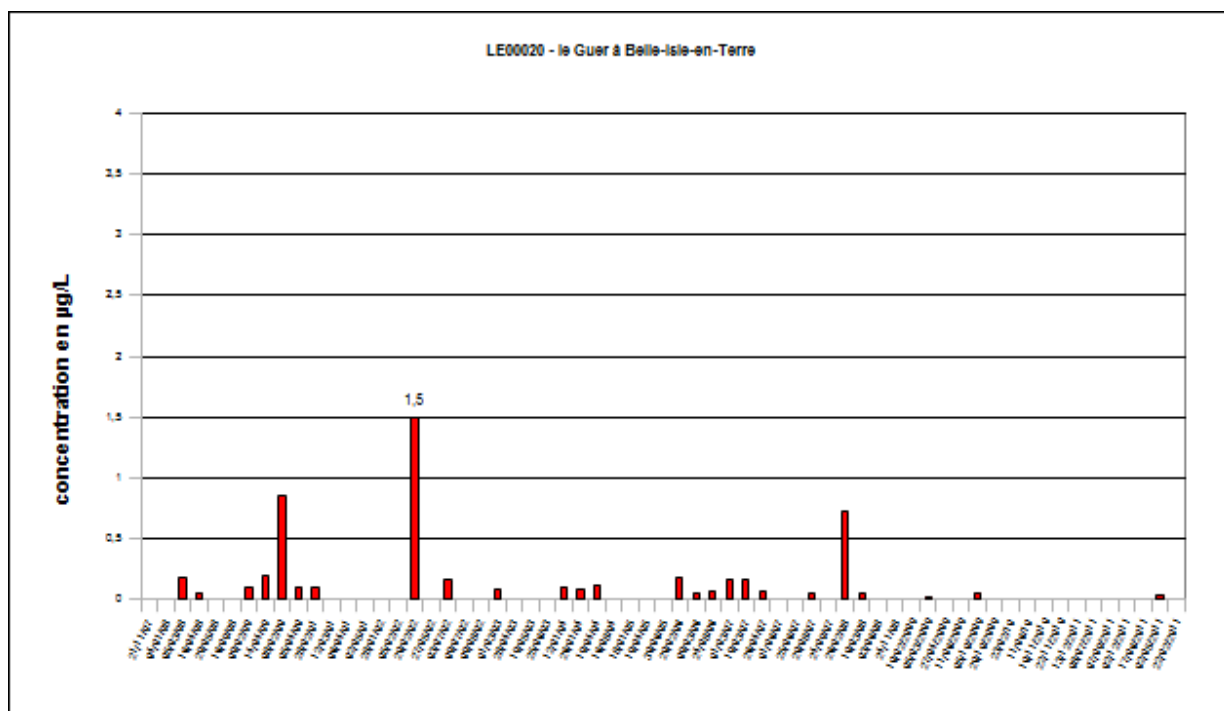


Figure 8 : Teneurs en Isoprotruron sur les sous bassins du Guic et du Guer (données CBVL)

II.2.2 Glyphosate et AMPA

✱ *Les prises d'eau*

Ces molécules sont détectées entre 85 et 100% des cas, dans les prélèvements effectués par le CBVL aux prises d'eau du Léguer. Ces chiffres sont légèrement supérieurs à ceux de 2010. Les données de l'ARS montrent au contraire une nette amélioration sur les 3 stations (moins de détections qu'en 2010).

Les dépassements y sont encore coutumiers. A Traou Long et Pradic-Glas, les plus concernées, la fréquence de dépassement est cette année de 71% et d'environ 30% à Kergomar (source CBVL). L'ARS enregistre une fréquence de dépassement de 20% à Kergomar, 0% à Traou-Long et 40% à Pradic-Glas. C'est mieux qu'en 2010 à part Pradic-Glas qui n'avait aucun dépassement selon l'ARS l'an dernier.

Le pic maximum observé par le réseau du bassin versant est de **0,56 µg/l** le 13/12/12 à Traou Long. Les maximums enregistrés sur les autres stations sont (CBVL):

2 mai 2011 : 0,5 µg/l à Pradic Glas

2 décembre 2011 : 0,33 µg/l à Kergomar

*Le conseil Général des Côtes d'Armor nous a par ailleurs transmis des résultats d'analyses du 25 aout 2011, effectuées sur des prélèvements sur la station du Léguer à Pluzunet. Le laboratoire a détecté dans cet échantillon **1,280 µg/l d'AMPA**.*

✱ *Les principaux sous-bassins*

Les analyses (CBVL) effectuées sur le Guic révèlent :

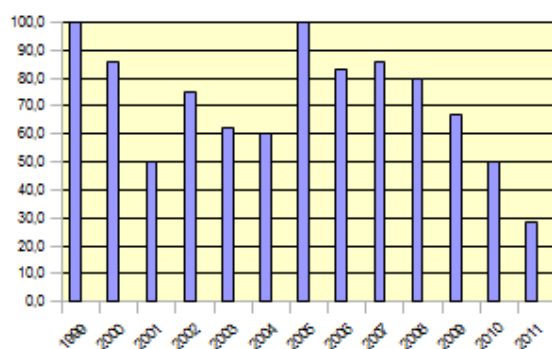
- 2 dépassements et 5 détections sur les 7 campagnes
- max = 0,19 µg/l le 02/12/11

sur le Guer :

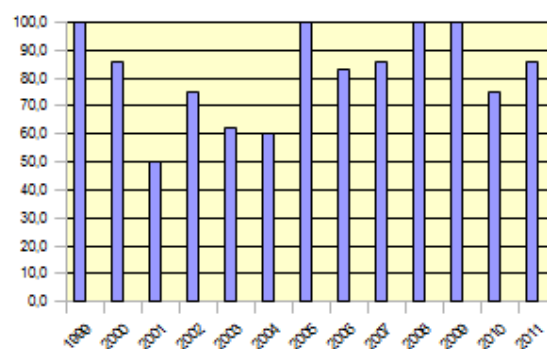
- 5 dépassements et 6 détections sur les 7 campagnes
- max = 0,28 µg/l le 02/12/11.

En 2010, une seule détection avait été remarquée par le CBVL, les concentrations étaient inférieures au seuil de 0,1 µg/l. Cette année, on remarque une forte hausse des pics de glyphosate et d'AMPA sur ces stations.

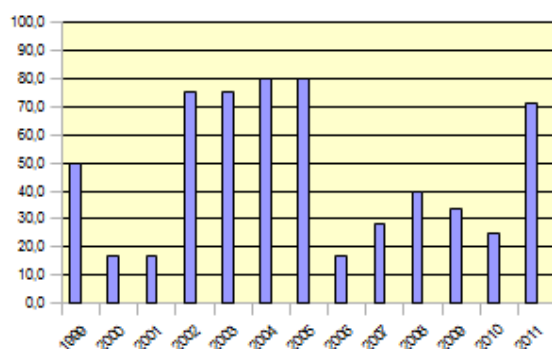
fréquence de dépassements du seuil réglementaire 0,1 µg/L
glyphosate + AMPA à la station LE05051 (Kergomar)



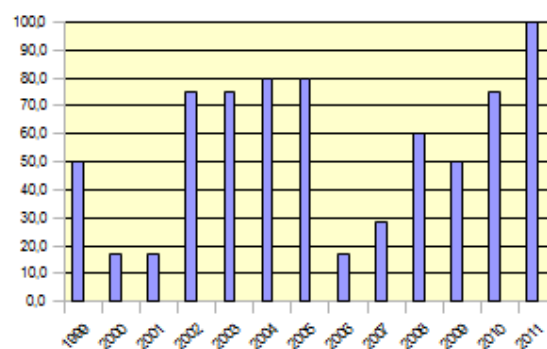
fréquence de détection
glyphosate + AMPA à la station LE05051



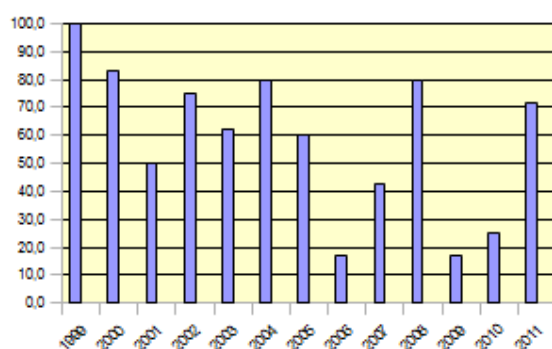
fréquence de dépassements du seuil réglementaire 0,1 µg/L
glyphosate + AMPA à la station LE00050 (Traou Long)



fréquence de détection
glyphosate + AMPA à la station LE00050



fréquence de dépassements du seuil réglementaire 0,1 µg/L
glyphosate + AMPA à la station LE00070 (Pradig Glas)



fréquence de détection
glyphosate + AMPA à la station LE00070

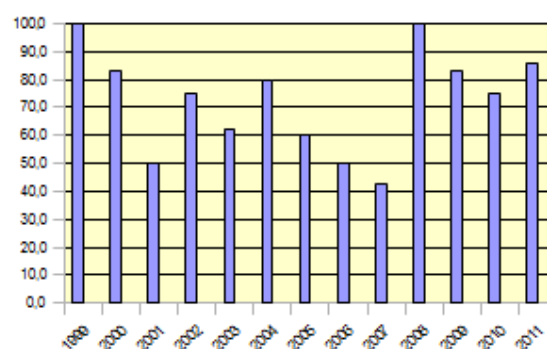
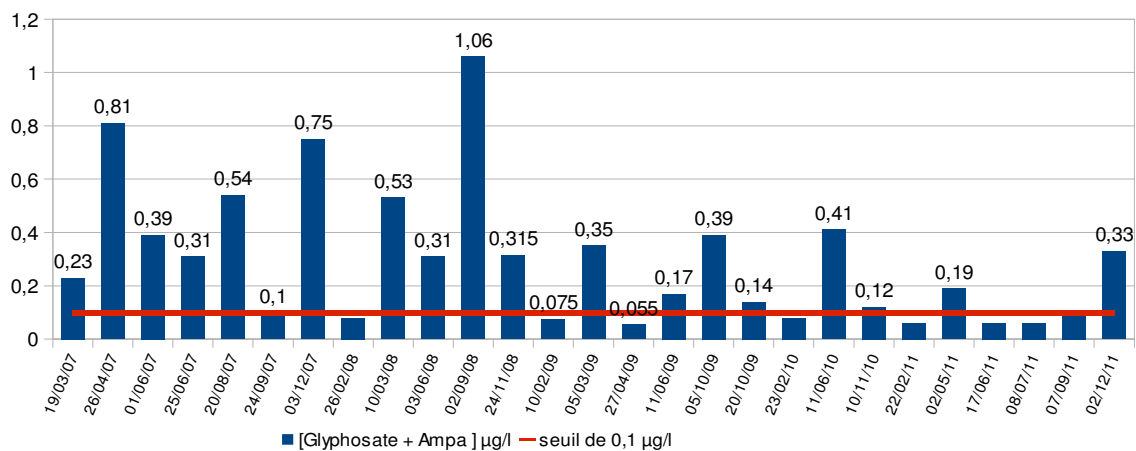


Figure 9 : fréquences de dépassement et de détection du Glyphosate + AMPA aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement.

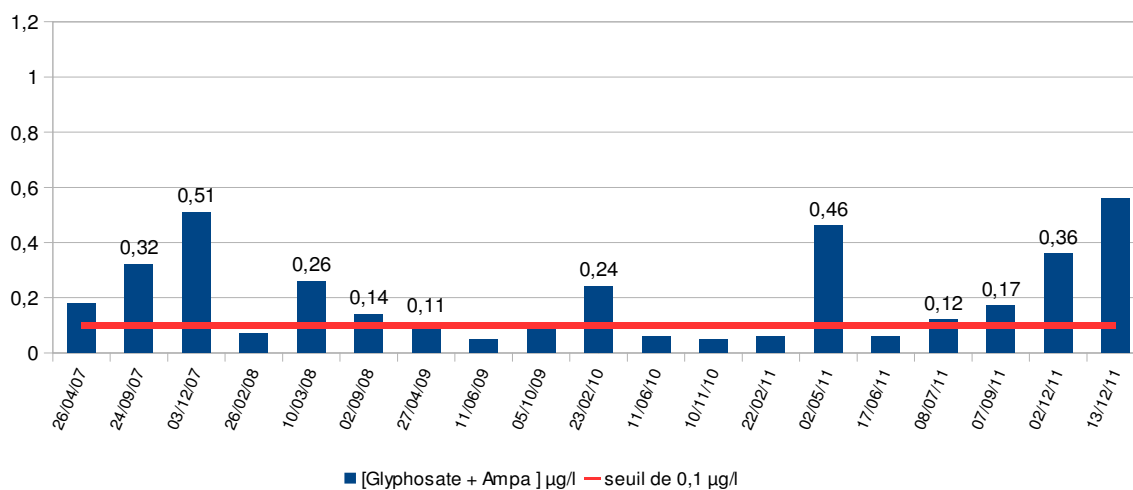


Figure 10: fréquences de dépassement et de détection du Glyphosate + AMPA aux prises d'eau (données ARS), analyses effectuées sur l'eau brute avant traitement.

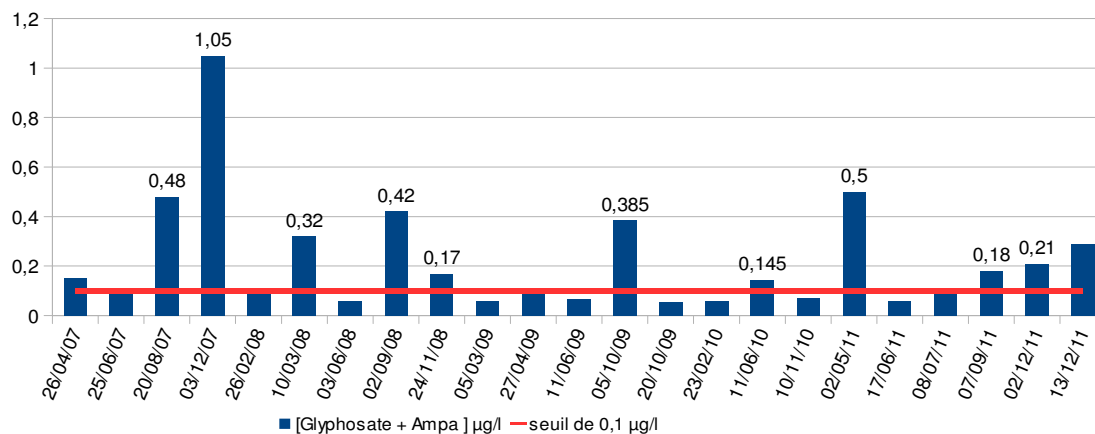
Evolution des teneurs totales en Glyphosate + Ampa ($\mu\text{g/l}$) à la station LE05051 (Kergomar)



Evolution des teneurs totales en Glyphosate + Ampa ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE00050 (Traou Long)



Evolution des teneurs totales en Glyphosate + Ampa ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE00070 (Pradic-Glaz)



.*Figure 11 (page précédente)*: Teneurs en Glyphosate et Ampa aux prises d'eau (données CBVL), analyses effectuées sur l'eau brute.

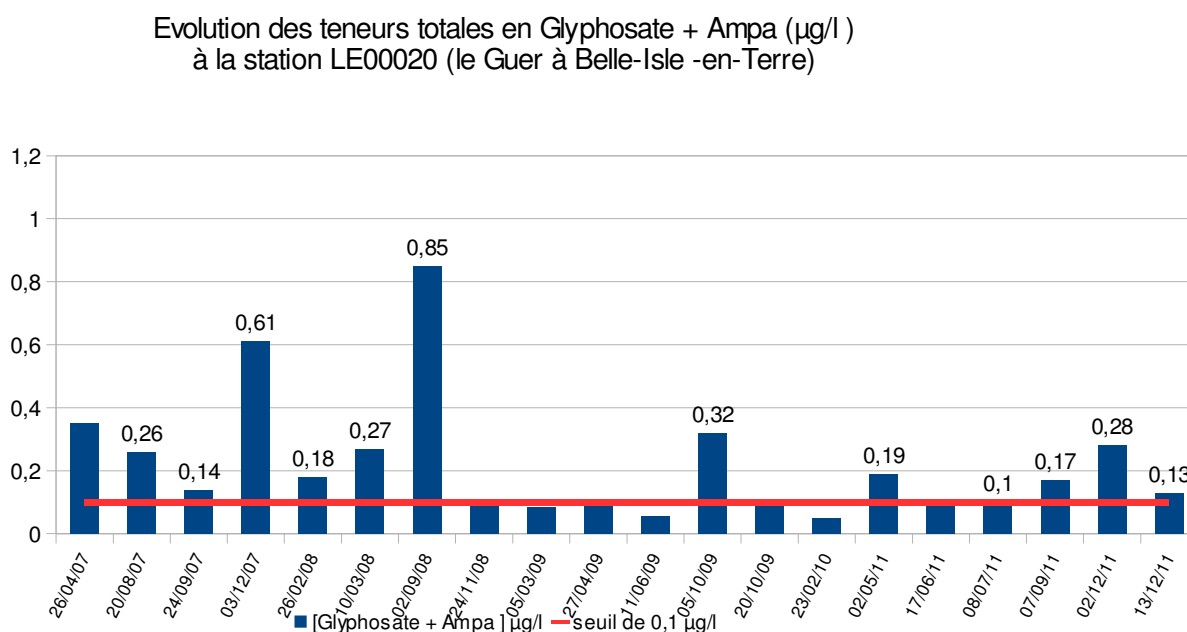
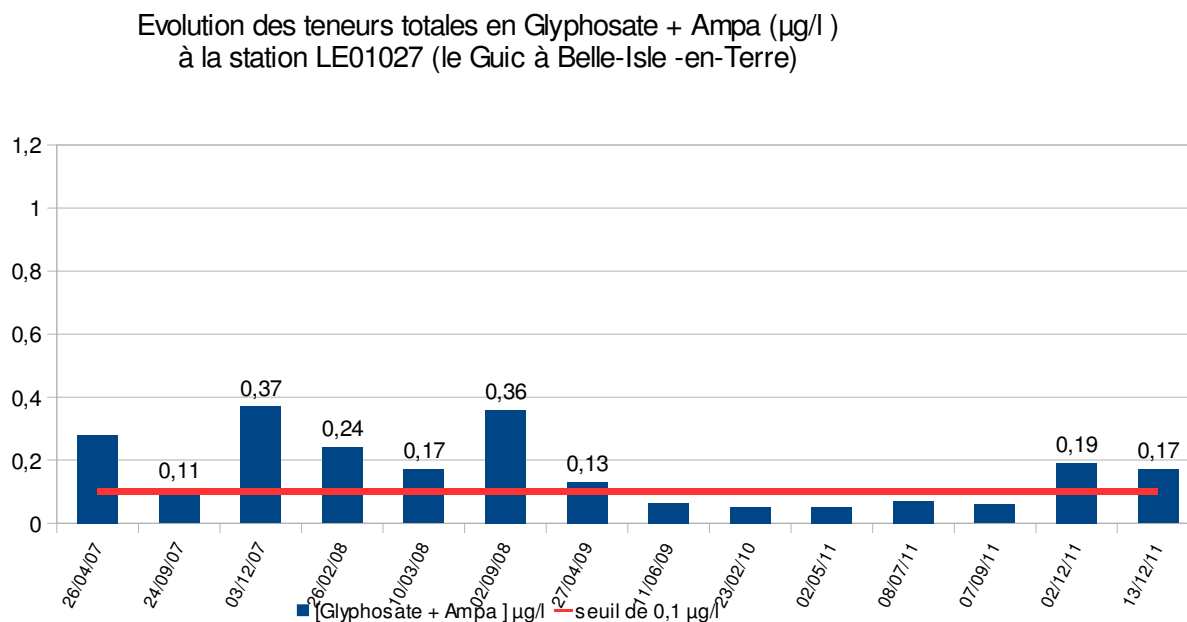


Figure 12: Teneurs en Glyphosate et Ampa sur les sous-bassins du Guic et du Guer (données CBVL).

II.2.3 Autres molécules

L'isoproturon, le glyphosate et l'AMPA font l'objet d'une attention particulière car ces pesticides s'inscrivent parmi les plus contaminants des eaux de surface. Cependant, bien d'autres molécules existent et sont utilisées tant par les agriculteurs que par les particuliers.

En 2011, 17 molécules autres que celles pré-citées ont été retrouvées dans les eaux de surface ; dont 2 avec des teneurs dépassant le seuil de 0,1 µg/l.

Tableau 5 : Liste des molécules en dépassement au seuil des 0,1µg/l en 2011 (données CBVL)

Code Agence	Nom	Date	Paramètre	Valeur	Unité de mesure
04173130	LE05051	02/05/11	Métolachlore	0,15	µg/l
04173130	LE05051	02/12/11	Prosulfocarbe	0,1	µg/l

*Le conseil Général des Côtes d'Armor nous a par ailleurs transmis des résultats d'analyses du 25 aout 2011, effectuées sur des prélèvements sur la station du Léguer à Pluzunet. Le laboratoire a détecté dans cet échantillon **0,255 µg/l de 2,4D**.*

II.2.4 Teneurs totales en pesticides

La figure 13 présente l'évolution des concentrations totales en pesticides par prélèvement pour chaque station suivie par le CBVL.

Le protocole de suivi des molécules de pesticides au sein du bassin versant du Léguer a évolué depuis les premiers suivis engagés en 1997. L'éventail des molécules recherchées s'est élargi progressivement :

- 97 à 98 : triazines, diuron, isoproturon
- 99 à 2000 : triazines, diuron, isoproturon, Glyphosate et AMPA
- 2000 à 2003 : triazines, diuron, isoproturon, Glyphosate et AMPA, atrazine
- 2003 à 2006 : triazines, diuron, isoproturon, Glyphosate et AMPA, atrazine, oxadiazon, dimethenamide, acétochlore, nicosulfuron, mésotrione,
- 2007 à 2010 : liste des 35 molécules listées dans le tableau 3.

Dans un souci de rigueur, la présentation des résultats en teneurs totales en pesticides, pour les stations suivies par le CBVL, fait appel aux données disponibles entre 2007 et 2011 et somment les concentrations des 35 molécules recherchées, exprimées en µg/l .

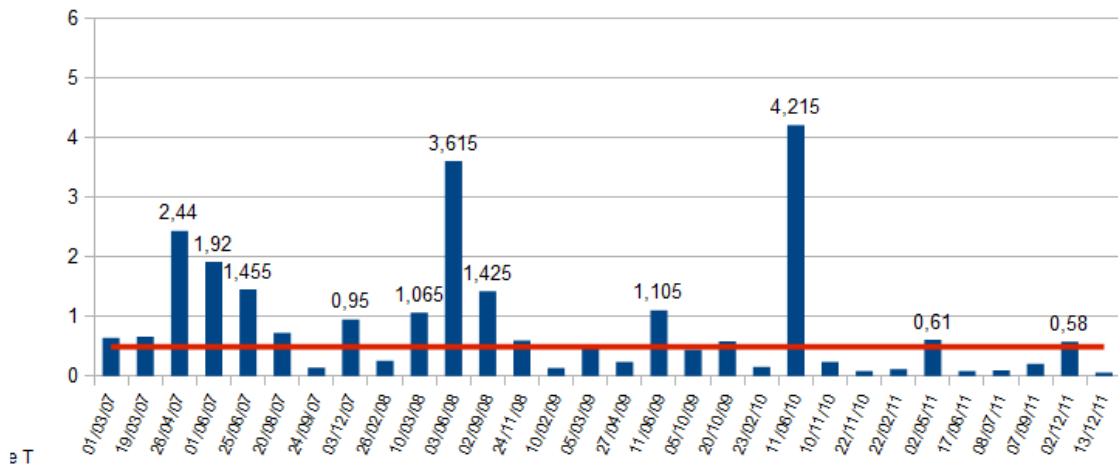
5 pics supérieurs à 0,5µg/l sont enregistrés aux prises d'eau :

- le 02/05/11 à Traou Long : 0,77µg/l
- le 13/12/11 à Traou Long : 0,56µg/l
- le 02/05/11 à Pradic-Glas : 0,755µg/l
- le 02/05/11 à Kergomar : 0,61µg/l
- le 02/12/11 à kergomar : 0,58µg/l

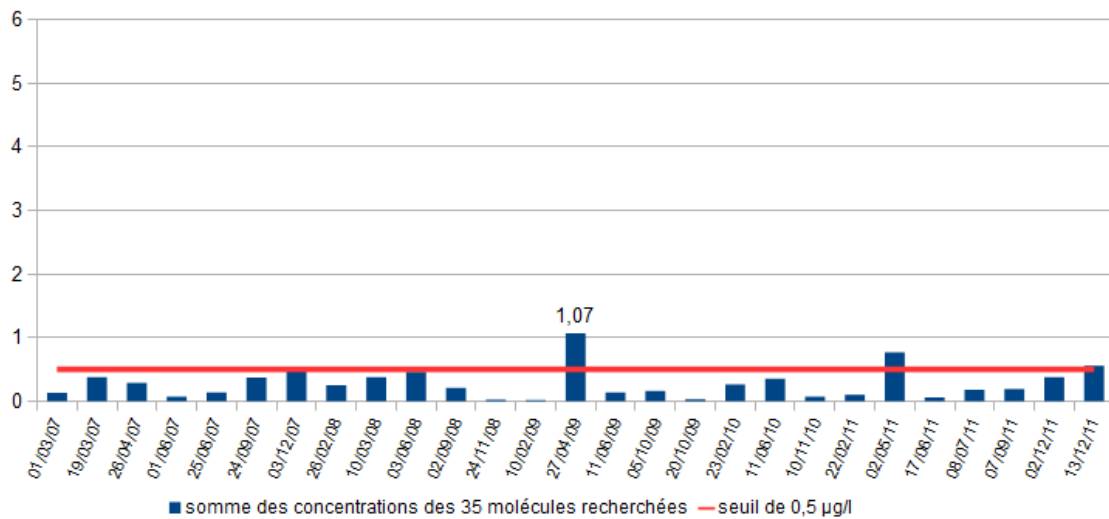
La figure 14 présente l'évolution de la concentration totale en molécules de pesticides à partir des données ARS. Ces graphes font appel à des données comprises entre 1997 et 2011.

En 2011, les campagnes de l'ARS ne font état d'aucun dépassement, contre 2 notés en 2010.

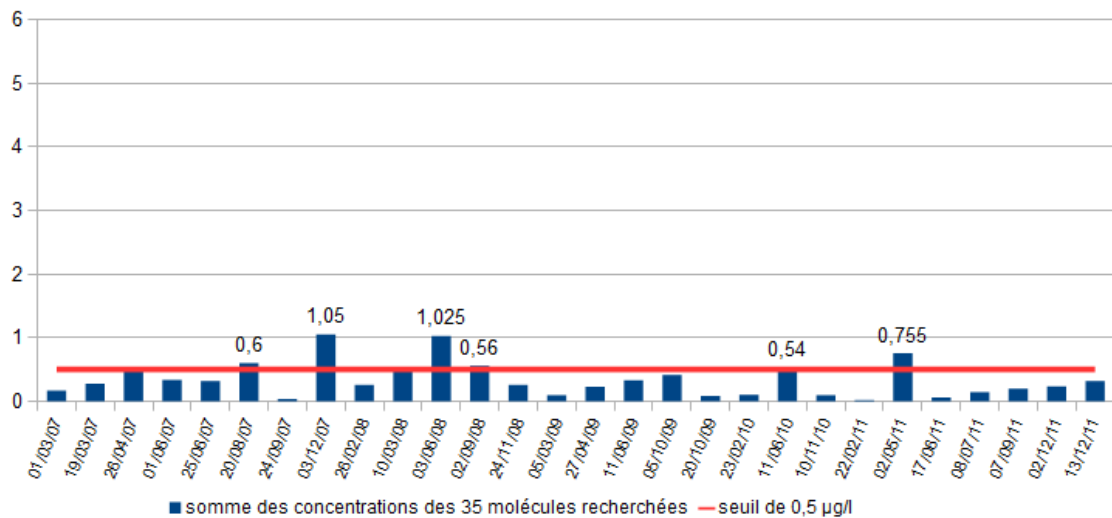
Evolution des teneurs totales en pesticides ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE05051 (Kergomar)



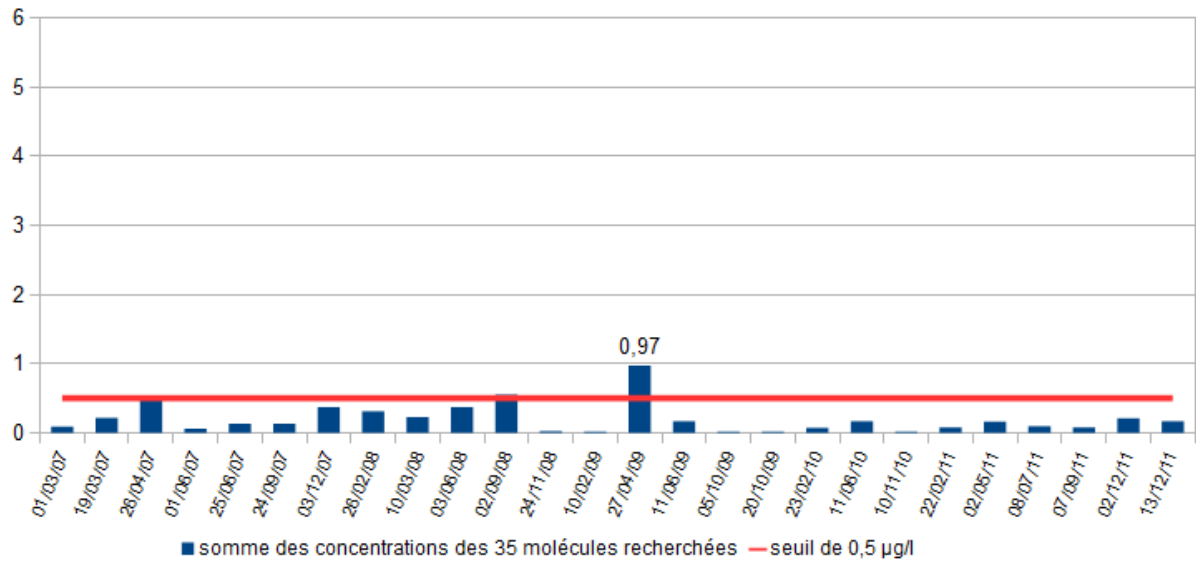
Evolution des teneurs totales en pesticides ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE00050 (Traou Long)



Evolution des teneurs totales en pesticides ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE00070 (Pradic-Glaz)



Evolution des teneurs totales en pesticides ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE01027 (GUIC à Belle-Isle-en-Terre)



Evolution des teneurs totales en pesticides ($\mu\text{g/l}$)
à la station LE00020 (le Guer à Belle-Isle -en-Terre)

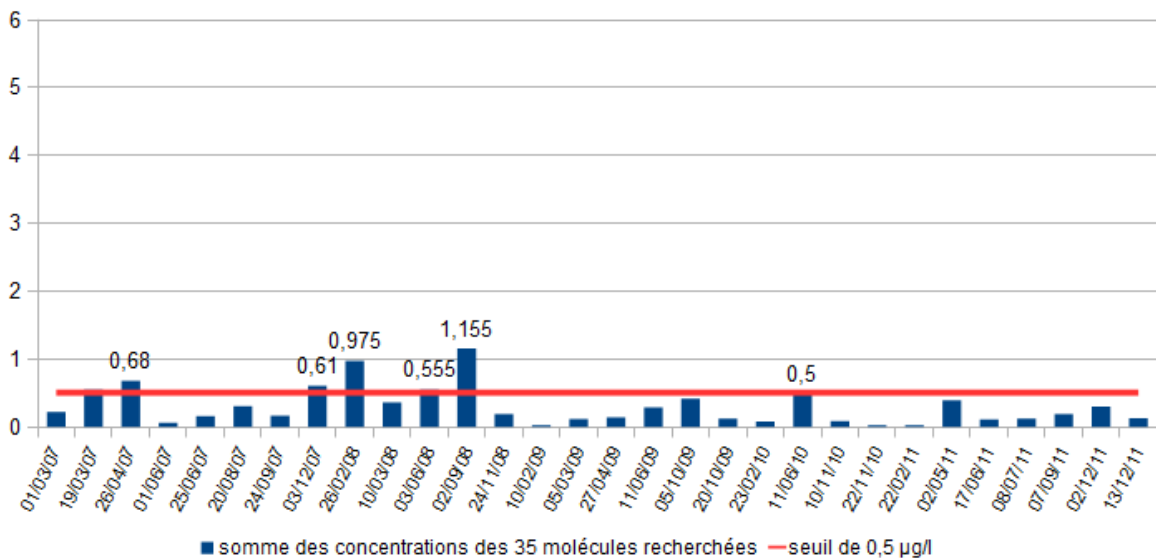
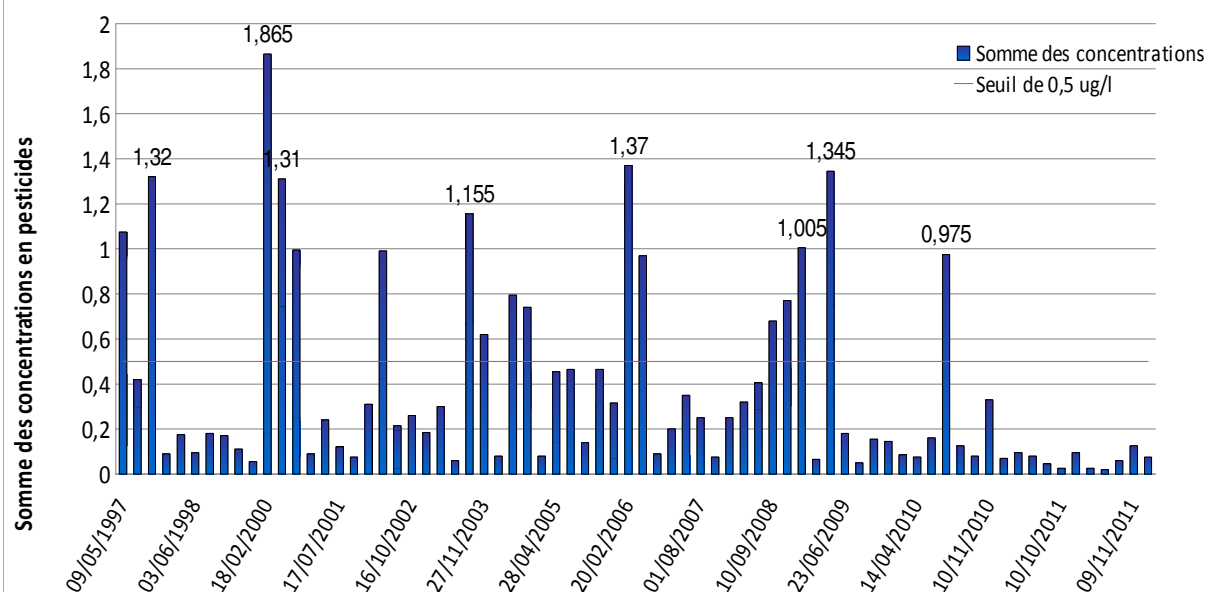
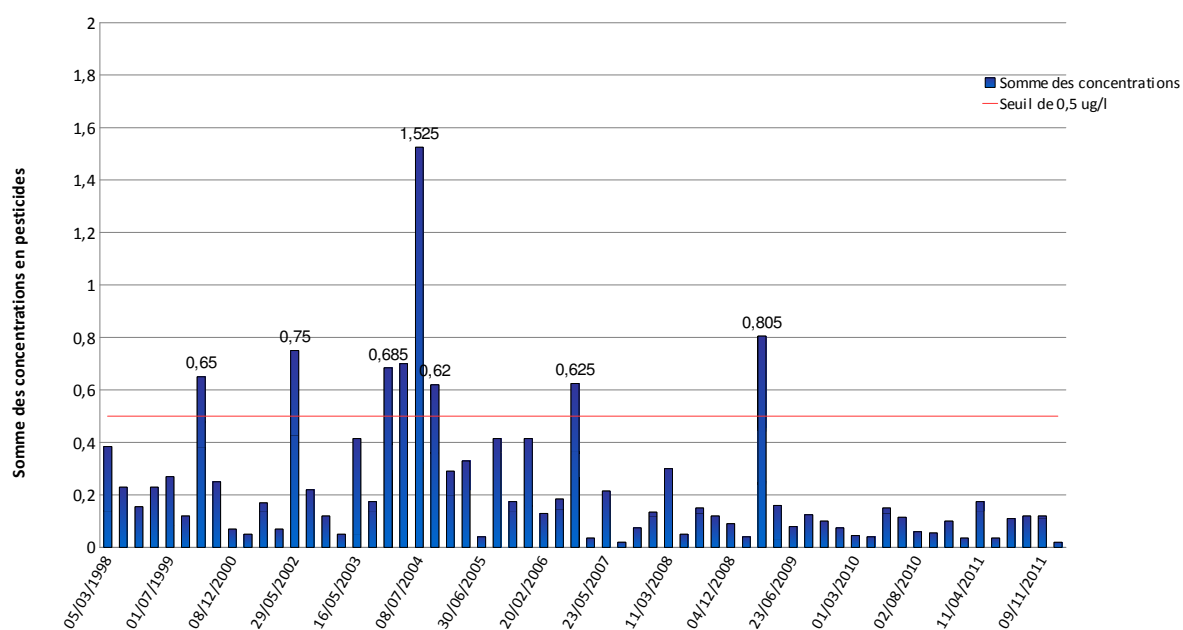


Figure 13: Évolution des teneurs totales des 35 molécules de pesticides recherchées (analyses en eau brute, données CBVL)

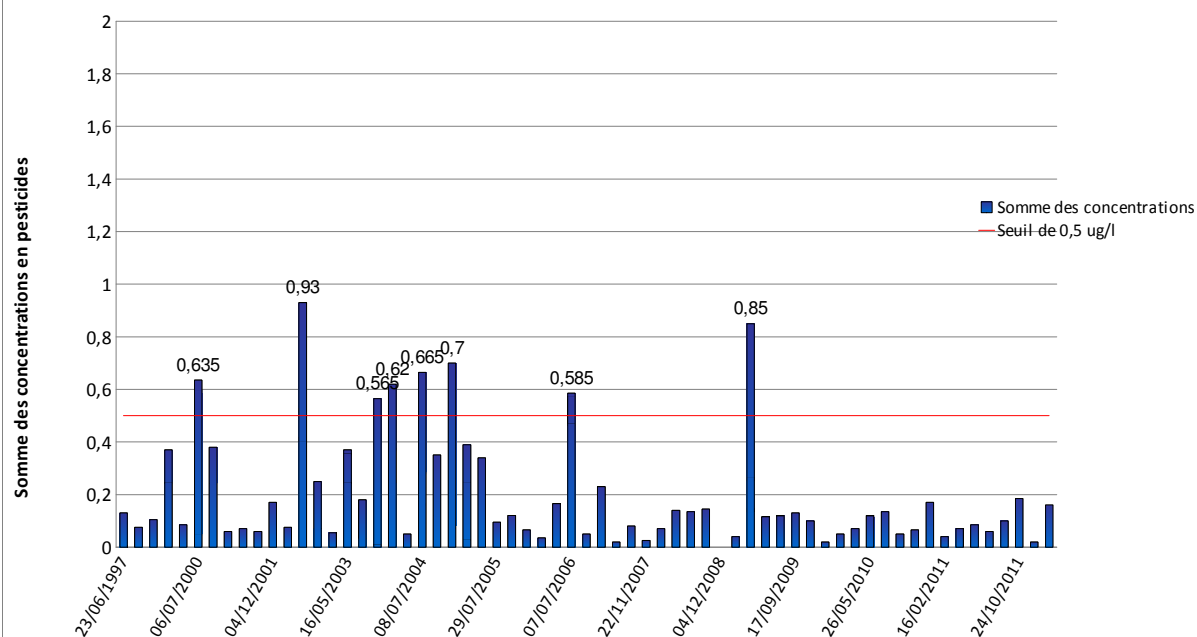
Evolution des concentrations totales en pesticides en $\mu\text{g/l}$ à la prise d'eau du Min Ran à Kergomar (Source ARS 22)



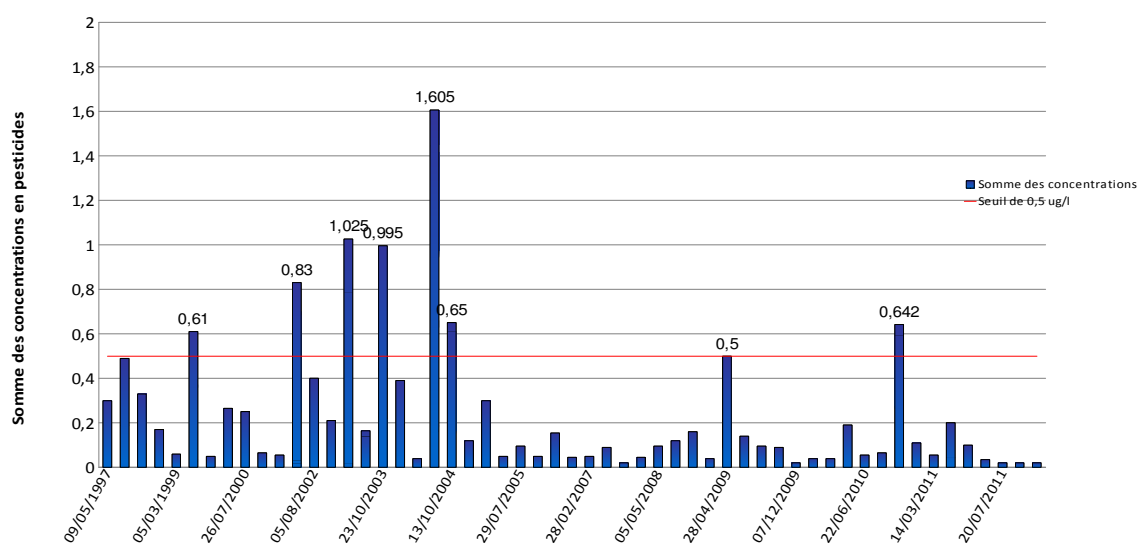
Evolution des concentrations totales en pesticides en $\mu\text{g/l}$ à la prise d'eau du Léguer à Pradic Glas (Source ARS 22)



Evolution des concentrations totales en pesticides en $\mu\text{g/l}$ à la prise d'eau du Léguer à Lestreuz (Source ARS 22)



Evolution des concentrations totales en pesticides en $\mu\text{g/l}$ à la prise d'eau du Léguer à Traou Long (Source ARS 22)



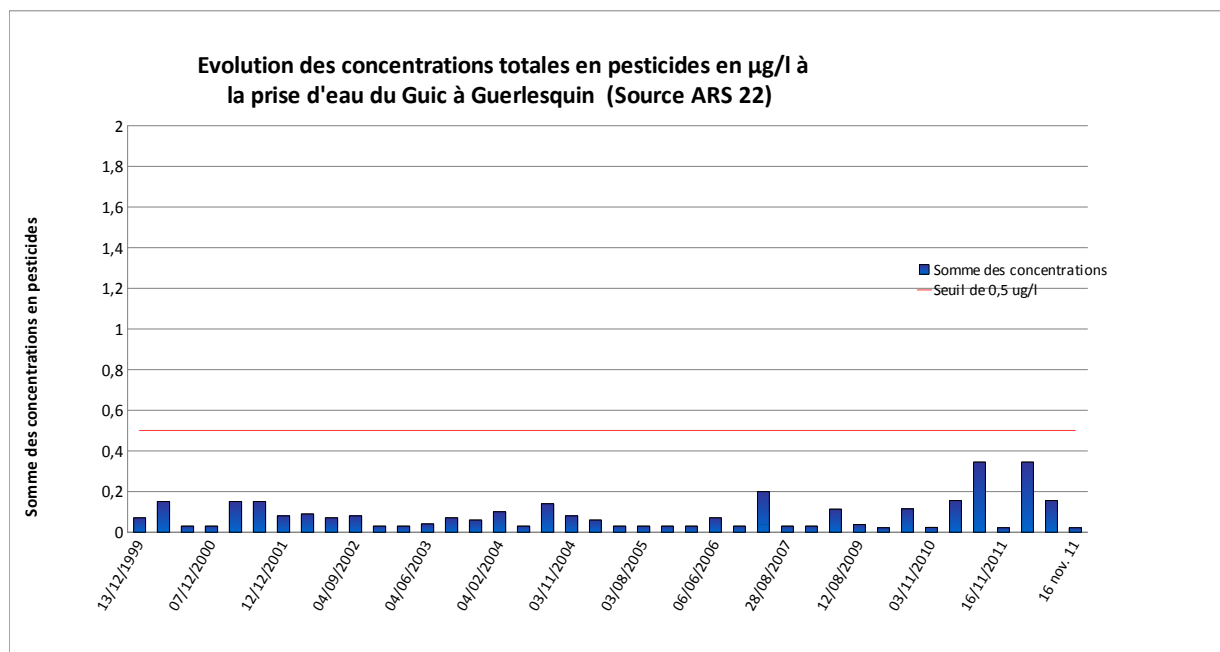


Figure 14 : Évolution des teneurs totales en pesticides recherchées (analyses en eau brute - données ARS)

II.3 Matières Organiques

Les récents textes ont introduit des changements dans la mesure des MO, l'indicateur retenu au niveau Européen³ est maintenant le Carbone Organique Total (COT) exprimé en mg/l. La limite de qualité retenue pour les eaux brutes avant traitement est de 10 mg/l, et la limite de « Bon état » fixée par la DCE est de 7 mg/l. . La figure 15 compile les mesures disponibles de COT (source l'ARS 22).

Depuis 2007, le percentile 90 du paramètre COT est toujours supérieur à la limite du bon état défini par la DCE.

Ce réseau ne fournit cependant que peu de données antérieures à 2007 et n'est pas représentatif des forts épisodes pluvieux. C'est pourquoi il est intéressant d'exploiter les mesures du réseau d'auto-contrôle du service des eaux de Lannion bien que l'indicateur retenu soit encore l'oxydabilité au permanganate en milieu acide à chaud.

3: Circulaire DCE N° 2005-12 du 28 juillet 2005

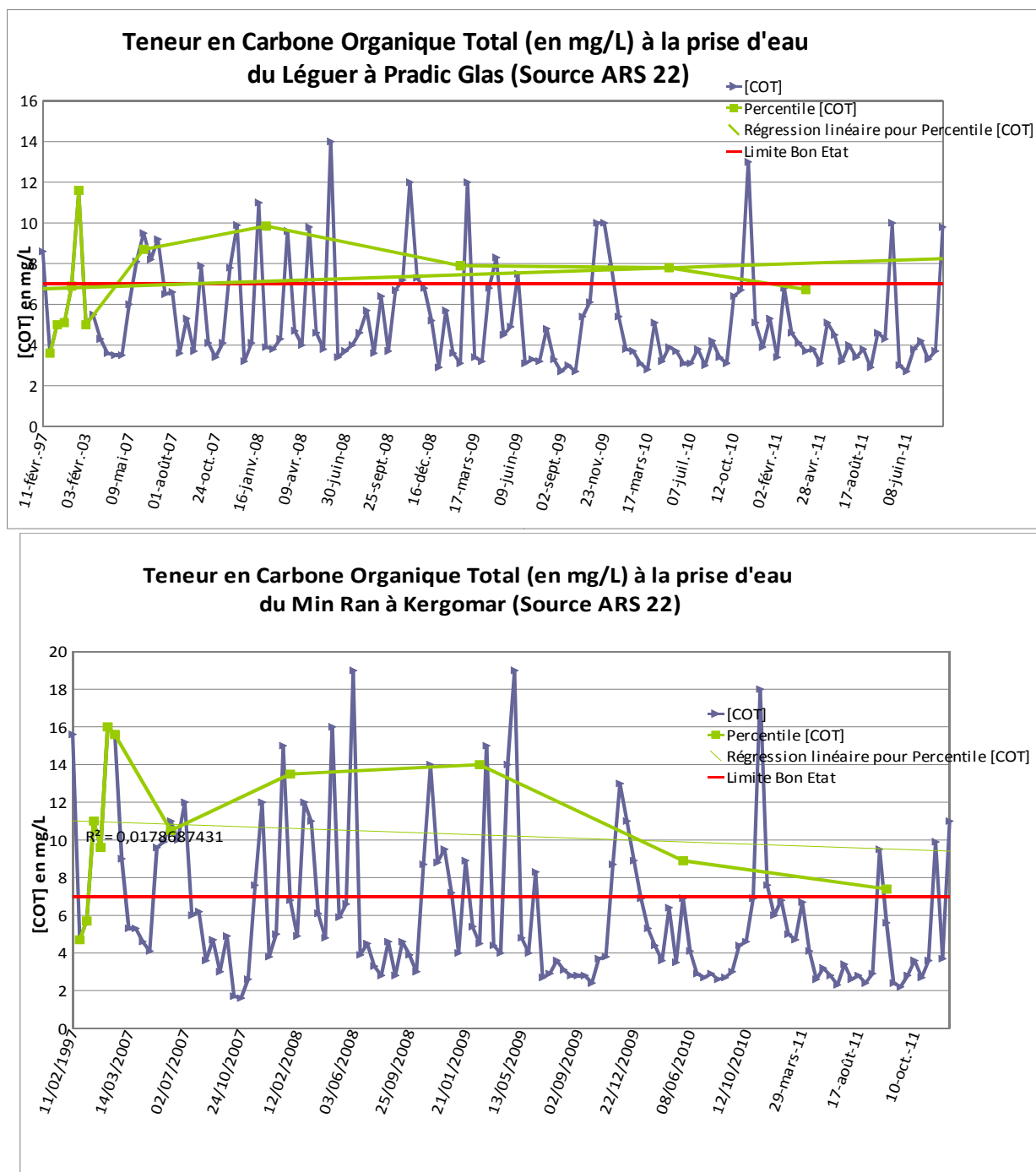


Figure 15 : Évolution des teneurs en matières organiques (COT) aux prises d'eau de Pradic-Glas et de Kergomar (données ARS 22)

Le suivi des teneurs en matières organiques est réalisé par les services de production d'eau potable de la ville de Lannion. Ce paramètre est encore quantifié par la méthode d'oxydabilité au permanganate de potassium en milieu acide à chaud, exprimée en mg O₂/l.. Le bilan 2011 présente néanmoins ces résultats car c'est une donnée disponible depuis 1979, ce qui permet d'apprécier l'évolution inter-annuelle.

L'analyse des données pour le paramètre matières organiques met en évidence une constante augmentation des teneurs sur le Léguer depuis 1979. cependant, à une échelle de temps plus courte, les valeurs tendent à diminuer depuis le maximum historique de 2007, de 12,1 mg O₂/l. **La moyenne annuelle de 2011 sur ce paramètre est de 10 mg O₂/l à Pradic Glas, donc contrairement à il y a quelques années, cette moyenne est passée très légèrement sous la norme.** Cependant, le maximum enregistré est égal à 28 mg O₂/l et la valeur limite pour les eaux brutes de 10 mg O₂/l (norme eau potable) est fréquemment dépassée depuis 2004.

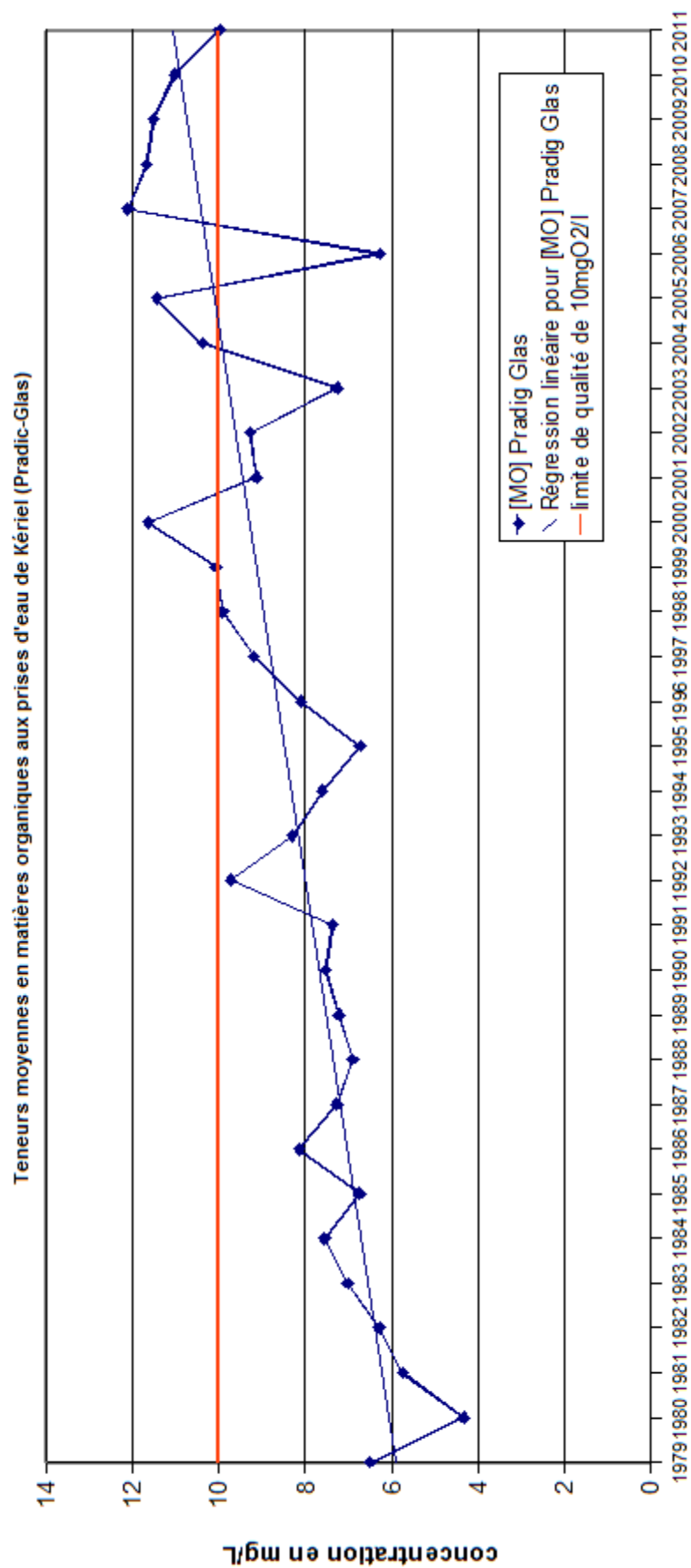


Figure 16 : Évolution des teneurs moyennes en matières organiques (oxydabilité au KMnO_4 en milieu acide à chaud) à la prise d'eau de Pradic-Glas (données auto-contrôle du service des eaux de Lannion.)

Ces mesures sont un bon indicateur de l'évolution inter-annuelle ; Cependant la valeur moyenne annuelle est à interpréter avec prudence car les analyses sont effectuées prioritairement en cas d'épisodes pluvieux jusqu'au retour à la normale, les moyennes annuelles sont donc probablement surestimées à cause du faible nombre d'analyses en période sèche.

La figure 16 introduit la notion de fréquence de dépassement par année pour ce paramètre. Entre 2005 et 2009, les fréquences de dépassement annuelles étaient toujours supérieures à 50%. La fréquence de dépassement 2011 est égale à 34%. Les résultats 2011 semblent confirmer une baisse observée depuis 2010.

Evolution des fréquences de dépassement en matières organiques
sur le Léguer (Pradic Glas) de 1979 à 2011

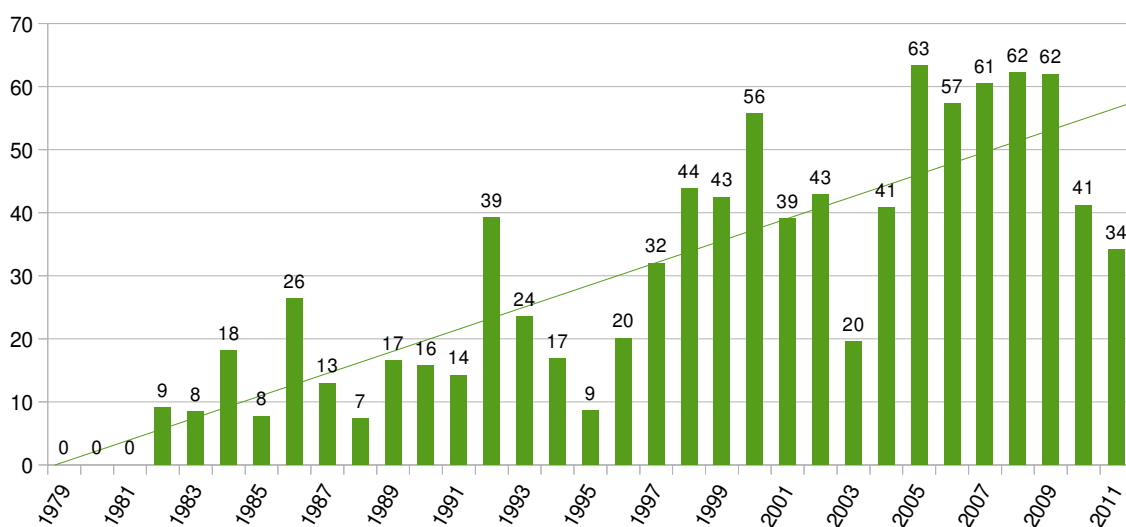


Figure 17 : Évolution des fréquences de dépassement en matières organiques (oxydabilité au KMNO4 en milieu acide à chaud) à la prise d'eau de Pradic-Glas (données auto-contrôle du service des eaux de Lannion.)

III. CONCLUSION

Au cours des 20 dernières années, la diminution des teneurs en nitrates et pesticides dans les eaux de surface sur le bassin versant du Léguer est encourageante.

L'année 2011 est satisfaisante sur le paramètre nitrates, les 5 captages suivis sont sujets à une baisse sensible, comprise entre -0,3 et -2,8 mg/l.

Le Min Ran reste un cours d'eau plus chargé que les autres avec une moyenne proche de 32 mg/l contre des valeurs comprises entre 23 et 24 sur autres captages aval (Pradic-Glaz, Lesreuz et Traou-Long) et légèrement en dessous de 10 mg/l très en amont à Guerlesquin. Les valeurs maximales s'élèvent à 39 mg/l à Kergomar au mois de mai.

Les pics de glyphosate et d'ampa cumulés, sont fréquents en 2011, entre 85 et 100% de détections sur les prises d'eau aval (Traou-Long, Kergomar et Pradic Glas) et les dépassements sont observés dans 85% des analyses sur Pradic Glas et Traou Long, et 30% sur Kergomar. Il n'y a pas d'amélioration sur ce point, bien au contraire si on regarde en plus la situation du Guic et du Guer à Belle Isle en Terre. Ils étaient peu concernés l'année dernière par ces molécules (1 détection en tout) alors qu'en 2011, les détections sont nombreuses (respectivement 70 et 85%) et dépassements aussi (30 et 70%) (données CBVL).

Le Conseil Général nous a par ailleurs fait part d'une analyse préoccupante sur le Léguer à Pluzunet en aout 2011 : 1,28 µg/l d'AMPA.

Les prises d'eau de Traou-Long, Kergomar et Pradic Glas sont également sujettes à des dépassements en teneur totale en pesticides, sur les 7 campagnes du CBVL, 2 dépassements sont enregistrés à Kergomar et Traou Long et 1 à Pradic Glas.

Le paramètre matières organiques n'a globalement cessé d'augmenter entre 1979 et 2007 à la prise d'eau de Pradic-Glas. Les teneurs en MO ont tendance à diminuer ces dernières années et la baisse est encore confirmée en 2011, où la moyenne annuelle est repassée en dessous de la norme eau potable (10 mg/l) Cependant, des années encourageantes avaient déjà été remarquées par le passé, mais ne renversaient pas la tendance à la hausse calculée sur le long terme ; Aussi cette amélioration devra d'être confirmée dans les années à venir. Bien que fortement corrélée à la topographie et à la pluviométrie, des facteurs de contrôle anthropiques de la teneur en matière organique existent. Les drainages de zones humides, arasements de haies et talus et entre autres certaines pratiques agricoles (retournement régulier des prairies) augmentent la teneur matière organique dissoute dans les rivières.

En comparaison à l'aval, les cours d'eau à l'amont du bassin versant ne présentent pas de problèmes majeur de qualité d'eau. Il paraît cependant essentiel aujourd'hui de conserver et améliorer la fonctionnalité de ces têtes de bassin, intimement liée à la qualité d'eau en aval, d'autant plus que de nombreuses études s'accordent sur le rôle essentiel des têtes de bassin dans la qualité de l'eau en aval. Pour exemple, 60% de la charge en nitrate trouvée dans les cours d'eau d'ordre supérieur à 3 proviendrait des cours d'eau de rang 1 (Alexander *et al.*, 2007*).

ANNEXE N°2 : QUALITE DES EAUX DU GUINDY

FICHE DE SYNTHÈSE - Nitrates

Territoire d'action GP5 : Guindy - Jaudy - Bizien

Cours d'eau : Guindy

Station de qualité : 04172570

Le Guindy

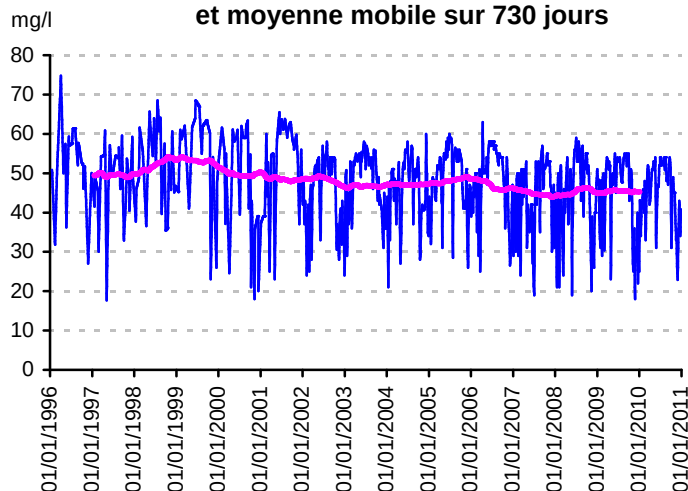
Superficie du territoire d'action : 521 km²

Superficie du bv du cours d'eau : 136 km²

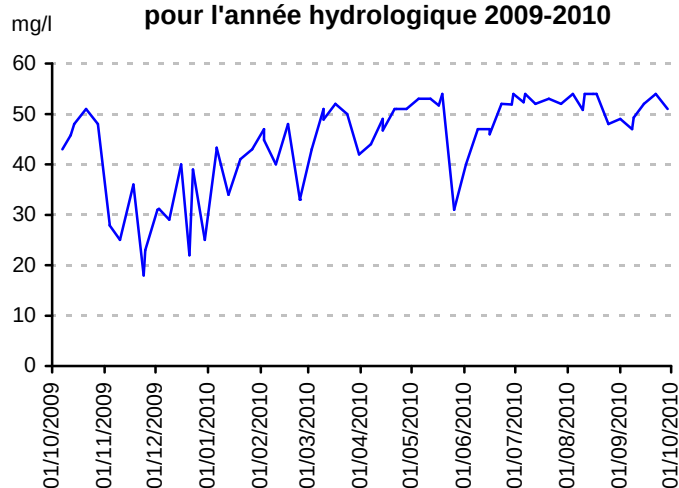
Superficie du bv de la station : 125 km²

Sources de données : DREAL Bretagne, AG-LB, Adduction-Trégor, Syndicat mixte Jaudy-Guindy-Bizien

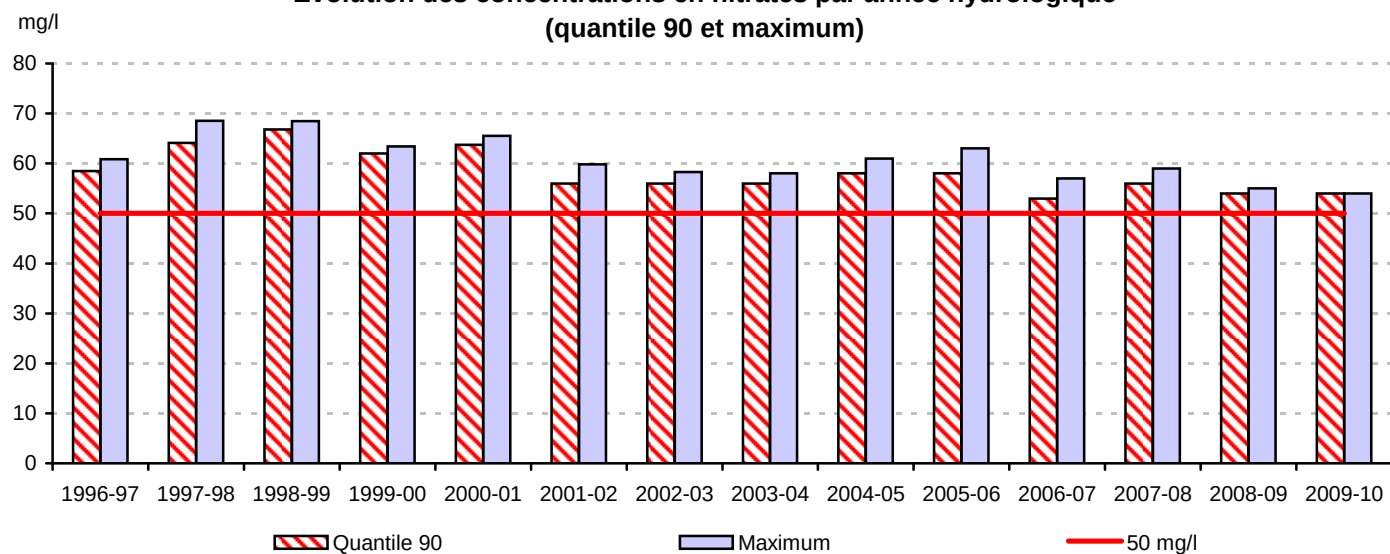
**Historique des concentrations en nitrates
et moyenne mobile sur 730 jours**



**Evolution des concentrations en nitrates
pour l'année hydrologique 2009-2010**



**Evolution des concentrations en nitrates par année hydrologique
(quantile 90 et maximum)**



Statistiques descriptives :

Années hydrologiques 1996-97 à 2009-10

Nombre de prélèvements	732
Moyenne (mg/l)	47
Médiane (mg/l)	49,8
Quantile 90 (mg/l)	57
Maximum (mg/l)	68,54
Fréquence dépassement 50 mg/l	46 %

Année hydrologique 2009-10

Nombre de prélèvements	70
Moyenne (mg/l)	44,3
Médiane (mg/l)	47,5
Quantile 90 (mg/l)	54
Maximum (mg/l)	54
Fréquence dépassement 50 mg/l	37 %

FICHE DE SYNTHÈSE - Nitrates

Territoire d'action GP5 : Guindy - Jaudy - Bizien

Cours d'eau : Guindy

Station de qualité : 04172570

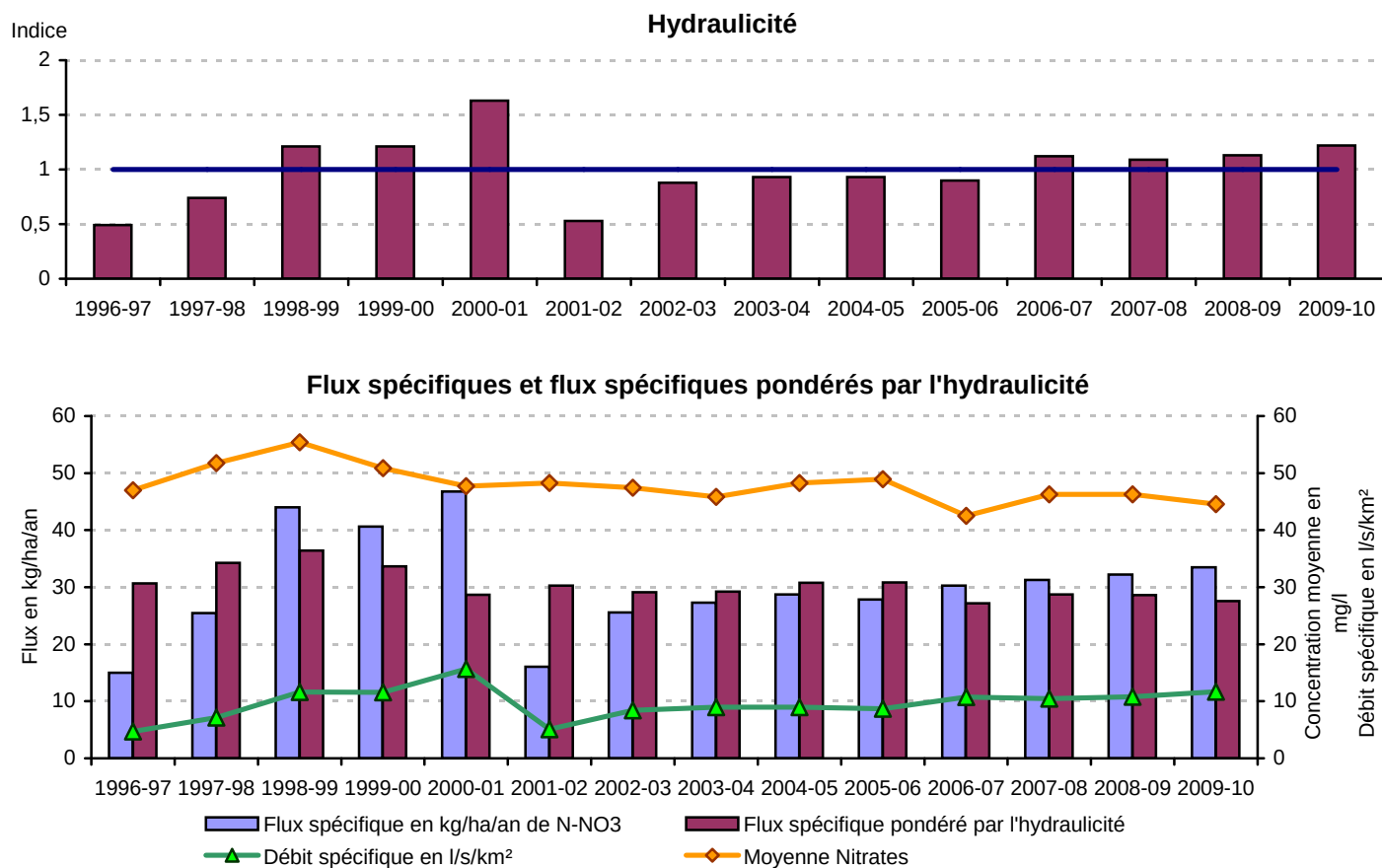
Le Guindy

Superficie du territoire d'action : 521 km²

Superficie du bv du cours d'eau : 136 km²

Superficie du bv de la station : 125 km²

Sources de données : DREAL Bretagne, AG-LB, Adduction-Trégor, Syndicat mixte Jaudy-Guindy-Bizien



Le territoire d'action Guindy - Jaudy - Bizien regroupe plusieurs cours d'eau côtiers dont deux principaux : le Jaudy et le Guindy. La superficie drainée à la station 04172570, située sur le Guindy, représente près de 25 % de la superficie totale de ce territoire.

L'évolution de la moyenne mobile calculée sur l'historique des concentrations en nitrates met en évidence deux améliorations de la situation du Guindy au cours de la période étudiée, la première entre 1999 et 2003 et la seconde en 2006 et 2007.

Cela résulte en partie d'une forte baisse des concentrations les plus élevées en 2001-2002 (baisse d'environ 7 mg/l) puis dans une moindre mesure en 2006-2007 (baisse d'environ 4 mg/l). Ensuite, le quantile 90 et le maximum annuel sont restés stables au cours des 4 dernières années hydrologiques avec des valeurs proches de 54 mg/l. Depuis 2000-2001, la moyenne annuelle est inférieure à 50 mg/l avec des valeurs comprises entre 42 et 49 mg/l. Elle est égale à 44,3 mg/l en 2009-2010.

Comme les années passées, les dépassements du seuil de 50 mg/l sont nombreux en 2009-2010 avec 37 % des mesures concernés.

Avec le retour d'une année hydrologique plus sèche, le flux spécifique annuel d'azote nitrique a fortement diminué en 2001-2002. Après il a augmenté progressivement et atteint la valeur élevée de 33 kg N-NO₃/ha/an en 2009-2010. Le flux spécifique annuel pondéré par l'hydraulicité évolue peu depuis 2000-2001, avec une valeur moyenne de 29 kg N-NO₃/ha/an. L'année hydrologique 2009-2010 s'inscrit dans cette tendance.

Malgré une forte diminution en 2001-2002 puis une nouvelle baisse en 2006-2007, les concentrations en nitrates les plus élevées restent supérieures à 50 mg/l et témoignent toujours d'une qualité mauvaise des eaux du Guindy pour ce paramètre. Toutefois, les valeurs de quantile 90 obtenues les dernières années hydrologiques se rapprochent de la classe de qualité voisine qui est plus favorable (qualité médiocre pour des quantiles 90 compris entre 25 et 50 mg/l). Du point de vue des concentrations en nitrates mesurées, la situation du Guindy est moins bonne que celle du Jaudy.

FICHE DE SYNTHÈSE - Pesticides

Territoire d'action GP5 : **Guindy - Jaudy - Bizien**

Station de qualité : **04172570**

Le Guindy

Cours d'eau : **Guindy**

Superficie du territoire d'action : 521 km²

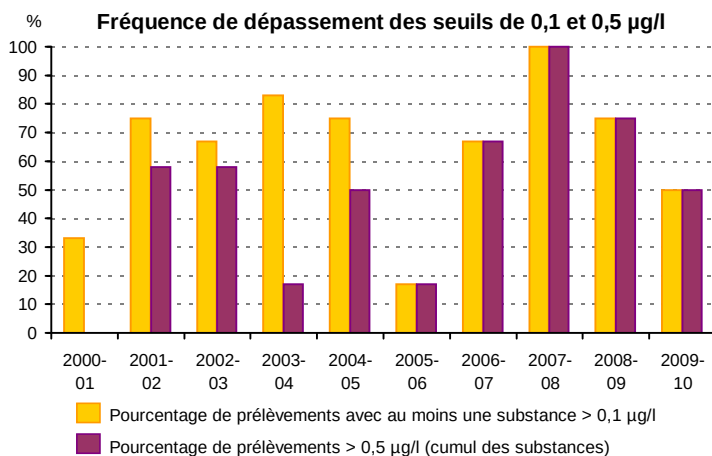
Superficie du bv du cours d'eau : 136 km²

Superficie du bv de la station : 125 km²

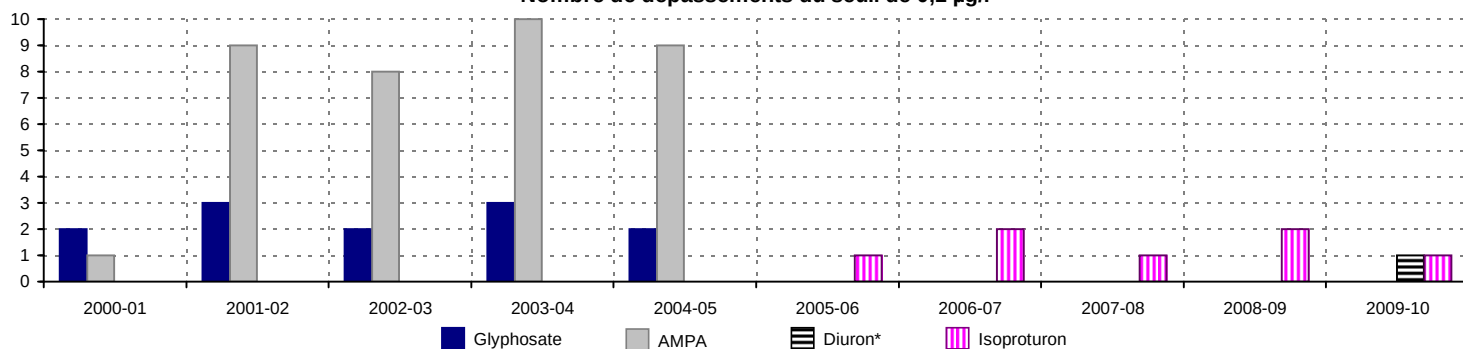
Sources de données : Syndicat intercommunal d'adduction d'eau du Trégor, Syndicat mixte des bassins versants du Jaudy-Guindy-Bizien et des ruisseaux côtiers

Synthèse interannuelle

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10
Nb total de substances recherchées	3	3	3	3	3	48	50	80	86	87
Nb total de substances quantifiées	2	2	2	2	2	15	25	9	27	33
Nb de prélèvements	9	12	12	12	12	6	3	1	4	2
Nb de plvts avec au moins une substance > 0,1 µg/l	3	9	8	10	9	1	2	1	3	1
Nb de plvts > 0,5 µg/l (cumul des substances)	0	7	7	2	6	1	2	1	3	1
Concentration cumulée maximale (µg/l)	0,38	0,95	1,85	1,12	2,03	1,25	2,36	1,16	1,99	5,77
Nb de substances cumulées	1	1	2	2	2	10	22	9	7	31



Nombre de dépassements du seuil de 0,1 µg/l



Substances de plus fortes concentrations d'oct. 2000 à sept. 2009

Substance	Recherches	Quantifications	Dépassements de 0,1 µg/l	Maximum (µg/l)
AMPA	60	38	37	1,89
Isoproturon	11	9	6	1,53
Glyphosate	60	13	12	0,5
Bentazone	11	8	2	0,495
Mécoprop	11	6	2	0,385
Diflufenicanil	11	6	2	0,245
Métolachlore*	11	4	2	0,235
Nicosulfuron	11	3	1	0,23
Triclopyr	11	5	1	0,16
Mésotrione	11	2	2	0,125

Substances de plus fortes concentrations en 2009-2010

Substance	Recherches	Quantifications	Dépassements de 0,1 µg/l	Maximum (µg/l)
Bentazone	2	2	1	1,3
Isoproturon	2	1	1	0,895
2,4-MCPA	2	2	1	0,525
Métolachlore*	2	1	1	0,515
Ethofumésate	2	1	1	0,42
Diuron*	2	2	1	0,215
Fluroxypyr	2	1	1	0,175
Acétochlore	2	1	1	0,165
Desméthylisoproturon	2	1	1	0,165
Mésotrione	2	1	1	0,16

• Si la diversité des substances recherchées est beaucoup plus importante au cours des 5 dernières années hydrologiques, la fréquence annuelle d'échantillonnage a considérablement baissé, ce qui constitue une limite importante à l'évaluation de la contamination par les pesticides et à l'analyse de l'évolution de la situation.

• Sur la période étudiée, les fréquences annuelles de dépassement des seuils fluctuent beaucoup. Cependant, près de 40 % des prélèvements réalisés depuis 2000-2001 dépassent les 0,5 µg/l en concentrations cumulées. En 2009-2010, seul 1 prélèvement est concerné sur les 2 réalisés, avec une concentration cumulée de valeur élevée : 5,77 µg/l en mai pour 31 substances cumulées.

De même, seul 1 prélèvement présente une substance quantifiée à plus de 0,1 µg/l en 2009-2010.

• 33 substances différentes ont été quantifiées au moins une fois en 2009-2010, avec un maximum de 31 pour un même prélèvement réalisé en mai.

• Glyphosate / AMPA (produit de dégradation du glyphosate) : Ces 2 substances ne sont plus recherchées depuis 2006-2007, alors que des dépassements réguliers du seuil de 0,1 µg/l étaient observés les années précédentes.

Entre 2000-2001 et 2005-2006, 20 % des concentrations en glyphosate dépassaient 0,1 µg/l, pour un maximum de 0,5 µg/l atteint en juillet 2003.

Pour l'AMPA, les dépassements ont été plus nombreux puisque 60 % des concentrations mesurées sont concernés sur la même période. La concentration maximale atteinte est de 1,89 µg/l en avril 2005.

• Diuron* / Isoproturon : Ces substances sont recherchées depuis 2005-2006 (1 à 4 fois par an).

Pour la première fois, le diuron* a été quantifié à plus de 0,1 µg/l en 2009-2010 avec une concentration de 0,22 µg/l mesurée en mai.

En revanche, pour l'isoproturon, 1 à 2 concentrations mesurées par an excèdent 0,1 µg/l. La concentration maximale pour l'année 2009-2010 est de 0,9 µg/l (mai) alors qu'elle atteint 1,53 µg/l (mars 2009) pour l'ensemble de la période étudiée.

• 12 autres substances ont été quantifiées à plus de 0,1 µg/l en 2009-2010 : 4 herbicides sélectifs du maïs (dont le métolachlore*, à une concentration de 0,52 µg/l en mai), 1 métabolite d'herbicide sélectif des céréales, 4 autres herbicides sélectifs (dont le bentazone, à une concentration maximale de 1,3 µg/l en mai), 2 herbicides de traitements généraux (dont le 2,4-MCPA, à une concentration maximale de 0,53 µg/l en mai) et 1 fongicide.

19 autres substances ont également été quantifiées en deçà de 0,1 µg/l : 2 métabolites de l'atrazine* (herbicide sélectif du maïs), 3 herbicides sélectifs des céréales et 1 métabolite associé, 7 autres herbicides sélectifs (dont le métribromuron*), 2 herbicides de traitements généraux et 4 fongicides.

• En raison de la grande diversité de substances quantifiées ainsi que des dépassements de seuils fréquents, la contamination du bassin versant du Guindy par les pesticides apparaît comme étant importante.

**ANNEXE N°3 : LOCALISATION DES SONDAGES ET
APTITUDE DU SOL – SPANC Syndicat des Eaux du Jaudy**

Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - *Le Sol* : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - *L'Eau* : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - *La Roche* : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - *La Pente* : Pente du terrain naturel en surface,
 - *La Surface* : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.

- Description du code couleur

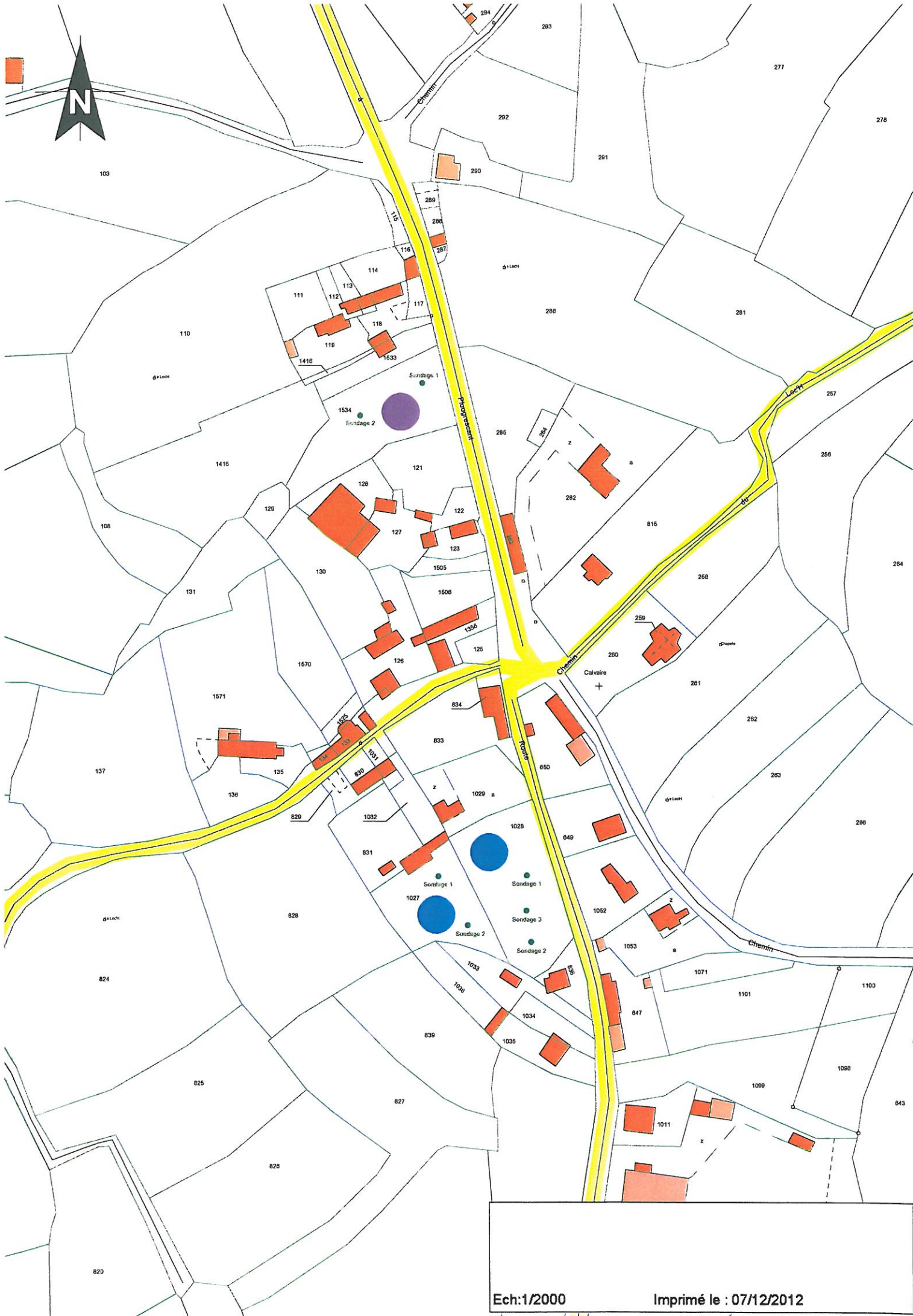
Code Couleur	Résultats	Contraintes
	Correcte	- Mise en place d'une filière utilisant le sol en place comme milieu épurateur. <i>Exemple : - Epandage souterrain à faible profondeur en terrain plat ou en pente.</i> <i>- Lit d'épandage</i>
	Moyenne	- Mise en place d'une filière utilisant un sol reconstitué comme milieu épurateur. <i>Exemple : - Filtre à sable vertical drainé.</i> <i>- Filtre compact.</i> <i>- Micro-station.</i>
	Nulle	- Pas de possibilité de mettre en place un assainissement non collectif.

- Résultats :

Parcelle	Code Couleur	Résultats
B - 499		Correcte
B - 139		Correcte
B - 148		Moyenne
D - 1534		Moyenne
C - 1028		Correcte
C - 1027		Correcte

- Dans tous les cas le dispositif de traitement devra respecter les observations présentes sur le document d'aptitude du sol à l'assainissement individuel relatif à chaque parcelle





Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **C 1 028**Adresse projet : **Le Loc**Superficie parcelle (m²) : **2 304 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 3 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2	Sondage 3
- 00 - 50 cm : Terre végétale. Texture limono-argileuse. Sec et grumeleux. Marron foncé. - 50 - 80 cm : Texture limono-argileuse. Humide. Compact. Beige. - 80 - 120 cm : Texture argilo-limoneuse. Humide. Compact. Bariolé marron et beige. Faibles traces d'hydromorphie.	- 00 - 50 cm : Terre végétale. Texture limono-argileuse. Sec et grumeleux. Marron foncé. - 50 - 70 cm : Texture limono-argileuse. Frais et grumeleux. Marron. - 70 - 85 cm : Texture argilo-sableuse. Pâteux. Ocre. - 85 - 110 cm : Texture sableuse. Ocre. Sec et grumeleux. Ocre. - > 110 cm : Blocage tarière sur sol caillouteux.	- 00 - 40 cm : Terre végétale. Texture limono-argileuse. Sec et grumeleux. Marron. - 40 - 60 cm : Texture limono-sableuse. Sec et grumeleux. Ocre. - 60 - 70 cm : Altération de la roche mère. - > 70 cm : Blocage tarière sur sol caillouteux.

- Perméabilité : **Bonne.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - *Le Sol* : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - *L'Eau* : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - *La Roche* : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - *La Pente* : Pente du terrain naturel en surface,
 - *La Surface* : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.

- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Sondage 3	Résultats
Sol	Pas apte	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Absence	Faible présence	Forte présence	Présence
Pente	Faible	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante	Suffisante

- Assainissement préconisé : **Epandage souterrain à faible profondeur en terrain plat**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Linéaire minimum cumulé d'épandage
4	3 m³	45 mètres linéaires en sur-largeur
5	3 m³	60 mètres linéaires en sur-largeur
6	4 m³	80 mètres linéaires en sur-largeur
+ 1	+ 1 m³	+ 16 mètres linéaires en sur-largeur

SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.jaudy@orange.fr



Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **D 1 534**Adresse projet : **Le Loc**Superficie parcelle (m²) : **2 110 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 2 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2
- 00 - 20 cm : Terre végétale. Texture limono-argileuse. Humide et pâteux. Marron. - 20 - 50 cm : Texture argilo-limoneuse. Humide et compact. Marron. - 50 - 80 cm : Texture argileuse. Humide et compact. Bariolé marron et beige. Traces d'hydromorphie moyennes. - 80 - 120 cm : Texture argileuse. Humide et compact. Bariolé marron et beige. Fortes traces d'hydromorphie.	- 00 - 30 cm : Terre végétale. Texture limono-argileuse. Frais et compact. Faibles traces d'hydromorphie. Marron. - 30 - 70 cm : Texture argileuse. Pâteux. Compact. Bariolé ocre et beige. Traces d'hydromorphie moyennes. - 70 - 110 cm : Texture argileuse. Compact. Bariolé ocre et beige. Quelques concrétions ferriques. Fortes traces d'hydromorphie.

- Perméabilité : **Médiocre.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - *Le Sol* : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - *L'Eau* : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - *La Roche* : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - *La Pente* : Pente du terrain naturel en surface,
 - *La Surface* : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.
- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Résultats
Sol	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Faible présence	Faible présence	Faible présence
Pente	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante

- Assainissement préconisé : **Filtre à sable vertical drainé et non imperméabilisé**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Dimensions en mètres	Surface en m ²
4	3 m³	5 m x 4 m	20 m²
5	3 m³	5 m x 5 m	25 m²
6	4 m³	5 m x 6 m	30 m²
7	5 m³	5 m x 7 m	35 m²

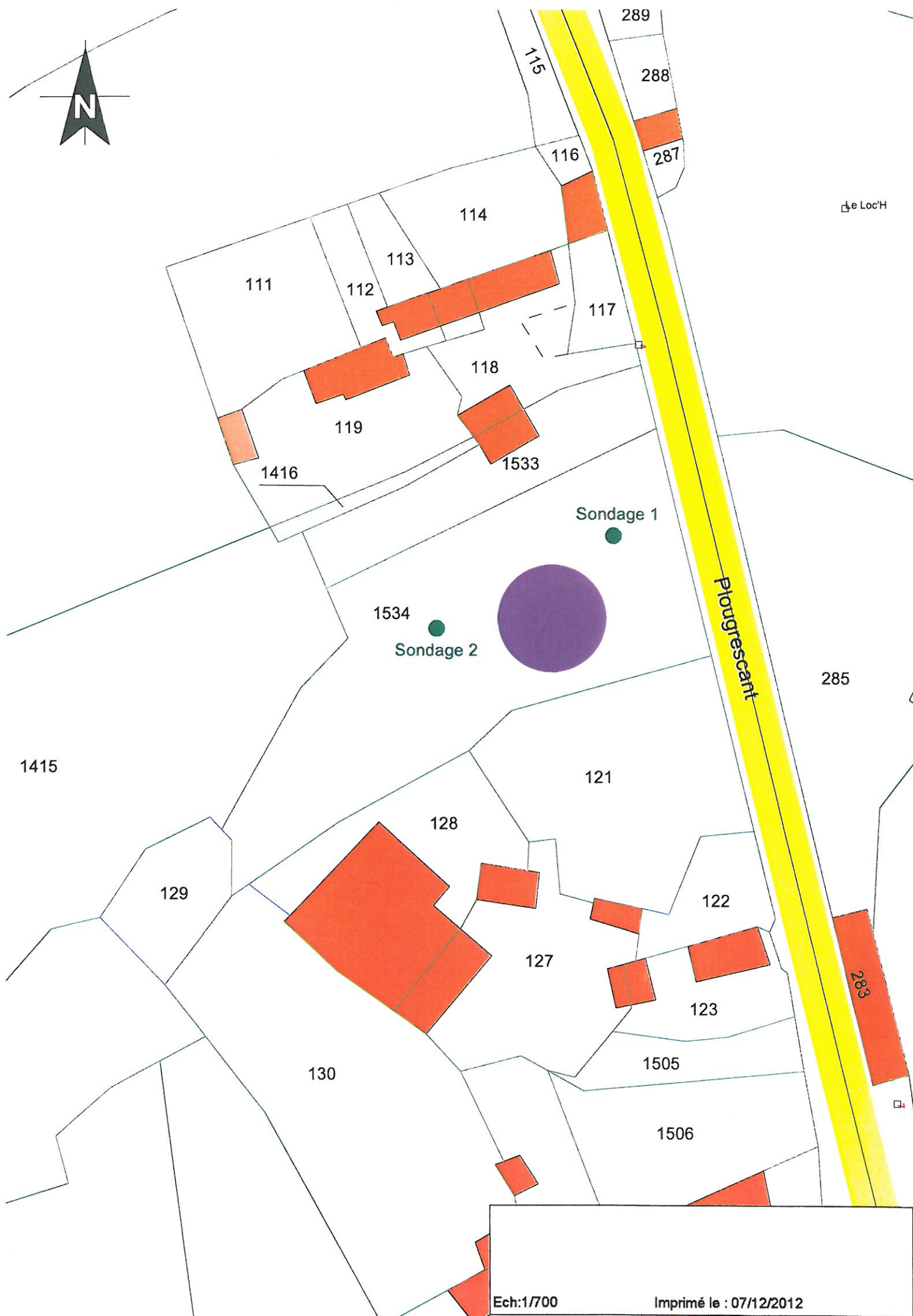
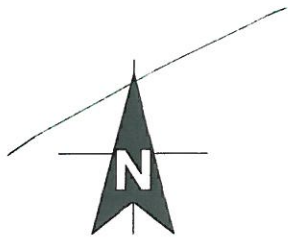
Observations :

- La dimension minimale est de 20 m² (5m de largeur de répartition et 4 m de longueur, on ajoute 5 m² par pièce principale supplémentaire).
- Une autorisation de rejet signée par le propriétaire du fossé sera à fournir au SPANC lors de la demande pour la mise en place d'un assainissement non collectif.

SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.iaudv@orange.fr



Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **B 148**Adresse projet : **Saint - Idunet**Superficie parcelle (m²) : **1 860 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 2 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2
- 00 - 30 cm : Terre végétale. Texture limoneuse. Frais. Humide et pâteux. Traces d'hydromorphie moyennes. Marron. - 30 - 70 cm : Texture argilo-sableuse. Compact. Humide et pâteux. Grumeleux. Gris. - 70 - 120 cm : Texture sableuse à sablo-argileuse. Compact. Grumeleux. Très humide et pâteux. Gris / ocre.	- 00 - 40 cm : Terre végétale. Texture limoneuse. Frais. Humide et pâteux. Traces d'hydromorphie moyennes. Marron. - 40 - 70 cm : Texture argilo-sableuse. Compact. Très humide et pâteux. Grumeleux. Gris. - 70 - 120 cm : Texture sableuse à sablo-argileuse. Très compact. Grumeleux. Très humide et pâteux. Gris.

- Perméabilité : **Moyenne à médiocre.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - *Le Sol* : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - *L'Eau* : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - *La Roche* : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - *La Pente* : Pente du terrain naturel en surface,
 - *La Surface* : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.

- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Résultats
Sol	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Faible présence	Faible présence	Faible présence
Pente	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante

- Assainissement préconisé : **Filtre à sable vertical drainé et imperméabilisé sur les cotés**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Dimensions en mètres	Surface en m ²
4	3 m³	5 m x 4 m	20 m²
5	3 m³	5 m x 5 m	25 m²
6	4 m³	5 m x 6 m	30 m²
7	5 m³	5 m x 7 m	35 m²

Observations :

- La dimension minimale est de 20 m² (5m de largeur de répartition et 4 m de longueur, on ajoute 5 m² par pièce principale supplémentaire).
- Une autorisation de rejet signée par le propriétaire du fossé sera à fournir au SPANC lors de la demande pour la mise en place d'un assainissement non collectif.

SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.jaudy@orange.fr

6



142

139
a

Saint-Idunet

155

143

144

148

Sondage 1

149



Sondage 2

145

146

147

Chapell

Vicinal

493

492

491

z

150

490

a

489

151

Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **B 139**Adresse projet : **Saint - Idunet**Superficie parcelle (m²) : **6 880 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 2 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2
- 00 - 50 cm : Terre végétale. Texture limoneuse à limono-sableuse. Sec et grumeleux. Marron. - 50 - 70 cm : Texture argilo-sablo-limoneuse à argilo-sableuse. Humide et pâteux. Grumeleux. Bariolé beige et marron. - 70 - 120 cm : Texture argilo-sableuse à sablo-argileuse. Humide et pâteux. Grumeleux. Bariolé marron et ocre.	- 00 - 40 cm : Terre végétale. Texture argilo-limono-sableuse à argilo-sableuse. Sec et grumeleux. Fortes traces d'hydromorphie. Marron. - 40 - 60 cm : Texture argilo-sableuse. Frais et pâteux. Grumeleux. Bariolé beige et marron. Compact. - 60 - 120 cm : Texture argileuse. Très compact. Frais. Bariolé marron, gris et ocre.

- Perméabilité : **Moyenne à médiocre.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - Le Sol : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - L'Eau : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - La Roche : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - La Pente : Pente du terrain naturel en surface,
 - La Surface : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.
- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Résultats
Sol	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Faible présence	Faible présence	Faible présence
Pente	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante

- Assainissement préconisé : **Epandage souterrain à faible profondeur en terrain plat**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Linéaire minimum cumulé d'épandage
4	3 m³	45 mètres linéaires en sur-largeur
5	3 m³	60 mètres linéaires en sur-largeur
6	4 m³	80 mètres linéaires en sur-largeur
+ 1	+ 1 m³	+ 16 mètres linéaires en sur-largeur

Observations :

- Les tranchées d'épandage seront réalisées en surlargeur (70 cm) et leur profondeur sera au maximum de 60 cm par rapport au niveau actuel du terrain.

SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.jaudy@orange.fr



Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **B 499**Adresse projet : **Saint - Idunet**Superficie parcelle (m²) : **5 410 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 2 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2
- 00 - 20 cm : Terre végétale. Texture limoneuse. Sec et grumeleux. Marron. - 20 - 50 cm : Texture limoneuse à limono-sableuse. Sec et grumeleux. Marron. - 50 - 70 cm : Texture limono-argileuse. Frais. Bariolé marron et beige. - 70 - 90 cm : Texture limono-argileuse. Humide et pâteux. Bariolé marron et beige. - 90 - 120 cm : Texture sablo-limoneuse. Ocre. Sec et grumeleux.	- 00 - 30 cm : Terre végétale. Texture limoneuse. Sec et grumeleux. Marron. - 30 - 70 cm : Texture limoneuse à limono-sableuse. Sec et grumeleux. Marron. - 70 - 90 cm : Texture limono-argileuse. Frais. Bariolé marron et beige. - 90 - 100 cm : Texture argilo-limoneuse. Pâteux. Compact. Bariolé beige et marron. - > 100 cm : Blocage tarière sur sol caillouteux.

- Perméabilité : **Bonne.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - Le Sol : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - L'Eau : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - La Roche : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - La Pente : Pente du terrain naturel en surface,
 - La Surface : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.

- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Résultats
Sol	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Faible présence	Faible présence	Faible présence
Pente	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante

- Assainissement préconisé : **Epandage souterrain à faible profondeur en terrain plat**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Linéaire minimum cumulé d'épandage
4	3 m³	45 mètres linéaires en sur-largeur
5	3 m³	60 mètres linéaires en sur-largeur
6	4 m³	80 mètres linéaires en sur-largeur
+ 1	+ 1 m³	+ 16 mètres linéaires en sur-largeur

Observations :

- Les tranchées d'épandage seront réalisées en surlargeur (70 cm) et leur profondeur sera au maximum de 60 cm par rapport au niveau actuel du terrain.

SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.jaudy@orange.fr



Aptitude du sol à l'assainissement individuel

Pour tout projet de construction d'habitation, une demande de mise en place pour un assainissement non collectif devra être déposée en mairie de la commune concernée par le projet afin que le SPANC puisse instruire la demande. En cas de dépôt de permis de construire, l'avis du SPANC devra être obligatoirement joint au dossier de permis de construire (voir coordonnées du SPANC en bas de page).

Commune : **PLUZUNET**Référence cadastrale : **C 1 027**Adresse projet : **Le Loc**Superficie parcelle (m²) : **1516 m²**

- Examen du site (tarière) : **Réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy - Mr OLLIVIER Gaëtan**
- 2 sondages ont été réalisés sur la parcelle :

Sondage 1	Sondage 2
- 00 - 30 cm : Terre végétale. Texture limoneuse. Sec et grumeleux. Marron foncé. - 30 - 80 cm : Texture limono-sableuse. Sec et grumeleux. Ocre. - 80 - 100 cm : Texture sableuse. Sec et grumeleux. Ocre. - > 100 cm : Blocage tarière sur sol caillouteux.	- 00 - 50 cm : Terre végétale. Texture limono-sableuse. Sec et grumeleux. Marron foncé. - 50 - 60 cm : Texture sablo-limoneuse. Sec et grumeleux. Ocre. - 60 - 90 cm : Texture sableuse. Sec et grumeleux. Ocre. - > 90 cm : Blocage tarière sur sol caillouteux.

- Perméabilité : **Bonne.**

Critères intervenants dans l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif :

- Description des cinq critères :
 - *Le Sol* : Son profil pédologique et sa perméabilité globale, fonction de la texture et de la structure du sol,
 - *L'Eau* : Profondeur d'apparition de la nappe pérenne, temporaire ou fugace, risques d'inondations,
 - *La Roche* : Profondeur de la roche altérée ou non,
 - *La Pente* : Pente du terrain naturel en surface,
 - *La Surface* : Surface disponible pour la mise en place du dispositif.
- Résultats :

	Sondage 1	Sondage 2	Résultats
Sol	Apte	Apte	Apte
Eau	Pas de présence	Pas de présence	Pas de présence
Roche	Faible présence	Faible présence	Faible présence
Pente	Faible	Faible	Faible
Surface	Suffisante	Suffisante	Suffisante

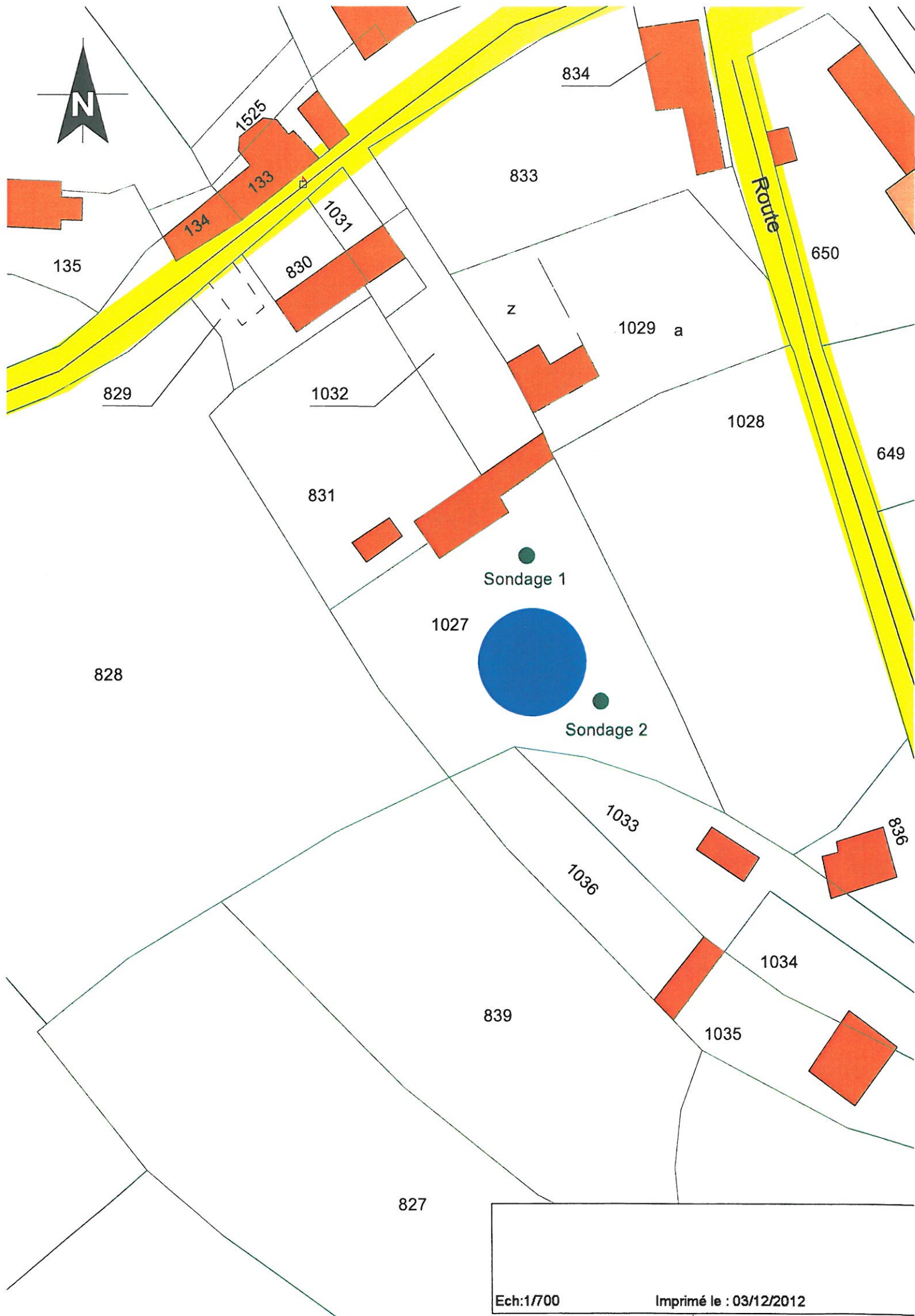
- Assainissement préconisé : **Epandage souterrain à faible profondeur en terrain plat**
- Dimensionnement :

Nombre de pièces principales	Fosse toutes eaux	Linéaire minimum cumulé d'épandage
4	3 m³	45 mètres linéaires en sur-largeur
5	3 m³	60 mètres linéaires en sur-largeur
6	4 m³	80 mètres linéaires en sur-largeur
+ 1	+ 1 m³	+ 16 mètres linéaires en sur-largeur

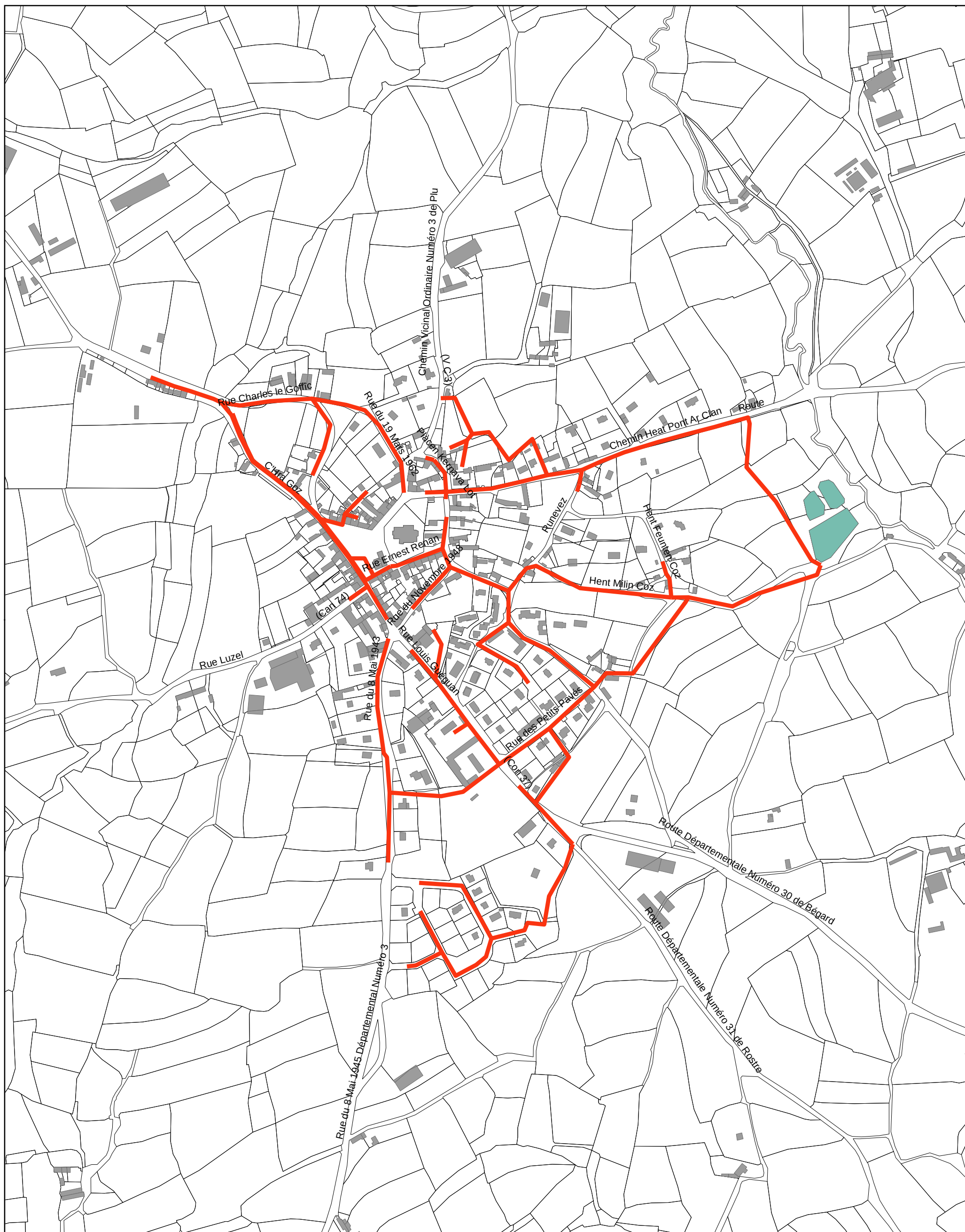
SPANC - Syndicat Mixte des Eaux du Jaudy

Rue de la Résistance - **22 140 BEGARD** - Tél. 02 96 45 49 94 - Fax 02 96 45 36 27

E.mail : spanc.jaudy@orange.fr



ANNEXE N°4 : RESEAU D'EAUX USEES



Légende

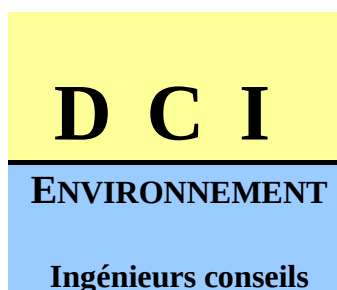


- RESEAU EAUX USEES
  BATI
-  Station d'épuration
  PARCELLE

1:5 000

ANNEXE N°5 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU





**18, rue de Locronan
29000 QUIMPER**

**Téléphone : 02 98 52 00 87
Télécopie : 02 98 10 36 26**

**contact@dc-environnement.fr
www.dci-environnement.fr**